

**Les 25
qui feront l'Afrique
en 2025**



Liste complète à l'intérieur...

**RDC : FÉLIX TSHISEKEDI
EN MODE SÉDUCTION**

**SÉNÉGAL : QUE VAUT
LE PLAN SONKO ?**

**COP 29 : « PETITS EFFORTS ET
BEAUCOUP DE DÉCEPTIONS ! »**

S O F I T E L



Where life lives with a *French zest*

Découvrez une adresse étonnante qui mélange luxe à la française & ambiance locale en *plein cœur de Cotonou*, carrefour économique du Bénin.



Chambres & Suites

174 chambres à partir de la Luxury
19 suites de la Junior à la Présidentielle
5 Suites duplex avec piscine privée

Caractéristiques

Chambres vue Océan • Lit King-size Sofitel MyBedTM • Balcon privé •
Produits de salle de bains Dyptique

Equipements

Wi-Fi • Machine à café • TV LED • Coffre-fort • Mini-bar

Restaurants, bars & lounges

Faites l'expérience d'un voyage culinaire à travers le monde au cœur de Cotonou ! Profitez de lieux exceptionnels, de délicieux plats et d'un service cousu main dans l'un de nos sublimes restaurants, bars ou lounge :

Restaurant VIVO Pour partager les émotions des saveurs du soleil
Restaurant & Pool Bar CORNICHE Cuisine méditerranéenne, pour vivre des moments solaires autour de la piscine

Restaurant L'AMI La Brasserie chic avec un zest béninois
Restaurant & Club BYBLOS Fusion asiatique & cocktails, pour vivre les soirées les plus chics à Cotonou
Lobby Bar-Coffee Lounge MUSE Haute croissanterie, pâtisserie, chocolaterie & glacier pour ravir toutes les papilles





Réunions & Evénements

Avec le plus grand Centre de Convention de la ville (le Dôme), notre hôtel 5 étoiles propose une offre exceptionnelle de salles de réunion et d'espaces évènementiels. Conciergerie et direction évènementielle vous accompagneront pour vivre une fabuleuse expérience d'évènement de très haut niveau.

Caractéristiques

- 9 salles de réunion (vue océan & ville)
- Un large choix de menus & formules banquet sur-mesure, incluant le show kitchen & la décoration
- Des espaces extérieurs avec une vue unique pour accueillir des évènements d'exception, construits sur-mesure.

SALLE DE REUNION	SUPERFICIE M ²	HAUTEUR M	ÉCOLE	THEÂTRE	U	BOARDROOM	BANQUET
LE DÔME	740	70	400	650	200	-	400
LES COLLINES	354	8	150	320	80	-	210
TOFFA	70	3	-	-	30	20	-
HANGBE	40	3	30	50	10	14	14
ALIBORI	60	3	45	80	25	20	20
DONGA	50	3	40	60	20	16	16
GUEZO	50	3	40	60	15	16	16
BIOGUERA	45	3	30	50	15	16	16
KABA	40	3	30	50	10	14	14

Bien-être & Spa

Notre luxueux Spa offre une variété de traitements (produits KOS) créés sur-mesure pour ressourcer corps & esprit. Avec son design contemporain & ses experts thérapeutes, notre Spa vous offrira une expérience de bien-être unique qui vous laissera revitalisé(e) et ressourcé(e) pour longtemps !

Sofitel SPA avec 5 salles de traitement, une salle duo & une piscine intérieure

Sofitel FITNESS avec un équipement haut-de-gamme adapté à tout niveau de pratique



SITES D'INTÉRÊT & MUSÉES

Institut Français du Bénin (Art & Culture)

Marché de Dantokpa (plus grand marché d'Afrique de l'Ouest)

Ouidah, ville historique (Patrimoine)

Cité lacustre de Ganvié

Fondation Zinsou

Musée de la Petite Récade

TRANSPORTS



Aéroport International de Cotonou Cadjehoun (1,6 km)

📞 +229 44754509

✉ reservation.cotonou@sofitel.com

⌚ sofitelcotonou

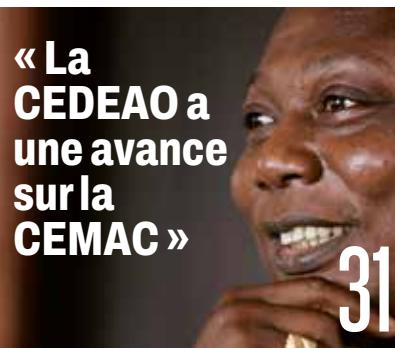
㏌ Sofitel Cotonou Marina Hotel & Spa

Sommaire



12

Ousmane Sonko
décline sa feuille de route



31

**« La
CEDEAO a
une avance
sur la
CEMAC »**



39

- 05 La lecture de l'éditeur
- 06 Éditorial
- EN HAUSSE**
- 07 Ngozi Okonjo-Iweala (OMC)
- 07 Denis Charles Kouassi (CNPS)
- 08 Hien Yacouba Sié (PAA)
- 08 Vera Songwe (CEC)
- 10 EN BRÈVES**
- DÉVELOPPEMENT**
- 12 Sénégal : Que vaut le plan Sonko ?
- 15 Sonko l'alchimiste
- 16 RDC : Félix Tshisekedi en mode séduction
- LE SAVIEZ-VOUS ?**
- 18 Dévaluation du FCFA, 31 ans après !
- TABLEAU DE BORD**
- 21 Demain l'Afrique !
- CHAMPIONS DU MOIS**
- 22 Célestin Tawamba, le nouveau président du Groupement des entrepreneurs camerounais
- 24 Espoir Dossah, le médecin des entreprises
- 26 Sandra Idossou : L'artisanat et l'environnement à la carte
- GRAND ANGLE**
- 31 Interview du premier ministre Martin Ziguélé
- LES 25 QUI FERONT L'AFRIQUE EN 2025**
- 39 Les 25 qui feront l'Afrique en 2025
- TOURISME**
- 48 Le tourisme de croisière en Afrique : 6 pays africains se mettent en synergie
- RSE & DÉVELOPPEMENT DURABLE**
- 53 6^e édition des Rencontres RSE : Un appel à l'action pour les entreprises béninoises
- 55 RSE : Encore du chemin, mais en bonne voie au Bénin
- 57 Entretien avec Mme Paulette Atchadé SAVIMBI
- BANQUES ET FINANCES**
- 59 Distinction : La BIDC sacrée « Institution financière de l'année 2024 »
- 60 Opération de titrisation synthétique : Des investissements pour le développement durable en Afrique
- MOBILITÉ & EMPLOI**
- 62 Projet « Talents Africains à l'International » : Une initiative créatrice d'opportunités pour les jeunes et les entreprises de l'UEMOA
- PORTS ET AÉROPORTS**
- 64 Côte d'Ivoire : Le Port Autonome d'Abidjan confirme son niveau d'excellence
- PUBLI INTERVIEW**
- 66 Entretien avec Virgil HOUESSOU, administrateur général du Cabinet Kyrielle Impacts
- TECH/ COMMUNICATION/ MÉDIAS**
- 68 Révolution numérique : Les opportunités à saisir par le secteur bancaire africain
- 70 Stratégie de communication digitale des entreprises : Influenceurs, levier de croissance ou effet de mode ?
- 73 Robert Brazza fait docteur honoris causa
- INDUSTRIE & MINES**
- 74 Bénin producteur de pétrole en 2025 : Coup de bluff ou réelle ambition ?
- TRIBUNE**
- 76 L'urgence d'une prise de conscience dans l'espace CEMAC !
- ZONE FRANCHE**
- 78 "Democracy made in Ghana..."

Administration / Marketing

Président Directeur Général
Léon Anjorin KOBODE

Assistant Président Directeur Général
Séphora ADOMOU

Conseiller Spécial
Noël YAO

Directeur des Affaires extérieures et
du Développement Commercial
David METINHOUE

Responsable Commerciale
Adriana YEHOUENOU

RÉDACTION

Directeur de la Publication
Mamadou Lamine DIATTA

Directeur des Rédactions,
Chargé des Suppléments
Josué Blaise MBANGA KACK

Directeur Editorial
Eric CHINJE

Conseiller Editorial
Jean Victor NKOLO

Rédactrice en Chef
Ronie Floride AGAMMA

Secrétaire de Rédaction
Jesdias LIKPETE

Direction artistique / Maquette
Romain AHOUADI

IMPACT BUSINESS est édité par
MINDO CONSULTANTS,
imprimé à 10.000 exemplaires

Tél : 00229 0197304383
Whatsapp : 0033 651154655
Maro militaire, rue 203, proche Bâtimat, Cotonou

Lettre de l'Éditeur

Léon Anjorin KOBOUDE

Président Directeur Général

MINDO CONSULTANTS



IMPACT BUSINESS

Un média de son époque !

Al'entame de 2025, nous vous adressons nos vœux de santé et de prospérité. Une nouvelle année avec son cortège de ré-solutions et de nouveautés... Impact Business voit le jour dans un contexte peu florissant pour le secteur des médias en Afrique et dans le monde. Oui, économiquement, notre nouveau support doit se doter d'innovations et de professionnalisme pour marquer son époque et se démarquer. Un défi qui a malheureusement entraîné la mort de plusieurs titres africains. Notre époque ne tolère pas le manque d'innovations.

L'économie des médias oriente vers la convergence des supports. L'échappée solitaire d'un support média classique est un effort vain. Ce n'est pas une simple affirmation. Notre équipe a préféré vous proposer un titre multimédia : accessible, moderne et conforme aux exigences des lecteurs et des consommateurs.

IMPACT BUSINESS est décliné en web (www.mag-impact.com), en print et en vidéo. Notre ambition est claire : toucher tous les publics, ici en Afrique comme dans le monde francophone. Si notre site Internet

vous offre une mise à jour quotidienne de l'information économique et financière, le mensuel en version papier prend le recul nécessaire pour vous proposer des articles de fond ou des interviews exclusives. Sur nos plateformes vidéo, vous découvrirez des contenus qui abordent des sujets touchant l'économie réelle et des focus sur le développement durable.

C'est fort du succès de son premier titre dénommé Aéroports Magazine d'Afrique, un support relatif au tourisme et aux arts, que le Groupe MINDO CONSULTANTS, basé au Bénin, lance IMPACT BUSINESS. Sur le plan éditorial, nous faisons le pari de traiter l'information économique et financière africaine sans complaisance ni complexe, mais avec un professionnalisme respectueux de l'image du continent africain. Nous voulons être le miroir du développement de l'Afrique. Ceci n'est pas un simple slogan, mais une ambition.

Cette ambition ne se réalisera pas sans votre contribution, avec une présence régulière sur notre site et un abonnement au mensuel. Nous comptons sur vous pour relever ce défi. Vos critiques sont évidemment attendues pour une amélioration continue de nos contenus. Merci pour la bienveillance à l'endroit du bébé...



Éditorial

Par Mamadou Lamine DIATTA

Désenchantement et désengagement des banques françaises...

Depuis une quinzaine d'années, les puissantes banques françaises, installées en Afrique depuis l'époque coloniale, procèdent à des départs massifs du continent. Elles ont drastiquement réduit leur voilure en se faisant proprement racheter par des fils du continent. Ce mouvement s'est subitement accéléré ces derniers temps. Le dernier exemple en date est le départ, il y a quelques semaines, de Société Générale du Maroc. C'est la célèbre holding chérifienne Saham qui hérite des parts de l'établissement français. Il faut savoir, d'ailleurs, qu'il s'agit là d'un dossier peu banal, d'autant que la Société Générale, la banque française la mieux implantée en Afrique, met ainsi le pied sur l'accélérateur de son processus de retrait.

Dans la même veine, l'acquisition de la BICIS du Sénégal, filiale du groupe français BNP Paribas, par le regretté Pathé Dione, fondateur du Groupe Sunu, n'était pas passée inaperçue. Au Sénégal déjà, ce mouvement a été enclenché depuis novembre 2007 avec le rachat de la Compagnie bancaire de l'Afrique de l'Ouest – CBAO – par Attijariwafa Bank, navire amiral financier du Royaume du Maroc. Fondée en 1853 par un décret de Napoléon III, la CBAO est jusque-là la banque la plus ancienne d'Afrique de l'Ouest.

Société Générale, BNP Paribas, Crédit Agricole et d'autres établissements financiers hexagonaux moins cotés continuent

donc d'accélérer leur départ d'Afrique; une manière subtile d'arrêter l'hémorragie qui suinte dans leurs bilans afin de rassurer leurs actionnaires par ricochet.

Question existentielle : qu'est-ce qui explique cette situation inédite, pour le moins ? Plusieurs facteurs, comme les tensions géopolitiques entre l'Hexagone et son ancien pré-carré, sont agités ça et là par les spécialistes. Cependant, l'explication la plus plausible reste assurément la montée en puissance de grands groupes financiers africains, particulièrement du Maroc. Des groupes aux reins solides et qui bénéficient du coup de pouce

décisif de Sa Majesté le Roi Mohamed VI lui-même, qui n'hésite point à se muer en VRP de luxe des entreprises chérifaines lors de ses tournées africaines. C'est l'explication la plus rationnelle et la plus plausible, car, hormis le secteur bancaire, la haute finance marocaine a également fait

main basse sur le secteur stratégique des assurances, du moins au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Le Maroc a enfin compris qu'il vaut mieux lorgner des opportunités d'affaires en Afrique subsaharienne qu'en Europe.

En tous les cas, les entreprises françaises opérant sur le continent sont extrêmement préoccupées par cette débandade constatée en milieu bancaire. À ce jour, elles sont près de 2.500 entreprises françaises à jouer leur partition en Afrique francophone, mais également dans des pays comme l'Afrique du Sud.

Les entreprises françaises opérant sur le continent sont extrêmement préoccupées par cette débandade constatée en milieu bancaire.

Ngozi Okonjo-Iweala : Une icône africaine au cœur de la gouvernance mondiale

Première femme et première Africaine à diriger l'OMC, la Nigériane **Ngozi Okonjo-Iweala**, 70 ans, a été reconduite par consensus, sous les applaudissements, par les 166 membres de l'organisation pour un second mandat de quatre ans. Cette confirmation à la tête de l'organe mondial du commerce intervient à moins de deux mois du retour à Washington de Donald Trump. Selon plusieurs sources, en anticipant l'élection de la Directrice générale de l'OMC (son premier mandat s'achève fin août 2025), il était surtout question de « *limiter la trop grande influence des États-Unis avec le retour de Trump au pouvoir* ». Pour beaucoup, il est important que l'OMC continue de travailler pour empêcher que le monde s'enfonce dans le protectionnisme.

Spécialiste du financement mondial, économiste avec plus de 30 ans d'expérience professionnelle dans le développement international en Asie, en Afrique, en Europe, en Amérique latine et en Amérique du Nord, Ngozi Okonjo-Iweala a été présidente du conseil d'administration de Gavi, l'Alliance du Vaccin. Elle a marqué la gouvernance de son pays, le Nigeria, avec des réformes majeures lorsqu'elle a occupé à deux reprises les fonctions de ministre des Finances du Nigeria (de 2003 à 2006 et de 2011 à 2015) et de ministre



des Affaires étrangères en 2006. Elle a été la première femme à occuper ces deux postes. Un parcours d'une personnalité marquante qui honore le Nigeria et tout le continent.

Denis Charles Kouassi : L'homme derrière la transformation de la CNPS ivoirienne



Denis Charles Kouassi a non seulement fait toute sa carrière à la CNPS, mais il a aussi contribué à la croissance de cette structure majeure de la vie économique ivoirienne. Directeur général, il a impulsé des réformes qui ont propulsé cette institution à un niveau de performances exceptionnelles.

Souvent qualifié de « timide, mais travailleur », ce haut fonction-

naire de l'État ivoirien a su traduire en actes tangibles la vision du chef de l'État, Alassane Ouattara. « *Nous avons négocié avec les partenaires sociaux pour passer le taux de cotisation de 8 % à 14 % afin que les ressources soient beaucoup plus importantes que les dépenses. L'idée étant d'avoir ainsi de l'épargne et d'investir celle-ci pour créer de la richesse. Ensuite, nous avons décidé de passer l'âge de la retraite de 55 à 60 ans. En bon visionnaire, le président de la République Alassane Ouattara a tout de suite accordé une suite favorable à ces propositions, et je l'en remercie* », a confié le Directeur général de la CNPS dans un entretien à Forbes.

Il y a environ un an, la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) de Côte d'Ivoire a obtenu la prestigieuse note triple A de Bloomfield Investment Corporation, démontrant ainsi sa solidité financière et sa gestion exemplaire. Cette reconnaissance témoigne de l'efficacité des politiques mises en place par la direction de l'organisme en matière de gestion des risques et de conformité aux normes internationales. Selon Bloomfield Investment Corporation, « le niveau de réserves de la CNPS de la Côte d'Ivoire devrait passer la barre des 1.000 milliards de francs CFA à la fin de 2024, accentuant sa capacité d'investissement. Ces bonnes perspectives sont soutenues par une dynamique économique assez robuste, avec une croissance du PIB attendue à 7 % en 2023 (6,7 % en 2022) ».

Hien Yacouba Sié : Une gestion axée sur les résultats au Port Autonome d'Abidjan

Cet ingénieur des travaux publics est un fin connaisseur du Port Autonome d'Abidjan (PAA), qu'il a intégré en 1994 et où il a gravi les échelons pour en devenir, depuis 2011, le Directeur général. Grâce à une gestion rigoureuse qui rassure le personnel et les partenaires commerciaux du PAA, l'entreprise a connu la période de croissance la plus impressionnante de son histoire, avec un taux de 12 % par an en moyenne sur la dernière décennie. Le trafic de transbordement, boosté par la mise en exploitation du 2^e terminal à conteneurs en décembre 2022, croît de 959 %, passant de 378 000 tonnes à 4 millions de tonnes en 2023. Le trafic de conteneurs a connu, entre 2022 et 2023, une croissance de 46 %, passant de 840 426 boîtes à 1 230 000 boîtes.

Sous son leadership, le PAA a entrepris au cours de la dernière décennie des travaux sur sa plateforme, ce qui lui permet désormais de recevoir les plus gros navires fréquentant les côtes africaines, dont, entre autres, le porte-conteneurs « Le MAERSK EDIRNE », long de 366 m et large de 48 m, avec une capacité de 13 676 conteneurs, ou le SCANDOLA, long de 366 m, avec une largeur de 51,11 m pour une capacité de 14 800 TEU.

Par ailleurs, le Port Autonome d'Abidjan contribue à la promotion de la destination Côte d'Ivoire en accueillant de somptueux plaisanciers tels que le « Norwegian Dawn » de l'armateur Norwegian Cruise Line ou, très récemment, le « Seven Seas Voyager » de la compagnie ultra-luxe Regent Seven Seas Cruises.

Ces performances ont permis au Port Autonome d'Abidjan de remporter les prix de meilleure performance trafic import-export (volume) 2023, du meilleur trafic conteneur (EVP) 2023, et du meilleur



trafic transit (intégration des économies sous-régionales) obtenus le 21 novembre 2024, lors de la 8^e édition des Awards des ports africains à Conakry. Cette série de performances conforte le Prix national d'excellence 2023 de la Meilleure contribution au rayonnement du secteur du transport, décerné au Port Autonome d'Abidjan en septembre 2023 par le président de la République ivoirienne, Alassane Ouattara, ainsi que le 1er Prix de la performance économique et financière du secteur marchand en Côte d'Ivoire lors de la 6^e édition du Prix d'excellence de la gouvernance et de la performance des entreprises publiques.

Véra Songwe : une experte au cœur des décisions économiques sud-africaines



La Camerounaise **Véra Songwe** a été récemment nommée par Cyril Ramaphosa, le président sud-africain, au sein du très prestigieux Conseil économique consultatif de son pays. Cette structure est chargée de proposer des orientations sur les questions d'ouverture à l'écosystème des membres, l'employabilité, l'entrepreneuriat

ainsi que les questions sociétales.

L'ancienne sous-secrétaire générale des Nations Unies et secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) maîtrise ces sujets et pourra réellement apporter une contribution significative à cette commission sud-africaine. Ancienne directrice régionale de la Société financière internationale, couvrant l'Afrique de l'Ouest et centrale, Dr Véra Songwe a supervisé un portefeuille d'investissements de plusieurs milliards de dollars dans les domaines de l'énergie, des transports, de la fabrication et de la technologie. Elle est également passée par la Banque mondiale, où elle a occupé des postes importants.

Titulaire d'un doctorat en économie mathématique du Centre de recherche opérationnelle et d'économétrie, d'une maîtrise en droit et économie, et d'un diplôme d'études approfondies en sciences économiques et politiques de l'Université catholique de Louvain en Belgique, Véra Songwe est aussi détentrice d'une licence en sciences économiques et politiques de l'Université du Michigan. Issue d'une famille modeste au Cameroun, elle est souvent présentée comme un exemple de réussite dans son pays et sur le continent africain.



Investir dans l'avenir, bâtir l'excellence avec Nourmony

& SES FILIALES





AFRICA INVESTMENT FORUM 2024

Plus de 30 milliards de dollars engagés pour 37 projets innovants

Les Market Days de l'Africa Investment Forum 2024, qui se sont déroulés du 4 au 6 décembre dernier à Rabat, au Maroc, ont suscité l'engouement de plusieurs investisseurs. Près de 30 milliards de dollars de marques d'intérêt d'investissement ont été enregistrés pour le financement de 37 projets innovants.

Ces projets, d'après les informations de la Banque Africaine de Développement (BAD), couvrent plusieurs domaines de développement, à savoir : le transport, l'électricité, l'énergie, l'agro-industrie, l'industrie, l'exploitation minière, les produits pharmaceutiques, le capital-investissement, le tourisme, les infrastructures urbaines, la gestion de l'eau ainsi que l'assainissement.

En manifestant leur intérêt pour ces différents projets, les 2 300 investisseurs et délégués de 83 pays ayant participé à cette rencontre viennent, une fois encore, confirmer tout le « potentiel économique croissant du continent ».

PÉTROLE NIGÉRIEN

Le Cameroun, premier client de la raffinerie Dangote

Le méga-projet de raffinerie du richissime homme d'affaires nigérian Aliko Dangote a trouvé son premier client. Il s'agit de la société Neptune Oil du Cameroun, qui a acté son partenariat, jeudi 12 décembre 2024, en important ses premiers litres d'essence.

D'un total de 60 000 tonnes de Premium Motor Spirit (PMS), cette transaction entre ce pays d'Afrique centrale et cette gigantesque usine de raffinage est le fruit d'une collaboration stratégique gagnant-gagnant pour l'Afrique. Selon les détails rendus publics, le partenariat entre la raffinerie Dangote et l'entreprise camerounaise Neptune Oil vise à stimuler l'économie locale en créant de nouveaux emplois et en favorisant le développement de nouvelles infrastructures.

Une vision partagée par les deux sociétés, qui devrait renforcer les liens économiques entre le Nigeria et le Cameroun, tout en répondant aux besoins croissants en énergie de la région. « *En accédant aux produits pétroliers de cette raffinerie de classe mondiale en tant que premier importateur, nous consolidons la sécurité énergétique nationale tout en favorisant le développement économique local* », a déclaré Aliko Dangote, président et directeur général du Groupe Dangote.

COMORES

10 millions de dollars pour promouvoir l'agriculture durable

Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont alloué 10 millions de dollars pour soutenir l'agriculture durable aux Comores.

Ce financement s'inscrit dans le cadre d'un projet visant à aider les agriculteurs à mieux s'adapter aux effets du changement climatique. Intitulé Projet de la résilience des systèmes agricoles et des chaînes de valeur intelligentes face au climat en Union des Comores, ce programme prévoit d'accompagner plus de 108 000 bénéficiaires répartis sur les différentes îles. Il repose sur l'adoption de pratiques agricoles innovantes sur 7 254 hectares de terres cultivables. L'initiative ambitionne également de former 13 500 agriculteurs aux techniques modernes de culture et de lutte contre les sécheresses, les cyclones et autres.



OPV SUR LA BIIC



Le secteur privé invité à entrer dans l'actionnariat

Au Bénin, le gouvernement veut céder ses parts du capital de la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce (BIIC). L'annonce a été faite le 23 décembre 2024, avec le lancement officiel d'une offre publique de vente (OPV).

Cette opération publique concerne un pourcentage entre 30,4 % et 40 % des parts du capital de la BIIC détenues par l'État béninois. Il s'agit d'un volume de 17 558 979 et 23 103 920 actions, pour un prix fixe de cession de 5 250 F CFA par action. En lançant cette offre, l'État espère mobiliser entre 92,2 milliards et 121,3 milliards de F CFA.

Conduite par la Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) du groupe Ecobank, l'opération sera ouverte du 13 janvier au 28 février 2025. Elle vise à renforcer la transparence dans les opérations financières, dynamiser le marché boursier régional et impliquer le secteur privé dans l'actionnariat de la banque. À cet effet, l'État béninois a invité le secteur privé à soutenir la BIIC, une banque en pleine croissance née de la fusion entre BIBE et BAIC en 2020.

Il faut dire qu'après quatre années d'activités, la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce (BIIC) affiche une croissance remarquable, avec un résultat net de 27,2 milliards de F CFA en 2023.



Infrastructures vertes en Afrique Centrale

Afreximbank et Kipay Investments SAS signent un accord de financement



La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) a signé, le 18 décembre 2024, un accord de financement avec Kipay Investments SAS pour la mise en œuvre d'un projet d'énergie renouvelable du secteur privé en République Démocratique du Congo (RDC).

Une initiative marquante dans l'expansion des infrastructures vertes dans la région de l'Afrique centrale, qui vise à fournir de l'énergie propre, fiable et abordable aux sociétés minières, permettant ainsi d'enrichir les minéraux critiques, y compris le cuivre et le cobalt, en RDC, et de favoriser une conservation significative de la valeur.

Le projet élargira l'accès à l'électricité à la communauté voisine, améliorant ainsi l'accès aux installations d'éducation et de santé. L'accord signé avec l'Afreximbank permettra de réaliser les études techniques et de bancabilité, les frais juridiques, les conseils financiers et la collecte de fonds pour le développement d'un projet de réservoir hydroélectrique d'un maximum de 200 MW, qui sera situé le long de la rivière Lufira.

La Banque jouera également un rôle de premier plan dans la structuration du financement par emprunt du projet. Une initiative qui devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'environ 108 000 tonnes métriques d'équivalent CO₂ par an, aidant ainsi la RDC à atteindre ses objectifs climatiques en vertu de l'Accord de Paris et des contributions déterminées au niveau national (CDN) mises à jour.



Ousmane Sonko décline sa feuille de route

- Une croissance annuelle minimale de 6,5 %
- Hausse de la pression fiscale à 20 %
- Développement endogène avec des financements alternatifs

Premier ministre du Sénégal depuis huit mois, Ousmane Sonko a enfin présenté, ce vendredi 27 décembre 2024, en monovision, sa déclaration de politique générale articulée autour de sept ruptures majeures. Une feuille de route qui traduit une ambition clairement affichée de transformer en profondeur les politiques publiques au Sénégal avec des modes de financement alternatifs pour sortir de la tyrannie des institutions de Bretton Woods.

► Par MLDIATTA

La déclaration de politique générale du sémillant chef du gouvernement sénégalais a eu lieu dans un contexte de morosité économique aiguë marqué notamment par une hausse significative de la dette publique, estimée à 76 % du PIB, soit une manne financière de 14 800 milliards de FCFA. Et, en dépit du lancement en grande pompe de la « Vision Sénégal 2050 », nouveau référentiel des politiques publiques, la

récente loi de finances rectificative (LFR) révèle une baisse des recettes contre une hausse des dépenses publiques.

Le programme de Sonko vise à instaurer un Sénégal du renouveau, engagé sur une nouvelle trajectoire et rompant avec les méthodes de gouvernance du passé.

S'appuyant sur la *Vision Sénégal 2050*, nouveau référentiel des politiques publiques, cet agenda national ambitionne de transformer les fondamentaux de l'économie, en tablant sur une croissance

minimale de 6,5 % sur les 25 prochaines années. L'objectif est de développer des mécanismes alternatifs de financement pour mettre fin à la tyrannie liée à la dépendance excessive aux financements extérieurs. À cet effet, le Premier ministre Sonko annonce le recours, prochainement, aux « Patriot Bonds », en lieu et place des « Diaspora Bonds » initialement prévus. En clair, il s'agira d'impliquer tous les Sénégalais intéressés par le développement du pays en leur permettant de souscrire à

des obligations destinées à lever des fonds par l'intermédiaire de ce mode de financement peu usité.

Au Sénégal, les fonds transférés par la diaspora, principalement installée en Europe et aux États-Unis, jouent un rôle essentiel dans l'économie. En 2023, ces transferts ont atteint 1.600 milliards de francs CFA (2,4 milliards d'euros), soit environ 10,5 % du PIB, un montant nettement supérieur aux 1,4 milliard d'euros d'aide publique au développement fournie par les institutions internationales et bailleurs de fonds.

En vérité, le gouvernement Sonko veut rompre progressivement avec les modes de financement classiques des économies africaines, essentiellement basés sur leurs relations avec les institutions internationales comme la Banque mondiale, le FMI et la coopération bilatérale. L'idée est de promouvoir un développement auto-centré porté par les ressources naturelles et le capital humain. Ce qui explique le recours à des financements alternatifs comme la mobilisation de l'épargne nationale, les fonds souverains, les fonds de pension, etc.

Selon Sonko, la première rupture consiste à faire croire au Sénégal en son propre potentiel. « *Nous sommes capables de nous développer et nous le ferons par nous-mêmes* », a-t-il déclaré, citant en exemple certains pays asiatiques ayant réussi leur transition économique en une ou plusieurs générations.

L'objectif est de s'extirper du complexe du colonisé et d'inculquer aux jeunes générations une « *culture de fierté et d'ambition* ». Ce changement de paradigme repose aussi sur la confiance accordée aux compétences locales et sur un secteur privé national capable de devenir un « *moteur de croissance endogène et compétitif* ».

La deuxième rupture s'attaque frontalement à la logique d'urgence et de sauvegarde qui a marqué l'action publique jusque-là. Les dirigeants du Sénégal ont

pris l'habitude de miroiter des miracles d'ici la prochaine élection, a-t-il déploré, évoquant une kyrielle de projets d'urgence qui ne répondent pas aux aspirations profondes des citoyens. En rupture avec cette culture, le gouvernement Sonko s'engage à adopter une planification à long terme, sur une vision de 25 ans, afin de « *poser les jalons d'un avenir solide* » pour les générations futures.

La troisième rupture est liée au passage d'une logique de dépense à une logique de résultats visant une plus grande efficacité et surtout une meilleure efficience dans l'utilisation des ressources publiques.

Quatrième rupture : une gestion participative et citoyenne, car, selon le Premier ministre, l'ambition pour le Sénégal ne saurait être mise en œuvre sans une adhésion populaire forte et durable.

Dans la même veine, la cinquième rupture promeut une décentralisation poussée dans le cadre d'une gestion de proximité, visant la prise en compte des réalités locales pour une gestion plus proche des territoires. Il s'agit, pour le Premier ministre, de donner plus de pouvoir économique et de marge de manœuvre aux collectivités territoriales.

La sixième rupture annonce une gouvernance fondée sur l'équité et la transparence, où la reddition des comptes est une exigence fondamentale.

« *Last but not least* », la septième rupture prône la modernisation de l'administration publique, qui doit devenir « *le fer de lance de la conduite du changement* ».

Par ces mesures fortes, l'État du Sénégal affirme sa volonté de refonder de manière radicale les mécanismes institutionnels, économiques et sociaux, visant à répondre aux attentes des Sénégalais. Cela est d'autant plus important que, dans le pays, tout reste prioritaire, surtout que Sonko n'a de cesse de dire que le nouveau régime a trouvé sur place une forte dégradation des finances publiques.

Quelques acquis du Gouvernement SONKO :

- L'audit des finances publiques.
- L'exigence de reddition des comptes.
- L'audit des ressources humaines.
- Gestion : Occupation du Domaine public maritime (DPM), lotissements de zones foncières, Mbour 4, patrimoine foncier et bâti de l'État.
- Un projet de loi rapportant la loi d'amnistie votée le 6 mars 2024.
- Non-renouvellement, à l'expiration de son délai le 17 novembre 2024, des accords de pêche qui liaient le Sénégal à l'Union Européenne.
- Souveraineté monétaire de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) : mise en œuvre de la réforme du Franc CFA.
- Souveraineté en matière de défense : le Président de la République a annoncé la fermeture prochaine des bases militaires françaises au Sénégal.
- Politique étrangère du Sénégal : retour à l'orthodoxie dans la représentation diplomatique sénégalaise à l'étranger, avec l'accréditation de diplomates de carrière.
- Vie chère : mesures de réduction des prix des denrées de première nécessité. Concernant le coût du carburant et de l'électricité, des mesures utiles ont été prises pour rétablir l'orthodoxie dans la passation des marchés d'approvisionnement en hydrocarbures et la diversification de leurs sources.
- Cadre de vie des Sénégalais : gestion des inondations et des crues ; fonctionnement régulier du ramassage des ordures par l'apurement des arriérés de paiement dus par la SONAGED aux concessionnaires ; organisation mensuelle d'une journée SETAL SUNU REEW ; Programme Décentral de Gestion des Inondations (PDGI) et Programme d'Assainissement des Dix Villes, qui ont englouti respectivement

- 285 milliards de FCFA et 77 milliards de FCFA sans résultats tangibles.
- Équité sociale : paiement des bourses de sécurité familiale avec l'apurement des arriérés prévu au cours du premier trimestre 2025 ; appuis financiers et en nature, notamment à la suite des inondations, des crues des fleuves Sénégal et Gambie, et des accidents routiers.
- Capital humain : deux conseils interministériels ont été consacrés à la préparation des examens et concours ainsi qu'à la rentrée scolaire 2024/2025.
- Éducation : résorption du déficit d'enseignants, élimination progressive des abris provisoires, prise en charge de la problématique du défaut de pièces d'état civil des élèves, paiement des primes et indemnités d'exams.
- Enseignement supérieur : mise en place imminente d'un comité de pilotage chargé de proposer au Président de la République des mesures pour la transformation systémique du secteur.
- Jeunesse et promotion de la citoyenneté : organisation des vacances agricoles, repositionnement du service civique et du volontariat au niveau de la Primature, systématisation du concept Armée-Nation dans tous les domaines d'activités.
- Sport : organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse Dakar 2026.
- Santé : continuité du service et amélioration de la qualité de l'accueil dans les services hospitaliers ; révision du programme de construction d'hôpitaux.
- Eau potable : résolution des insuffisances dans la gestion de l'hydraulique rurale et urbaine.
- Environnement : suspension, jusqu'au 30 juin 2027, des activités minières autour de la rive gauche du fleuve de la Falémé, sur un rayon de cinq cents mètres.
- Infrastructures physiques : état des lieux des programmes et projets de

construction d'infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires.

- Agriculture : apurement des arriérés de paiement sur les engagements de l'État au titre des trois précédentes campagnes agricoles (73 milliards de FCFA) ; restructuration (Dakar Dem Dikk, Air Sénégal, La Poste, SAPCO, etc.) ; subvention des intrants agricoles à hauteur de 120 milliards de FCFA ; relèvement du prix

plancher d'achat des arachides à 305 FCFA le kilogramme (contre 280 FCFA auparavant).

Les Déclarations de Politique Générale (DPG) de Ousmane Sonko en décembre 2024 et de Amadou Ba en décembre 2022 reflètent des visions distinctes pour le Sénégal, influencées par leurs contextes politiques respectifs.

Traquer les niches fiscales...

Dans sa déclaration de politique générale, le Premier ministre Ousmane Sonko dévoile une volonté de rupture avec l'ancien régime, mettant l'accent sur la transparence, la justice et la souveraineté nationale.

Pour son gouvernement, il s'agira, entre autres, de juguler le phénomène incontrôlé des niches fiscales pour booster la mobilisation des recettes et amorcer un cycle de développement. À ce jour, 18 conventions fiscales bilatérales sont en vigueur : un véritable boulevard à la fraude et à l'évasion fiscale, selon les nouveaux maîtres du pays.

Des mesures fortes, comme la rupture avec les paradis fiscaux et la renégociation des clauses défavorables conclues avec des États à fiscalité normale, sont annoncées.

Par ailleurs, des mesures sont prévues dans le cadre de la :

- **Justice et Transparence** : Lutte accrue contre la corruption, avec des mesures pour abroger les lois d'amnistie et poursuivre les anciens responsables accusés d'enrichissement illicite.
- **Souveraineté Nationale** : Fermeture des bases militaires étrangères pour renforcer l'indépendance du pays.
- **Économie** : Décentralisation économique via le développement des pôles territoriaux et réformes pour réduire le coût de la vie.
- **Éducation** : Réforme du calendrier universitaire pour améliorer la qualité de l'enseignement.

Force est de reconnaître que le discours de Sonko est marqué par un ton plus engagé, reflétant sa réputation d'opposant réformiste. Les annonces de ruptures avec l'ancien régime et les réformes proposées ont suscité des débats intenses, tant au sein de l'Assemblée nationale que dans l'opinion publique.

En somme, les DPG de l'ancien Premier ministre Amadou Ba et d'Ousmane Sonko illustrent deux approches divergentes de la gouvernance au Sénégal, l'une axée sur la continuité et l'autre sur le changement et la réforme profonde des structures étatiques.

Par MLD

SONKO l'alchimiste

Le style, c'est l'homme et quand le style est obscur, il faut déjà s'inquiéter. » C'est enfoncez des portes ouvertes de dire qu'Ousmane Sonko est l'artisan majeur des récentes victoires du parti PASTEF lors de la présidentielle de mars 2024 et, récemment, pour le compte des élections législatives. Par ricochet, cet homme charismatique et controversé à la fois a eu le don de séduire et de convaincre momentanément le Sénégal réel. Autant dire que la mainmise du tandem qu'il forme avec le Président Bassirou Diomaye Faye est partie pour durer au moins le temps du quinquennat en cours. Sonko est un phénomène doté d'une intelligence sociale avérée pour avoir su décrypter et maîtriser les codes d'un peuple avisé et en avance sur sa classe politique. C'est en vérité ce qui fait toute sa force. Avec lui, pas de demi-mesure. Ça plaît ou ça dérange. Ça passe ou ça casse. Le leader de PASTEF a une approche disruptive de l'action politique. L'avantage, c'est que la lisibilité du message est actée. C'est ce qui explique, quelque part, le choix de ses éléments de langage qui ont pour noms rupture, souverainisme, focus, démantèlement du système, Jub Jubbal Jubbanti (redressement) et tutti quanti... Mieux, il a le don de toucher la fibre sensible de ses concitoyens en titillant leur affect et leurs ressentis. C'est ce magnétisme qui explique l'adhésion populaire aux fameux « beignets dougou », vendus à l'époque comme de petits pains, ou encore à la récente séquence humoristique sur les pastilles Valda : un momentum qui a fini de booster les ventes du produit de cette célèbre usine rufisqueuse, un moment tombée en léthargie. Voilà, en décodé, ce qu'il est convenu d'appeler la magie Sonko. « Le style, c'est l'homme et quand le style est obscur, il faut déjà s'inquiéter », disait le philosophe français André Comte-Sponville.

Alchimiste iconoclaste, l'ancien maire de Ziguinchor (sud du Sénégal) a su trouver une identité pour se frayer un chemin dans ce landerneau politique aux sentiers sinueux et parsemés d'embûches. Forcément, son discours fait mouche, car c'est dans la nature humaine de tomber en pamoison devant un narratif inédit, donc original, par ces temps de morosité ambiante où les disques rayés restent la marque de fabrique de ceux qui squattent et polluent au quotidien l'espace public. De ce point de vue, Sonko sait vendre du rêve, et en politique, c'est vital. Même son style vestimentaire n'est pas fortuit et entretient, quelque part, son charisme. Un coup en tenues africaines avec un clin d'œil aux créateurs locaux, un autre en blue-jean, chemise aux manches retroussées, sans oublier la casquette vissée sur le chef. La gestuelle et les autres artifices comportementaux de cette bête politique font le reste. Autant dire qu'il incarne un dirigeant de son temps.

Justement, c'est plutôt cette fine démarcation et cette fraîcheur que Sonko apporte dans l'agora sénégalais et africain qui semblent emporter l'adhésion massive de ses millions de militantes, militants et sympathisants. Une situation complexe et assez inextricable que le meilleur des psychologues aurait du mal à analyser.

Lui s'en accommode et semble s'en délecter en adressant un bras d'honneur à ses contempteurs. L'homme est un grand taquin et ne se prive point de tourner

en dérision ses adversaires par des piques assassines.

Ce leader panafricainiste atypique est assurément un véritable OVNI. Inspecteur des impôts et domaines, produit de l'ENA du Sénégal au même titre que le Président Bassirou Diomaye Faye, il est donc une sorte de mélange de technocrate, de stratège, mais aussi de populiste. À la seule différence que son populisme est dynamique, d'autant qu'il sait puiser dans le registre de la subtilité et du pragmatisme pour se tirer d'affaire. Comme dans le récent épisode de son rétropédalage. Après avoir appelé à la vengeance suite aux attaques répétées contre son convoi électoral, il s'est vite ravisé pour appeler au calme et à la sérénité... comme pour s'excuser d'avoir commis une bourde monumentale. Cette humilité marquante a dû toucher plusieurs sceptiques et autres indécis, car la tête de liste de PASTEF a étalé toute son humanité mais aussi toutes les carences et faiblesses de l'être humain, qui ne saurait être un surhomme à la science infuse. Comme quoi, nul n'est indispensable et surtout nul n'est infallible !

Pour autant, Ousmane Sonko, qui passe véritablement pour un passeur d'émotions, n'est pas un saint, même s'il dégage de faux airs de gourou au regard de sa relation fusionnelle avec ses inconditionnels assimilables à des Feddayins. Il a intérêt à faire beaucoup d'efforts pour mieux habiter cette fonction stratégique de Premier ministre d'un pays-pivot d'Afrique de l'Ouest. Ce qui devrait lui permettre, en temps normal, de rendre opérationnelles, du moins superviser, toutes ces politiques publiques destinées à garnir le panier de la ménagère en impulsant cette croissance économique annuelle projetée à 6,5 % et le progrès collectif.

Une autre paire de manches, d'autant qu'on lui reproche ici et à l'international un caractère informel qui ne ferait pas de lui un homme d'État au sens plénier du terme.

Le temps Sonko est donc compté. Il est évident que cet homme se confond aujourd'hui avec la puissance publique et que son action déterminera le sort de 18 millions de Sénégalais dans les cinq prochaines années.

C'est toute la responsabilité qui pèse sur ses frêles épaules dans un contexte difficile de morosité économique.

Les Sénégalais ont donc adhéré massivement au projet qui lui tient à cœur depuis son irruption sur la scène politique en 2014.

Pour autant, le Sénégal ne saurait rester en campagne électorale permanente. « Les Sénégalais sont fatigués » : la fameuse antienne du regretté juge Kéba Mbaye est plus que jamais d'actualité. Les populations sont heureuses par la rareté de l'argent-roi et l'avancée galopante de la pauvreté.

Comme le disait avec pertinence le brillant historien Mamadou Diouf : « Le nouveau pouvoir est scruté avec en ligne de mire des attentes irrationnelles. » Sonko et la galaxie Pastef disposent désormais de tous les leviers de gouvernance pour mener la barque Sénégal à bon port.

Ce peuple résilient ne leur fera désormais aucun cadeau et ne leur pardonnera rien, car ils doivent faire preuve d'un leadership transformationnel pour assurer une véritable relance économique, une réduction drastique des inégalités sociales abyssales et une meilleure redistribution des richesses issues notamment de notre statut enviable de pays pétrolier et gazier.



République
Démocratique
du Congo

Félix Tshisekedi en mode séduction



Comme le temps de l'Avent qui précède Noël, le discours de politique générale du chef de l'État congolais arrive à point nommé, met du baume au cœur des uns, mais laisse d'autres sceptiques. Ce catalogue de bonnes intentions sur le plan social et économique arrive au moment où le débat national s'était figé sur la question de la révision ou non de la Constitution. Mais, comme le père Noël en plein mois de décembre, le Président Félix Tshisekedi a une hotte remplie de bonnes intentions. Reste à savoir comment elles seront mises en musique dans les prochains jours, voire les prochains mois.

► Par Jos Blaise MBANGA KACK

Félix Tshisekedi a l'art de faire durer le suspense ; c'est incontestablement l'un de ses sports favoris. On l'a encore éprouvé lors de la nomination de Madame Judith Suminwa Tuluka, l'actuelle Première ministre. Cette fois-ci, il a fait mariner tout le monde et a sorti le grand jeu le 10 décembre 2024 devant le Congrès, les deux chambres réunies du Parlement congolais. Le grand tribun qu'est Félix Tshisekedi a, une fois de plus, montré et démontré sa parfaite maîtrise de l'art

oratoire, et comme le dit si bien un expert congolais vivant à Bruxelles, « *notre chef d'État est incontestablement l'un des meilleurs spécialistes du continent en matière d'effet de manche* ». De fait, dans son discours de politique générale devant le Parlement bicaméral, Félix Tshisekedi a avancé des chiffres aussi renversants que les projets eux-mêmes. Dans l'ensemble, rien n'a été laissé de côté ; tout y est passé : routes, ponts, écoles, sans oublier la réhabilitation des aéroports, etc.

Entre scepticisme et enthousiasme

Pour un membre de la société civile congolaise, intervenant régulier sur Radio OKAPI (radio des Nations unies basée à Kinshasa), cette palanquée de projets est un peu trop ambitieuse pour être réalisable. Scepticisme que ne partage pas l'ancien Premier ministre centrafricain, habitué des allées du pouvoir de Kinshasa. À la question de savoir où les autorités vont trouver les ressources pour la réalisation de ces

mégaprojets, Martin Ziguélé répond avec assurance : « *Je connais personnellement le chef de l'État, sa détermination à faire de ce mandat une véritable renaissance, son rêve d'un Congo nouveau* ». Il poursuit en disant que cela est faisable grâce à la panoplie et surtout à l'ouverture qu'offre la multitude de partenariats bilatéraux et multilatéraux venant des cinq continents. Il se dit conforté dans son opinion par ses derniers échanges avec le ministre congolais du Commerce, échanges qui ne laissent aucune place au doute quant à la réalisation de ces infrastructures qui feront du Congo un véritable géant dans les années à venir.

La politique étant l'art du contre-pied, un opposant proche de Martin Fayulu trouve que cet enfumage n'est qu'un écran qui cache la manœuvre pour la révision de la Constitution, point de vue que partage également Olivier Kamitatu, un proche de Moïse Katumbi.

De l'eau à haut débit

Pourtant, dans le discours du chef de l'État, aucun pan de la vie sociale n'a été négligé. Le président de la République congolaise a, dans une esquisse de bilan, vanté les performances économico-financières réalisées grâce à une gestion rigoureuse des finances et à une étroite collaboration entre le gouvernement et la BCC (Banque Centrale du Congo). Cette collaboration a rendu possibles les réformes mises en place par le ministre des Finances, Doudou Fwamba Likunde Li-Botayi, ce qui a permis de stabiliser le taux de change depuis 2020.

Sur le plan de la fourniture d'eau potable, en milieu semi-urbain, les projets d'alimentation en eau potable et d'assainissement à Kasangulu, Lisala et Tshikapa ont permis à près de 1,3 million de personnes d'accéder à des services essentiels. Les efforts du gouvernement, selon Félix Tshisekedi, ont permis à plus de 3,1 millions de personnes dans les zones urbaines de Kinshasa, Lubumbashi

et Matadi d'accéder à l'eau potable. En outre, la mise en service du module 2 de l'usine de traitement d'eau d'ozone, avec une capacité de 110 000 m³ par jour, a permis d'étendre l'accès à 1,8 million de personnes supplémentaires.

Si, pour le Président congolais, ces réalisations sont un motif de fierté, pour certains de ses compatriotes, le verre est à moitié vide. C'est le cas d'Yves Bakwanda, contestataire du régime en place à Kinshasa, qui estime que « *le discours sur l'État de la nation est un compte rendu de la gestion annuelle et non des promesses comme si on était en campagne électorale* ». Et d'ajouter qu'il aurait aimé que « *Fatshi* » (surnom du Président) dise « *combien d'emplois il a créés sur les 6 millions promis, combien d'avions il a achetés, combien de localités il a récupérées des rebelles du M23, ce qui l'empêche de déclarer la guerre au Rwanda, combien de cachots de l'ANR (Agence nationale de renseignements) il a fermés* ».

Au demeurant, ce programme ambitieux du Président Tshisekedi ne pourra être mis en place sans le soutien actif de ses compatriotes. C'est d'ailleurs ce que pense Junior Mbuiy, expert congolais en haute finance vivant en Suisse. Pour cet analyste économique, aucune main ne sera de trop pour réaliser ce projet de rêve, car, pour lui, il s'agit bel et bien de faire taire les querelles internes, de laisser de côté la politique politicienne et de placer le Congo au-dessus de tout.

Santé pour tous

Dans son discours, Félix Tshisekedi s'engage, au nom de son gouvernement, à doter chaque province d'un hôpital de référence afin d'améliorer la couverture sanitaire du pays. En outre, il a fait un état des lieux de la couverture santé universelle (CSU), lancée le 5 septembre 2023, avec un premier paquet consacré à la gratuité de la prise en charge des femmes enceintes et des nouveau-nés. À ce jour, à en croire

le chef d'État congolais, la gratuité des accouchements est effective dans treize provinces. Elle sera, selon ses propos, étendue très prochainement à l'ensemble des provinces du pays.

Parallèlement, des mesures sont en cours pour assurer la prise en charge des soins de santé des agents publics et de leur famille dans les prochains jours. Mieux, la revue de la première année de gratuité des accouchements révèle des résultats très encourageants : plus de 1,3 million de femmes ont bénéficié de ce service dans 4.300 établissements de soins, tandis que 1.155 structures ont été équipées et 454.000 enfants malnutris pris en charge. Ces efforts ont entraîné une baisse de la mortalité néonatale et une augmentation de l'espérance de vie.

Le discours de Félix Tshisekedi était encore frais dans les mémoires quand le Vice-Premier ministre, ministre de l'Économie nationale, en visite officielle dans le Grand Kasaï le 12 décembre 2024, après avoir posé un diagnostic froid sur les causes de l'enclavement de cette province, a prescrit la réhabilitation urgente du chemin de fer et du réseau routier. Le 14 décembre, son collègue des Finances a présenté au Sénat des projets de loi de ratification constituant « *des piliers stratégiques pour le développement économique et social en République démocratique du Congo* », ayant pour objectifs de répondre « *à la nécessité de transformation du secteur de l'agriculture, du système de santé et des infrastructures* ».

In fine, le chef de l'État est optimiste quant à l'avenir de son pays. « *Notre belle RDC poursuit sa marche en avant et l'avenir nous réserve encore de nombreux succès et autant de raisons d'être fiers* », a-t-il déclaré.

On ne perd donc rien, selon les observateurs, à attendre de voir ce vaste pays jouer son rôle de locomotive tel que prévu en 1980 au Nigeria et consigné dans le Plan d'action de Lagos.



Dévaluation du FCFA, 30 ans après : Héritages, impacts et perspectives

Il y a 31 ans, le 11 janvier 1994, 14 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont pris une décision économique radicale : celle de dévaluer leur monnaie, le franc CFA (FCFA), de 50 %. Cette décision, qui s'est imposée aux dirigeants de l'époque, a eu de graves répercussions : des économies et des vies de millions de personnes ont sombré dans une précarité sans précédent. Retour sur cet épisode marquant de l'histoire de l'Afrique.

► Par Jesdias LIKPETE

Al'annonce du sommet des chefs d'État de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), prévu le 16 décembre 2024, pour discuter des enjeux économiques de la région, les spéculations sont allées bon train dans l'opinion publique sur ce qui pourrait advenir de la monnaie commune, le franc CFA (FCFA). Une fois de plus, la rumeur s'est faite persistante selon laquelle cette rencontre pourrait sceller le sort de cette monnaie, alimentant ainsi les craintes d'une seconde dévaluation du franc CFA, près de trois décennies après celle de 1994. L'idée d'une dévaluation, bien que rejetée à

plusieurs reprises par les banques centrales des deux zones partageant le FCFA, n'a jamais cessé de faire frémir l'opinion publique et certains milieux économiques. Pour de nombreux analystes, le contexte international difficile, marqué par une instabilité des marchés et des pressions sur les réserves de change, pourrait forcer les dirigeants à envisager cette option. Ces inquiétudes rappellent les mois ayant précédé la décision historique du 11 janvier 1994.

En effet, la décision grave de dévaluer le FCFA a été prise dans un contexte économique des années 1980 et 1990 exécrable. À cette époque, les économies des pays membres de la zone franc étaient étouffées

par une croissance atone, des déficits budgétaires chroniques et une baisse drastique des termes de l'échange.

Sous la pression des institutions financières internationales, notamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, et face à un franc CFA de plus en plus surévalué par rapport à la réalité économique, la dévaluation de 50 % s'est imposée aux chefs d'État de l'époque. Ils y étaient tous opposés, à l'exception de l'Ivoirien Henri Konan Bédié et du Béninois Nicéphore Soglo. Mais leur résistance n'a pas pesé face aux menaces de leurs interlocuteurs.

Le 11 janvier 1994. Il est 20 h 50 à l'hôtel

Méridien Président de Dakar. Le ministre des Finances camerounais de l'époque, Antoine Ntsimi, entouré du ministre français de la Coopération, Michel Roussin, du directeur du FMI, Michel Camdessus, et du gouverneur de la BCEAO, Charles Konan Banny, se met, d'un ton monocorde, à la lecture d'un communiqué : « *Les chefs d'État de gouvernement ont marqué leur accord pour modifier la parité du franc CFA, qui s'établit à 100 FCFA pour 1 franc français à compter du 12 janvier à zéro heure.* » « *C'est fait !* » s'exclamera un peu plus tard le ministre de la Coopération française.

Bien qu'ils considèrent cette mesure comme une "trahison" envers leur population, les chefs d'État des 14 pays concernés ont, dans la douleur, signé officiellement la décision de mettre fin à quarante-six ans de parité fixe avec le franc français en dévaluant de 50 % le FCFA. Le taux de change passe donc de 1 FCFA = 0,02 FF à 1 FCFA = 0,01 FF.

En dépit de l'objectif affiché, qui est de relancer la croissance en rendant les exportations plus compétitives et de réduire les déficits commerciaux, cette décision reste largement impopulaire.

Vagues de protestations dans les capitales des pays concernés

Comme on pouvait s'y attendre, l'annonce de la dévaluation a créé une onde de choc à travers les pays concernés. Non préparées aux conséquences de cette décision, les populations ont reçu de plein fouet les effets immédiats de cette dévaluation.

Dans les capitales, les jours suivants, des manifestations éclatent. Face à l'augmentation soudaine des prix des produits de première nécessité et des biens importés, les populations n'hésitent pas à exprimer leur colère dans les rues. À Abidjan, les autorités ivoiriennes ont dû faire face à des scènes de pillage dans les marchés, tandis qu'à Douala, les commerçants bloquent les principales artères. Dans la capitale sénégalaise, les syndicats paralysent l'activité économique

en déclenchant des grèves générales. La violence des réactions traduit la désillusion des populations face à des économies déjà en difficulté et l'absence de mesures d'accompagnement suffisantes pour atténuer les effets immédiats de cette dévaluation. Sur les pancartes, les slogans dénoncent "une décision imposée par l'étranger". Car pour beaucoup, il s'agit bien d'une décision prise dans les bureaux de Bretton Woods et dictée aux pays africains par les anciens coloniseurs.

Michel Roussin, à l'issue de la rencontre avec les chefs d'État qui a scellé le sort du FCFA, a justement reconnu qu'il s'agissait d'une "solution radicale" destinée à contrer les déséquilibres persistants qui fragilisaient la Zone franc sur les plans économique et financier.

Un choc social et économique

Les effets de la dévaluation sont sans équivalent sur le plan social. Les ménages, déjà fragilisés par des économies exsangues, sont durement frappés. La baisse du pouvoir d'achat occasionne une montée de la pauvreté, tandis que les classes moyennes s'appauvissent du jour au lendemain.

Certes, sur le plan économique, la dévaluation permet de rétablir partiellement la

compétitivité des économies locales, mais à un prix élevé. Les déficits commerciaux se réduisent dans certains pays, notamment grâce à une hausse des exportations. Selon un rapport de la Banque de France (1994), la croissance en Afrique de l'Ouest, par exemple, est remontée à 2,9 % contre 0,5 % seulement en 1993.

Cependant, les bénéfices économiques sont éclipsés par une inflation galopante, qui atteint parfois, voire dépasse, les 40 % dans les mois qui ont suivi la dévaluation. De nombreuses entreprises locales, incapables de s'adapter aux nouvelles conditions économiques et financières, mettent la clé sous la porte, accroissant le chômage.

Pourtant, malgré les difficultés initiales, pour de nombreux experts, cette décision était nécessaire pour éviter un effondrement total des économies des 14 pays concernés. D'après eux, la dévaluation du FCFA a permis d'instaurer des réformes structurelles, notamment la libéralisation des marchés et la réduction des déficits publics, bien que ces réformes soient souvent perçues comme douloureuses et imposées de l'extérieur.

L'actuel président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, a joué un rôle crucial dans le processus puisqu'il était directeur



Le 11 janvier 1994, Antoine Ntsimi, ministre camerounais des finances, lit la déclaration des chefs d'Etat à Dakar.



Certaines économies, comme celles de la Côte d'Ivoire et du Cameroun, ont su tirer parti de ce réajustement pour redynamiser leurs secteurs exportateurs.

adjoint du FMI. D'ailleurs, lors d'une vidéoconférence avec des journalistes africains le 15 décembre 1998, il n'a pas manqué de justifier à nouveau le bien-fondé de la mesure. « *La dévaluation de janvier 1994 a sanctionné une certaine mauvaise politique économique des années antérieures* », a-t-il déclaré.

Trente et un ans après...

Trois décennies après cette décision historique, le bilan de la dévaluation du franc CFA de 1994 continue d'être un sujet controversé. Pour beaucoup d'observateurs, sur le plan économique, les objectifs initiaux d'amélioration de la compétitivité et de réduction des déficits commerciaux sont atteints de manière inégale selon les pays. Certaines économies, comme celles de la Côte d'Ivoire et du Cameroun, ont su tirer parti de ce réajustement pour redynamiser leurs secteurs exportateurs. Les filières agricoles d'exportation, notamment le cacao, le coton et le café, ont bénéficié de gains à court terme en termes de prix sur le marché international.

Cependant, ces avantages sont largement inhibés par des défis structurels persistants. Dans de nombreux pays de la zone franc, il y a encore des difficultés à diversifier l'écono-

mie. Elles restent dépendantes des matières premières et vulnérables aux chocs extérieurs. L'industrialisation promise n'a pas suivi, et la pauvreté demeure endémique. Par ailleurs, la surévaluation du franc CFA, un des principaux problèmes ayant motivé la dévaluation, a refait surface au fil des années, laissant libre cours aux débats sur la pertinence de son arrimage à l'euro.

« *Alors, pour éviter une nouvelle dévaluation, il faut que les politiques économiques soient équilibrées, appropriées, non pas seulement sur un an, deux ans ou trois, quatre ans, mais sur le long terme* », a prévenu Alassane Ouattara lors de sa vidéoconférence avec des journalistes en 1998. Face aux incertitudes qui entourent l'avenir du FCFA, les débats économiques se cristallisent sur la question de continuer avec ou pas le même système monétaire.

Sortir du FCFA ou repenser

I'avenir monétaire

Le débat sur l'avenir du franc CFA continue de diviser experts, économistes et dirigeants politiques. Pour certains, cette monnaie, héritée de la colonisation, reste un instrument de dépendance économique et politique, limitant la souveraineté des pays africains. L'idée de sortir du FCFA gagne du

terrain, portée par des voix réclamant une monnaie plus adaptée aux réalités économiques locales et libérée de l'arrimage à l'euro, perçu comme une contrainte. Cependant, cette transition soulève des défis majeurs, notamment la question de la stabilité financière, des réserves de change et de l'intégration régionale.

En Afrique de l'Ouest, on travaille sur le projet d'une nouvelle monnaie commune : l'Eco. Les huit pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) comptent l'utiliser pour remplacer le franc CFA. Ce qui est une pure illustration des aspirations de rupture. Initialement prévu pour 2020, le lancement de cette nouvelle devise a été repoussé à plusieurs reprises. Et pour cause ! Les divergences sur les modalités de mise en œuvre et les critères de convergence économique semblent insurmontables pour les pays.

Lors de la 66^e session ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, tenue le 15 décembre 2024 à Abuja, la question de l'Eco a une nouvelle fois occupé une place centrale. Les dirigeants ont réitéré leur engagement à faire avancer ce projet ambitieux, tout en reconnaissant les retards accumulés. Plusieurs décisions ont été prises pour l'opérationnalisation des institutions nécessaires au lancement en 2027. Ce délai, jugé nécessaire, permettra de renforcer l'harmonisation des politiques macroéconomiques, de stabiliser les finances publiques des pays membres et de garantir une transition ordonnée vers la nouvelle monnaie.

Malgré la persistance de quelques incertitudes liées à l'atteinte des critères de convergence, l'Eco symbolise l'espoir d'une indépendance monétaire accrue et d'une intégration régionale renforcée pour l'ensemble des pays de l'UEMOA.

Demain l'Afrique !!!

L'avenir du monde se trouve en Afrique. Qui n'a pas entendu cette assertion lors des grands raouts au niveau continental ou dans les conversations de salon ? La lucidité nous amène à une série de questionnements. De fait, lorsque nous entendons à longueur de journée une frange importante des opinions publiques, notamment en Afrique au sud du Sahara, dans les pays francophones en particulier, se gargariser de cette allégation, des zones d'ombre apparaissent dans le tableau de bord de l'Afrique de demain.

En filant la métaphore du parapluie, le populisme ambiant sur le continent nous oblige à garder la tête froide. La conclusion est que les peuples d'Afrique au sud du Sahara n'ont pas envie de fabriquer leur propre parapluie et d'en faire usage dans la dignité et l'honneur. Hier, c'était le parapluie français. L'ar-

en assurait la présidence, toute proportion gardée. L'épisode actuel rappelle étrangement cette année 1936, où la stratégie des nouveaux maîtres français de l'époque au Cameroun consistait à gommer de la mémoire collective toute trace de l'ancien colonisateur allemand. L'idée générale était de forcer une amnésie collective des Camerounais pour détruire tout ce qui pouvait rappeler le passage des Allemands dans le pays. Qu'avait alors dit Ruben Um Nyobe à ses compagnons de lutte de l'époque : « *Le but de notre lutte n'est pas de quitter le parapluie allemand pour se mettre sous le parapluie français* », et l'ancien vice-président du RDA, qui avait le sens de la formule, ajoutait à ce propos : « *Il n'y a ni bon ni mauvais impérialiste. La lutte que nous menons, c'est pour voir un Cameroun véritablement indépendant dans une Afrique maîtresse de son destin, et non un jeu de chaises musi-*

Demain, le monde appartiendra à ceux qui auront la matière grise, qui est la matière première du développement...

gumentaire, aujourd'hui, consiste non pas à s'abriter sous un parapluie africain, mais à migrer sous un autre parapluie, russe cette fois-ci, avec en toile de fond le groupe Wagner.

Ruben Um Nyobe, fondateur de l'Union des Populations du Cameroun (UPC), père de l'indépendance de son pays, le Cameroun, et par ailleurs ancien vice-président du Rassemblement Démocratique Africain (RDA), doit se retourner dans sa tombe ! L'histoire se répète-t-elle ?

Il y a, en effet, une drôle de similitude entre hier et aujourd'hui. Lorsqu'en 1936, la Jeunesse Camerounaise Française (JEUCAFRA) voyait le jour, il en était le secrétaire général adjoint, tandis que Paul Soppo Priso

cales qui consisterait à changer juste de tuteur », car, expliquait-il, les intérêts des impérialistes ne coïncideraient jamais avec ceux des peuples africains.

« *Lorsque la Chine s'éveillera, le monde entier tremblera.* » Napoléon l'avait prédit, Alain Peyrefitte l'a prophétisé, et Mao Tse-Tung l'a pratiqué sur la base d'un concept clair. Selon Mao, pour sortir de l'impasse, le socle était simple : la Chine ne consomme pas ce qu'elle ne produit pas, ne produit pas ce qu'elle ne consomme pas, et elle a intégré dans la mentalité de sa diaspora, la plus efficace du monde au regard de ses résultats, l'idée d'aller sous tous les cieux tirer au maximum ce qui est fait bien, et le rapporter en Chine. Résultat des courses :



► Par Jos Blaise MBANGA KACK

la Chine, aujourd'hui, est la plus grande puissance du monde. Elle a envahi tous les coins et recoins de la planète. Sa monnaie, le yuan, est devenue une monnaie de référence. In fine, les Chinois ont pratiquement accaparé les plus beaux fleurons de l'industrie mondiale.

Au regard de ce qui précède, nous émettons de sérieuses réserves par rapport à ce fameux rêve chimérique, à savoir que l'Afrique est l'avenir du monde. Il comporte des limites énormes au regard des faits, et on se pose la question de savoir sur quoi repose cette affirmation qui risque de rester un simple catalogue de bonnes intentions, sorti tout droit des entrailles de politiciens intellectuellement malveillants. Et au lieu d'être l'avenir du monde, l'Afrique risque d'être l'atelier du monde, où les superpuissances viendront aisément fabriquer un terrain d'expérimentations de tout ordre et faire de nouvelles conquêtes.

Demain, le monde appartiendra à ceux qui auront la matière grise, qui est la matière première du développement, et non à ceux qui auront exclusivement la matière première dans un sous-sol peuplé, au-dessus, par une population totalement désarticulée, très peu ou pas du tout formée, pour transformer l'essai.



CELESTIN TAWAMBA

Le nouveau président du Groupement des entrepreneurs camerounais

L'année qui s'achève a été marquée par des succès remarquables pour le propriétaire de Cadyst Consumer Group.

Tout lui a réussi. Il devient le patron d'un patronat en pleine mutation, désormais rebaptisé, et acquiert deux fleurons du groupe Somdiaa dans deux pays importants à savoir, le Congo-Brazzaville et le Cameroun.

L'année 2025 s'annonce sous d'heureux auspices pour Célestin Tawamba.

► Par Jos Blaise MBANGA KACK

Le patron des patrons camerounais, Célestin Tawamba, par ailleurs président du groupe Cadyst, étend son empire en rachetant deux des quatre minorités mises en vente par le groupe français Somdiaa, une filiale du géant Castel. Cet exploit, réalisé au terme d'une compétition très serrée, positionne incontestablement son groupe parmi les leaders de l'industrie meunière camerounaise et fait de lui un acteur incontournable en Afrique centrale.

« *Cette acquisition représente une opportunité unique pour accélérer notre stratégie de développement pan-africain grâce à l'intégration d'un outil industriel et de ressources humaines performantes et de grande*

qualité. Nous sommes honorés de la reconnaissance par le groupe Somdiaa de notre savoir-faire industriel et commercial, ainsi que de notre capacité à garantir le développement de ces deux sociétés », déclarait Célestin Tawamba à juste titre.

Plus haut, plus fort

Le groupe français, qui vient ainsi de se défaire de deux de ses unités de production pour des raisons d'évolution du périmètre des activités de sa filiale Somdiaa, et de recentrage de ses opérations sur les métiers de l'agriculture et de la première transformation en Afrique, est Castel. Grand producteur, entre autres, de sucre dans

la sous-région, il a cédé, via la Société le Grand Moulin du Cameroun (SGMC) et la Société le Grand Moulin du Phare (SGMP), ses unités de production de farine de blé au Cameroun et au Congo à Cadyst Consumer Group.

L'acquisition de ces deux minoteries, combinée à l'investissement réalisé l'an dernier dans une nouvelle minoterie à Kribi, cité balnéaire du Cameroun, porte la capacité de production journalière du groupe à environ 1120 tonnes. Ce tableau de chasse renforce la position de Cadyst Consumer Group, dont le promoteur, Célestin Tawamba, s'est donné pour mission de « *nourrir et soigner les populations africaines à moins d'un dollar par jour* ». Une ambition noble pour ce quinquagénaire, diplômé de Dauphine et de HEC Paris, qui écrit sa légende depuis 2001, année de création de son groupe.

Décrit par la plupart de ceux qui le côtoient comme un travailleur acharné et fonceur, repoussant toujours ses limites, Tawamba a rapidement gravi les échelons. Dès 2005, il a renforcé sa position en rachetant un atelier de pâtes alimentaires, Panzani, marquant le début de son ascension fulgurante.

Un patron discret mais déterminé

Célestin Tawamba c'est l'histoire d'un chef d'entreprise d'une grande discrétion. Ses collaborateurs le décrivent comme un manager moderne et déterminé à réussir tout ce qu'il entreprend. Toujours vêtu en costume-cravate, avec ses lunettes rondes à monture dorée, il est d'un air avenant et d'un contact facile, une fois son interlocuteur identifié. Avec lui, le vouvoiement est de rigueur, ce qui lui confère une aura aristocratique.

Farouchement opposé au « bling-bling », cet infatigable bosseur conduit des voitures modestes que certains jugeraient, à tort ou à raison, inadaptées à son rang social. Simple et fidèle en amitié, il est décrit

par ses proches comme un homme attentif, toujours prêt à prendre des nouvelles, même avec un emploi du temps chargé. Humble et compatissant, il n'hésite pas à se montrer solidaire, comme lors des obsèques de l'épouse de son ami Nana Payong, publicitaire renommé.

À Yaoundé, Tawamba reste fidèle à ses habitudes. Il séjourne systématiquement à l'hôtel Hilton et déjeune au même restaurant, où il a son rond de serviette. En fin d'après-midi, il lui arrive de siroter un café en compagnie de ses associés ou de personnalités des affaires autour de la piscine de l'hôtel.

Ambitieux et courageux

Élu à la tête du Groupement des Entrepreneurs Camerounais (Gecam), né de la fusion du Gicam, de l'Ecam, du Mecam, et d'autres mini-patronats, Célestin Tawamba a placé son mandat sous le slogan : « *Le Gecam pour une fondation en béton* ». Son élection, lui que très peu de personnes voyaient venir, a été facilitée, malgré une assemblée générale houleuse, par le rôle déterminant joué par Protais Ayagma, président du Mecam, qui a soutenu la fusion.

Le président du Patronat camerounais sait défendre les intérêts de ses pairs quitte à défouiller sec. En 2020, Tawamba a défendu avec vigueur les intérêts de ses pairs contre un régime fiscal jugé défavorable. Il avait alors adressé une lettre critique au chef de l'État, une initiative largement relayée par la presse. Aujourd'hui, il milite pour une pause fiscale en 2025 et pour la rénovation des infrastructures aéropotuaires du Cameroun.

Lors d'une récente rencontre dans un hôtel de Yaoundé, accompagné de Maître Charles Tchoungang, Célestin Tawamba affichait un sourire radieux. À la question de savoir comment il allait, il a répondu avec optimisme « *Je ne peux pas me porter mieux en cette période. Le meilleur reste à venir ; tout ceci n'est que le début d'un long processus, et il y a encore des espaces à conquérir.* »

Avec lui, le vouvoiement est de rigueur, ce qui lui confère une aura aristocratique.



ESPOIR DOSSAH

Le médecin des entreprises

Espoir DOSSAH est un homme sûr de lui, aux multiples casquettes: chef d'entreprises, entrepreneur aguerri, consultant en intelligence économique. Et ce n'est pas tout. Portrait.

► Par Jesdias LIKPETE



Quiconque évoque son nom, admirateur ou sceptique, une expression revient invariablement : « C'est un bourreau du travail ». Un homme toujours occupé à quelque chose. Tous ceux qui côtoient ou ont côtoyé Espoir DOSSAH vous diront que c'est le "Monsieur" dont on retire toujours quelque chose de précieux. « Avec lui, jamais de temps perdu », confie Rodrigue Hodé, ami et chef d'entreprise, qui recourt régulièrement à ses nombreux talents. Il fait partie de ces rares jeunes dirigeants et entrepreneurs déterminés, toujours prêts à relever de nouveaux défis. Perpétuellement absorbé par son ordinateur portable, il partage son temps entre documents à finaliser et projets à livrer, que ce soit pour ses propres sociétés ou au profit d'organisations externes.

À la tête du Groupe NEXT, qui regroupe notamment NEXTAfrik SARL (France), NEXT SARL (Bénin) et FullContact SARL (Bénin), Espoir DOSSAH a la réputation d'être rigoureux et peu disponible pour bavarder. Même lorsqu'il vous reçoit dans son bureau, ce privilège reste marqué par une ambiance studieuse. Vos échanges se déroulent en parallèle à ses frappes sur le clavier, preuve de son efficacité multitâche. « Ma vie professionnelle correspond exactement à ma personnalité, à mes ambitions. Je suis un

passionné du travail que j'aime faire », confie-t-il.

Cérébral à souhait, méthodique dans l'âme, mais aussi un brin aventurier, il est un expert en communication marketing intégrée et un spécialiste en élaboration des stratégies et politiques de communication globale pour les projets structurants, les programmes et les organisations. Consultant très demandé, il sillonne l'Afrique subsaharienne et des pays occidentaux, dispensant son expertise et ses conseils avisés aux managers de divers secteurs. « Il est très sollicité parce qu'il a très souvent une solution pour le problème que tu apportes, pour peu que cela concerne l'entreprise », témoigne un ancien collaborateur. C'est donc le plus sérieusement du monde que ses étudiants et ses partenaires le surnomment "le médecin des entreprises". Modeste souvent, il ne s'en cache pas pour autant. « En vrai, je pense que je pratique le même métier que les médecins, mais l'organisme sur lequel j'interviens est l'organisation, l'entreprise », déclare-t-il, pas moins content d'être une référence dans le milieu. Pour dire vrai, Espoir DOSSAH vole une admiration et un profond respect pour l'art d'Hippocrate. Une discipline qu'il considère comme la plus noble et la plus utile au monde. Il s'inspire alors de l'approche thérapeutique, la modélise et l'intègre à sa

démarche au chevet des entreprises. « Tant que je n'ai pas détecté, identifié et compris de quoi vous souffrez, je ne peux rien faire pour vous », explique-t-il. Et cela fonctionne. Souvent. Dans son univers, il n'existe aucune place pour l'à-peu-près : « Plusieurs organisations perdent de l'argent dans des futilités en pensant résoudre les vrais problèmes par manque de diagnostic profond ». Son souci du détail et son pragmatisme sont les piliers de sa réussite. C'est pourquoi les dirigeants d'entreprises et d'organisations n'hésitent pas à le recommander chaleureusement.

L'intelligence économique...

Pour Espoir DOSSAH, l'information n'est pas un simple outil : elle est la clé de voûte d'un monde en perpétuelle mutation. « ... Aucune décision ne peut être prise tant qu'on n'est pas sûr d'avoir l'information vraie, à temps et à valeur ajoutée », affirme-t-il avec sérieux. Cette conviction est le fruit d'une pratique assidue de l'intelligence économique, une discipline qu'il maîtrise avec

une aisance déconcertante. « *C'est un peu comme faire de la prose sans s'en rendre compte* », explique-t-il, sourire en coin.

L'intelligence économique, selon lui, consiste à collecter et analyser des informations, puis à les traiter avec méthode pour éclairer les décisions stratégiques, commerciales ou opérationnelles. Par contre, prévient ce fanatique de l'Olympique de Marseille : « *Après, il faudra structurer, organiser, formaliser et mettre en processus ces différentes activités de veille au sein de l'entreprise.* » Son sens de la méthode est à propos. Pour celui qui n'aime pas être affilié à un pays particulier – il est de nationalité béninoise et française –, l'intelligence économique doit être une activité naturelle pour toute entreprise. Impossible d'être compétitive sans. Les entreprises en Afrique doivent l'intégrer. Malheureusement, ce n'est pas encore le cas. Il le regrette profondément. Hélas, ce n'est pas le seul défi auquel le continent doit faire face, et ce constat le préoccupe.

Espoir DOSSAH grimace souvent quand il doit parler de l'Afrique. Pendant longtemps dithyrambique quant à son avenir, il se dit aujourd'hui mesuré. Il y a encore de nombreux changements à opérer : la gouver-

nance, la politique, la santé publique, etc. « *Rien ne change en faveur des jeunes* », déplore-t-il. Pas de quoi désespérer pour autant. Une autre facette de sa personnalité. L'Afrique est un continent joyeux : « *Elle a une chance* », affirme-t-il, déterminé. Ce fils du continent, également Président directeur général de Excelsior Institut – établissement de formation professionnelle pour le Master en intelligence économique et stratégies des entreprises, l'Executive MBA Expertise Commerciale et Business Development ou encore la Licence professionnelle Chargé de Clientèle/Compte Banque et Assurances –, croit dur comme fer au potentiel de la jeunesse.

Un modèle inspirant

Espoir DOSSAH, un modèle de réussite ? L'homme esquisse un sourire et balaye cette idée d'un revers de main. « *C'est discriminatoire et suggestif* », dit-il. Pour lui, l'entrepreneuriat n'est pas un métier, mais un véritable sacerdoce. Une vocation qui exige rigueur et humilité. À partir de là, il nage à contre-courant sur la question. Convaincu qu'encourager tous les jeunes gens sortis de l'université à se lancer dans l'entrepreneuriat est une "erreur". « *C'est un suicide*

social et collectif », déclare celui qui est aussi chef du département Business Development et Compétitivité du CAVIE – Centre Africain de Veille et d'Intelligence Économique. Il défend une approche pragmatique. Selon lui, les capacités d'entreprise s'apprennent et se confrontent par la pratique dans un environnement entrepreneurial déjà bien constitué. Il pense que les jeunes gens doivent d'abord apprendre à travailler, à gagner un salaire, à être bancables et à se construire socialement. Dans le meilleur des cas, ils doivent travailler en même temps qu'ils entreprennent. C'est au bout de ce processus que pend la réussite en entreprise. Dans ses entreprises ou par des formations, ce diplômé de l'université Paris 1 Sorbonne, de l'École supérieure des Affaires à Paris et de la Paris Graduate School of Management encadre de nombreux jeunes pour les préparer à cette étape de leur vie professionnelle.

Manager bienveillant, mais exigeant, il gère ses équipes en mode start-up. Pas d'hierarchie, mais des objectifs et des résultats. Cet amateur de tennis, amoureux du risque calculé, prône une gestion basée sur l'éthique et la morale, des valeurs qu'il estime indispensables, même dans des environnements difficiles comme le Bénin ou d'autres pays africains. « *Mes collaborateurs font partie de ma famille* », confie-t-il. Une certitude : ce qu'Espoir DOSSAH préfère le plus, c'est professer par l'exemple.



PORTRAIT



SANDRA IDOSSOU

L'artisanat et l'environnement à la carte

Surnommée « la dame des sachets », Sandra Idossou est une figure emblématique au Bénin grâce à son combat contre les plastiques. Militante écologiste, elle est également ambassadrice de l'art et de l'artisanat africain. Portrait.

► Par Jesdias LIKPETE

Sandra Idossou a longtemps entretenu deux histoires d'amour. Si l'une d'elles est celle qu'elle partage avec son époux, l'autre, tout aussi dévorante, est dédiée à l'art et à la peinture. Petite, elle rêvait de devenir journaliste ou hôtesse de l'air. Avec détermination, elle s'en donne les moyens. Étudiante à l'Institut de Langues

du Ghana, elle perfectionne son talent pour les langues et maîtrise, à sa sortie, l'anglais, l'allemand et le français. Complètement multilingue (sept langues au total), la jeune fille avait toutes les cartes en main pour embrasser les métiers de ses rêves. Cependant, plusieurs circonstances l'amènent à s'orienter vers l'hôtellerie et le tourisme. Entrant chez Accor, un géant

du secteur, elle gravit rapidement les échelons, son talent la propulsant à des postes à responsabilité. Après quelques années au Sénégal, Sandra Idossou est promue chef de réception du Novotel Bénin, qui venait d'ouvrir ses portes. Après un stage en France, elle devient formatrice en qualité de services au sein du groupe hôtelier.

Toujours entre deux avions, Sandra découvre l'Afrique et le génie de ses artisans. « *Dans tous les pays où j'ai été, l'art m'a toujours parlé* », souligne cette passionnée de culture africaine. Un jour, au Sénégal, alors qu'elle se remet d'une opération, une amie corse lui offre une toile à peindre. Ce geste anodin ouvre une porte qu'elle n'avait jamais osé franchir : Sandra se découvre une âme d'artiste. Ses tableaux ayant séduit le président, de l'époque, des artistes du Rwanda, celui-ci l'encourage à faire une exposition de ses œuvres. Un véritable succès : les 40 pièces présentées ce jour-là rencontrent l'enthousiasme du public. Chaque tableau dévoilant son lien intime avec les couleurs et les textures de l'Afrique qu'elle aime tant. Depuis, dès qu'elle en a l'opportunité, Sandra Idossou promeut l'art et l'artisanat africains à travers des présentations et des expositions dans des hôtels.

De retour au Bénin, elle continue d'exposer ses œuvres dans des hôtels et d'autres lieux. « *En plus de mes toiles, je faisais venir des tableaux d'autres pays et je les présentais une fois tous les six mois* », révèle l'activiste culturelle, heureuse d'avoir conservé cette habitude malgré les nombreux combats qui jalonnent sa vie. Pour aller plus loin dans son engagement en faveur des produits locaux, notamment des œuvres d'art, elle ouvre une galerie baptisée Kouleurs d'Afrik. Elle y propose des créations d'artistes du Bénin et d'une quinzaine de pays africains. « *Kouleurs d'Afrik est pour moi l'expression de tout ce que j'aime en Afrique : l'Afrique créative, l'Afrique des jeunes, mais surtout une Afrique qui dépasse les clichés* », confie-t-elle, déterminée à bâtir un pont entre les créateurs africains et un public souvent peu conscient de leur richesse culturelle. Elle espère qu'un jour les Africains s'approprieront avec fierté la valorisation de ce qui est fait chez eux, par eux.



Inconditionnelle de l'Afrique

Sandra Idossou est née au Bénin il y a plus de quarante ans. Elle n'aime pas parler de son âge ni de sa région de naissance. Bien que fière de sa patrie, le Bénin, elle préfère être perçue comme une fille de l'Afrique, un continent qui est pour elle une source inépuisable de beauté, de force et de résilience. Elle ne manque aucune occasion d'exprimer son bonheur d'être africaine et d'avoir grandi sur ce continent. Incorrigible afro-optimiste, cette mère de deux enfants affirme que l'Afrique n'est pas seulement le continent des guerres, de la famine et des massacres. « *Pour moi, c'est le continent de demain* », assène-t-elle à quiconque veut bien l'écouter.





votion pour ce continent et ses peuples. Pour elle, l'Afrique est un territoire vibrant de vie, de jeunesse et de couleurs. « Mes voyages, une chance inouïe, m'ont permis de découvrir une Afrique belle, dynamique, diverse et riche de ses hommes et femmes », soutient-elle. Sandra Idossou affirme avec conviction que l'Afrique regorge de capacités immenses et d'énormes potentialités. Elle insiste : il suffit que les Africains ouvrent les yeux sur ces richesses pour transformer leurs besoins en opportunités et créer de la valeur.

Rarement enclue à se plaindre, Sandra Idossou est difficile à surprendre dans cet exercice. Pourtant, derrière son optimisme inébranlable se cache une critique douce-amère : elle regrette que tant d'Africains ne voient toujours pas cet immense espoir qui représente leur continent. « Je déplore qu'il y ait des personnes qui acceptent de mourir dans les océans, simplement pour fuir l'Afrique », confie cette amoureuse du Rwanda, un pays qu'elle admire pour sa propreté et sa discipline.

Le sachet plastique : son combat

Après plusieurs années passées hors du Bénin, Sandra Idossou est revenue au pays en 2017 avec une idée en tête : créer son entreprise de consulting et de formation.

Entrepreneure dans l'âme, elle a toujours géré une société dans les huit pays où elle et sa famille ont séjourné au cours des vingt dernières années. Mais un autre combat l'attend, bien plus vaste et imprévu : celui contre le sachet plastique.

Sa profonde aversion pour cet ennemi de l'environnement date de longtemps. Elle s'est renforcée avec son séjour au Rwanda, où l'usage des plastiques à usage unique est strictement interdit. « Pour moi, c'est une catastrophe de voir les enfants et les adultes manger dans des sachets plastiques et les jeter systématiquement n'im-

porte où après », s'indigne-t-elle. Cette révolte intime la pousse, une nuit, à lancer une pétition sur les médias sociaux. À l'origine, elle n'avait alors pour prétention que de recueillir suffisamment de signatures pour le vote de la loi sur l'interdiction du sachet plastique.

Mais son initiative dépasse rapidement ses attentes. En quelques jours, les signatures affluent, les médias s'emparent de son appel, et Sandra Idossou devient le visage d'une mobilisation nationale. Avec une énergie inépuisable, elle organise des marches pacifiques, supervise des opérations de ramassage dans les rues de Cotonou, sensibilise dans les écoles et multiplie les interventions dans la presse. Sandra Idossou, engagée, ne s'arrête plus.

Sous le nom évocateur de « SachetHelou » (haro sur le sachet), son combat prend une ampleur nationale.

« Des actions existaient pour mettre fin à l'utilisation des sachets au pays, mais l'implication de Sandra Idossou est intervenue comme un catalyseur », souligne Hervé Prudence Hessou, chef d'une entreprise de presse et coordonnateur du Press club Café Médias Plus. Sandra Idossou devient même une figure de dissuasion : son nom est parfois invoqué comme une



Sandra Idossou, engagée, ne s'arrête plus. Sous le nom évocateur de « SachetHelou » (haro sur le sachet), son combat prend une ampleur nationale...

menace aux personnes jetant un emballage plastique dans la nature. Pourtant, rien n'avait préparé cette femme au rire facile et franc à cette croisade qui, depuis quatre années, lui prend une bonne partie de son temps. « *Comme je suis de nature à m'engager dans l'action, je me suis lancée sans savoir que cela allait me bouffer mon temps* », précise-t-elle, le sourire aux lèvres. Elle et ses partenaires enregistrent une victoire quatre mois après le début de son engagement corps et âme dans cette lutte. L'Assemblée nationale vote la loi n° 2017-39 du 26 décembre 2017 portant interdiction de la production, de l'exportation, de la commercialisation, de la déten-
tion, de la distribution et de l'utilisation de sachets plastiques non biodégradables en République du Bénin. « *J'ai crié "c'est fait" quand le vote a été effectif* », se rappelle-t-elle en se disant, à l'époque, qu'elle allait pouvoir se consacrer à elle-même. Mal lui en a pris. Ce n'était qu'une bataille de gagnée. La lutte, elle, reste entière. « *Au pays, la situation n'a pas bougé d'un seul pouce* », déplore-t-elle. Sandra Idossou



regrette en effet que les autorités compétentes ne veuillent pas passer à l'application de la nouvelle loi. « *Une loi n'est pas fonctionnelle sans des mesures d'application et la répression* », murmure l'activiste surnommée la "dame des sachets".

Ne rien lâcher

En dépit du goût mitigé de cette première victoire, Sandra ne baisse pas les bras. Femme tenace, elle poursuit ses contacts

pour un changement de comportement citoyen. Désormais, elle change de fusil d'épaule et se tourne plus largement vers la jeune génération. Avec ses partenaires associatifs ou seule, elle sillonne les écoles et collèges pour sensibiliser les élèves. Car, dit-elle, un changement de comportement communautaire n'est possible qu'à partir des plus jeunes. Malgré les obstacles, Sandra reste portée par la certitude que son combat finira par porter ses fruits. Ceux qui la connaissent ne doutent pas de sa capacité à aller jusqu'au bout. « *Toutes les fois où j'ai échangé avec elle, j'ai noté en elle une femme dé-*

terminée qui ne lésine pas sur ses moyens pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés », confie Hervé Prudence Hessou.

En reconnaissance de ses multiples combats, Sandra Idossou a été élevée au grade de chevalier dans l'Ordre National du Mérite français le 19 juillet 2023. Cette prestigieuse distinction honore son engagement pour des causes d'intérêt mondial et son rayonnement bien au-delà des frontières du Bénin.

Son leadership dans l'action, sa rigueur et sa capacité à mobiliser différentes les parties prenantes autour d'un objectif commun forcent l'admiration et séduisent plus d'un. « *Sandra est une femme active, combattive et très organisée* », dit d'elle Léon Anjorin Koboudé, président-directeur général de MinDO Consultants et un ami proche. Pour ce spécialiste de la RSE, Sandra Idossou « *représente un modèle pour les plus jeunes dans l'engagement pour des causes nobles* ».

Alors, jusqu'à ce qu'elle n'en ait plus la force physique, la jeune dame assure, le sourire aux lèvres, qu'elle cherchera chaque jour au fond d'elle la motivation nécessaire pour continuer la bataille sur ces différents fronts. Elle ne donne pas moins l'impression de se demander combien de temps cela lui prendra encore.





Certificat de gestion de crise et résilience aéroportuaires pour le compte de l'aéroport de Korhogo, dans la catégorie des aéroports de moins de 10 000 mouvements



Certificat de gestion de crise et de résilience aéroportuaire



1er Prix d'Excellence ACI Afrique pour la Sécurité Aéroportuaire 2024

sodexam

Dans le but de se conformer au point 2.2.3 de l'annexe 3 de l'OACI, la SODEXAM s'est engagée en 2017 dans une démarche qualité en vue de l'obtention de la certification ISO 9001:2015 pour les activités météorologiques.

En juin 2020, la SODEXAM a obtenu le certificat ISO 9001:2015 pour les activités de la météorologie.

Depuis octobre 2020, le Directeur Général, soucieux de la pérennité des activités de la SODEXAM, s'est engagé dans un projet d'extension du périmètre de certification ISO 9001:2015 à l'ensemble des activités.

RESULTATS

• Organisationnels

- Meilleure structuration des services météo ;
- Mesure de la perception des clients ;
- Meilleure image la SODEXAM à l'extérieur

DISTINCTIONS

- Certificat de gestion de crise et résilience aéroportuaires pour le compte de l'aéroport de Korhogo, dans la catégorie des aéroports de moins de 10 000 mouvements
- 1er Prix ACI Afrique pour la Sécurité Aéroportuaire 2024



Prix d'excellence de la gouvernance des entreprises publiques 2023



Grand prix qualité du leadership en 2020

- Prix d'excellence de la performance des entreprises publiques en 2023.
- Prix Performance Qualité en 2021 pour le Système de Management de la Qualité ;
- Grand prix qualité du leadership en 2020 ;

PERSPECTIVES

En plus de la météorologie, la SODEXAM s'est engagée à étendre la certification à l'ensemble de ses activités, notamment la navigation aérienne, la médecine aéronautique et aéroportuaire.

Aujourd'hui, la SODEXAM a entamé un autre cycle de certification qui en est à sa deuxième année.

Cette démarche qualité engagée par le Directeur Général, Jean-Louis Moulot, s'inscrit dans sa vision de positionner la SODEXAM comme le leader de l'Afrique de l'Ouest dans l'exploitation et le développement aéroportuaire, aéronautique et

Martin Ziguélé, ancien premier ministre centrafricain

« La
CEDEAO a
une avance
sur la
CEMAC »



L'ancien Premier Ministre centrafricain jette un regard froid sur l'avenir économique de son pays, de la sous-région, du continent, ainsi que sur le développement du secteur des assurances.

► Propos recueillis par Jos Blaise MBANGA KACK

Martin Ziguélé, votre parcours politique semble avoir pris le pas sur votre rôle d'entrepreneur et de dirigeant d'une compagnie d'assurances. Pouvez-vous nous expliquer brièvement l'activité de votre entreprise et la place qu'elle occupe actuellement sur le marché centrafricain ?

Je vous remercie pour votre question. Il est vrai que je suis plus connu comme acteur politique de mon pays, la République centrafricaine, notamment depuis ma nomination au poste de Pre-

mier ministre au mois d'avril 2001, et à cause de mes différentes participations aux élections jusqu'à présent. C'est vrai que je suis acteur politique, mais je suis d'abord un assureur de formation et de profession, comme vous l'avez dit. J'ai fait toute ma carrière dans les assurances et les réassurances pendant plus d'une vingtaine d'années, mais, là, je suis Directeur général d'une société de courtage d'assurances. Une société de courtage d'assurances est une société d'intermédiation en assurances, c'est-à-dire qu'on apporte des affaires, on fait du courtage d'assurances, on



Il y a de véritables groupes créés, comme vous le dites, par des négro-africains, qui tiennent la dragée haute à de grands groupes étrangers comme AXA ou à des géants comme SANLAM et ALLIANZ.

apporte des affaires aux compagnies d'assurances. La société dont je suis le Directeur général s'appelle la SOCCAREAS (Société Centrafricaine de Courtage, d'Assurances et de Réassurances). C'est une très modeste compagnie de courtage d'assurances, comme je l'ai dit, et nous travaillons sur un marché complètement libéral, puisqu'il y a plusieurs sociétés de courtage d'assurances en Centrafrique. Mais la particularité de notre entreprise, c'est que nous sommes la seule entreprise de courtage d'assurances à capitaux entièrement centrafricains. Nous devons être peut-être à la 3^e ou 4^e place du marché sur sept ou huit sociétés de courtage d'assurances.

Monsieur Martin Ziguélé, les compagnies négro-africaines semblent avoir des difficultés à rivaliser avec des géants multinationaux comme AXA sur le marché des assurances. Selon vous, comment ces entreprises peuvent-elles se démarquer et gagner en compétitivité ?

Aujourd'hui, en Afrique, les assurances ont fortement évolué depuis la mise en place du code CIMA (Conférence interafricaine des marchés d'assurances, ndlr), du moins dans la zone francophone d'Afrique. En dehors des compagnies d'assurances étrangères, qu'elles soient françaises, britanniques ou américaines, il existe aujourd'hui de grands groupes d'assurances créés par des Afri-

cains, comme vous dites, négro-africains. Je prends comme exemple le groupe NSIA en Côte d'Ivoire, avec le doyen Jean Kacou Diagou, qu'il a créé à partir de rien, qu'il a développé, et qui est devenu un grand acteur dans tous les pays membres de la CEMAC et au-delà. Vous avez le groupe ACTIVA ASSURANCES au Cameroun, créé par le doyen Richard Lowe, qui possède des compagnies d'assurances y compris dans les pays francophones, anglophones, lusophones et même dans des bastions des mastodontes comme le Nigeria. Vous avez également le groupe SUNU de notre regretté Pathé Dione, connu et implanté du Sénégal et de la Mauritanie jusque dans les pays anglophones d'Afrique.

Donc, il y a de véritables groupes créés, comme vous le dites, par des négro-africains, qui tiennent la dragée haute à de grands groupes étrangers comme AXA ou à des géants comme SANLAM et ALLIANZ. Maintenant qu'ALLIANZ a fusionné avec SANLAM, ces derniers forment des mastodontes au niveau mondial, mais les groupes africains ne sont pas négligeables. En effet, il y a eu une progression vraiment exponentielle du rôle et de la taille des acteurs négro-africains depuis la mise en place du code CIMA, ainsi que grâce aux mesures qui ont été prises pour renforcer l'activité des assurances dans nos pays, notamment par la hausse du capital minimal des compagnies d'assurances. Auparavant, il y avait de petites entreprises, mais maintenant, pour créer une entreprise d'assurances dans la zone CIMA, il faut une assise financière d'un minimum de trois milliards de francs CFA. Cela a permis le renforcement des fonds propres des groupes et des compagnies d'assurances africaines, assainissant ainsi le marché. Il ne faut pas oublier non plus le travail de la commission régionale de contrôle des assurances, qui a accompli un excellent travail pour garantir la solidité du marché des assurances.

Donc, c'est vrai, les compagnies d'assurances négro-africaines, comme vous le dites, je vous emprunte l'expression, ne peuvent pas encore se mesurer aujourd'hui aux groupes comme AXA, au groupe sud-africain SANLAM, ou à de grands groupes marocains ou égyptiens, etc. Mais elles suivent une trajectoire encourageante, qui, je pense, fera en sorte que, d'ici la fin d'une génération, l'assurance sera majoritairement vendue par des opérateurs autochtones.

Le Maroc se distingue de plus en plus par des initiatives ambitieuses dans divers secteurs économiques. L'une des plus louables est celle d'avoir rassemblé autour de SALAM ASSU-

RANCES, COLINA et autres acteurs. Est-il possible d'envisager la reproduction d'une telle initiative ailleurs en Afrique ?

Oui, il est vrai que le marché marocain des assurances, que je connais bien pour y avoir fait mon stage de fin d'études lorsque j'ai étudié à l'Institut International des Assurances de Yaoundé, est un domaine bien établi. C'est au Maroc, à Casablanca, que j'ai effectué mon stage d'imprégnation en assurance-vie.

À l'époque, il y avait des compagnies de taille vraiment moyenne, des filiales de sociétés nationales françaises, espagnoles ou américaines. Le génie marocain réside dans la compréhension que, pour être forts sur le plan financier, il faut être unis. Ainsi, des opérations de fusion-absorption et de fusion-acquisition ont été réalisées, encouragées notamment par l'État marocain.

Il faut reconnaître qu'ils ont eu des ministres des Finances très visionnaires, notamment une directrice des assurances, énarque, qui a fait preuve de lucidité, de vision stratégique et d'anticipation en encourageant ces fusions. En moins de vingt ans, le Maroc est devenu un pays exportateur de modèles de groupes d'assurances.

Aujourd'hui, les groupes d'assurances marocains sont actifs en Afrique subsaharienne. Comme je le disais précédemment, le modèle marocain repose sur des fusions et acquisitions. Cependant, le modèle africain, tel que développé par les doyens Jean Kacou Diagou, Pathé Dione, Richard Lowe au Cameroun, s'est construit à partir de rien : ils ont créé des compagnies d'assurances ex nihilo, puis des filiales dans plusieurs pays.

Ils poursuivent cette expansion, et je crois savoir que, dans d'autres pays africains également, des compatriotes assureurs ou financiers travaillent à la création de grands groupes aux côtés de NSIA, SUNU et ACTIVA. C'est encore laborieux, mais on voit émerger une réelle volonté de favoriser des fusions, car tout le monde a compris que, dans le domaine financier, pour offrir des services pertinents et réaliser des économies d'échelle, il faut être grand. Cette tendance va donc s'amplifier en Afrique.

Naturellement, vous aurez remarqué que je ne parle pas de l'Afrique du Sud, car ce marché est comparable à celui des pays occidentaux. L'Afrique du Sud est le premier marché africain des assurances : sa taille est au moins cinquante fois celle du marché des assurances de tous les autres pays africains réunis ; elle domine largement.

Là-bas, l'assurance fonctionne comme aux États-Unis, en Europe,

en Allemagne ou au Japon. Cela n'a rien à voir avec nos critères africains. Ce n'est pas un hasard si le géant sud-africain SANLAM travaille actuellement à fusionner avec ALLIANZ pour créer un mastodonte de l'assurance africaine, bien plus imposant que les groupes que j'ai précédemment mentionnés, tels qu'ACTIVA, NSIA ou SUNU.

Martin Ziguélé, comment analysez-vous la compétitivité économique des zones CEDEAO et CEMAC ? Quelles leçons peut-on tirer de la progression enregistrée au niveau des deux zones ?

C'est une excellente question, une question qui nous permet de dire que tout part de la volonté politique. La CEDEAO a été créée,

je vous le rappelle, aussi bien par le Président Gowon au Nigeria, que par le Président Eyadema au Togo, que par le Président Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, que par le Président Abdou Diouf au Sénégal, c'est-à-dire qu'il y avait une très forte volonté politique de faire un marché commun. Et la CEDEAO a tout de suite compris que, pour faire un marché commun, il faut nécessairement prendre la dé-

cision politique d'accepter un abandon partiel de souveraineté. C'est ce qu'ils ont fait, et c'est ce qui a permis de créer un espace économique où, naturellement, la réciprocité, la libre circulation des biens et des personnes favorise l'implantation des entreprises, la circulation de l'argent, l'investissement transnational, et ce qui fait que toutes les barrières tarifaires et non tarifaires ont été progressivement levées de manière laborieuse.

Le Nigeria, comme superpuissance de cette communauté, y a vu son intérêt, parce que les produits et les services de l'économie nigériane pouvaient donc circuler partout en Afrique de l'Ouest. Ils ont ainsi mis leur volonté politique entièrement au service de cette cause, et aujourd'hui, la CEDEAO, sur le plan de la compétitivité, est très avancée. La compétitivité en économie, c'est d'abord la disponibilité des facteurs de production. C'est-à-dire l'eau, l'électricité, le capital ; qu'il soit technique, financier ou humain ; et les infrastructures. Dans tous ces domaines, la CEDEAO est en avance sur la CEMAC. Vous pouvez voyager par route d'Abuja jusqu'à Lagos, puis jusqu'à Cotonou, Lomé, Accra, Abidjan, ou Dakar, grâce à l'autoroute. Mais cela reste impossible en Afrique centrale ! Vous ne pouvez pas aller de Brazzaville à Bangui par route. C'est encore un projet, mais cela n'existe pas pour l'instant. Vous ne pouvez pas non plus aller de Bangui à Ndjamenya par route, sauf à emprunter des routes nationales impraticables.



L'Afrique du Sud est le premier marché africain des assurances : sa taille est au moins cinquante fois celle du marché des assurances de tous les autres pays africains réunis ; elle domine largement.



Vous ne pouvez pas partir de Yaoundé à Brazzaville par route sans traverser des chemins non construits ou ne répondant pas aux normes internationales, etc.

Et je ne parle même pas de la navigation aérienne ! Partir en avion de Bangui à Brazzaville aujourd’hui est tout simplement impossible, parce qu’il n’y a pas de vol direct entre ces deux villes. Il n’y a pas non plus de vol direct entre Brazzaville et Ndjamen. C'est ça, l'Afrique centrale ! Il n'y a pas de vol direct entre Bangui et Libreville, ni entre Bangui et Malabo. Alors qu'en Afrique de l'Ouest, quel que soit le pays où vous vous trouvez, la disponibilité des facteurs est presque totale. Vous avez de l'eau, de l'électricité, et même des pays comme le Ghana, la Côte d'Ivoire ou le Nigeria qui vendent leur surplus d'électricité à ceux qui en manquent. Vous disposez également d'infrastructures communes, avec la possibilité de voyager en avion ou par chemin de fer entre les pays. Tout cela n'existe pas en Afrique centrale, qui pourtant possède d'énormes ressources financières, pétrolières et énergétiques, etc.

Donc, que faut-il en conclure ? Le vrai problème, c'est la volonté politique. C'est l'homme qui agit sur les facteurs. La mise à disposition des facteurs dépend de la volonté politique des responsables de nos États.

En observant la CEDEAO et la CEMAC, il est évident que la

libre circulation est bien plus effective en CEDEAO, avec un marché nettement plus compétitif, notamment dans les zones frontalières. À l'inverse, la CEMAC semble avoir du plomb dans l'aile. Comment expliquez-vous cette situation, alors que les experts affirment que le sous-sol de la CEMAC est infiniment plus riche que celui de la CEDEAO ? Qu'est-ce qui freine réellement la dynamique de la CEMAC ?

Votre question me permet de vous raconter une anecdote. Lorsque vous allez en Afrique de l'Ouest, comme je l'ai dit tantôt, la libre circulation des personnes et des biens est une réalité, j'allais même dire historique ! Les peuples de l'Afrique de l'Ouest ont toujours pratiqué le négoce, et la circulation, même avant la colonisation, était une réalité dans cet espace géographique. En Afrique centrale, certains sociologues et anthropologues évoquent la « culture de la forêt », c'est-à-dire une zone majoritairement couverte de forêt. Pour s'amuser, certains disent que, lorsque vous habitez dans un village entouré de forêt, vous ne voyez pas le prochain village, qui devient alors un autre monde pour vous.

En revanche, en Afrique de l'Ouest, région de savane, il n'y a pas d'obstacles naturels majeurs : on peut voir loin et aller loin. Au-delà de cette anecdote, qui n'est pas totalement conforme à la réalité, l'Afrique centrale n'étant pas uniquement couverte de forêt, cela traduit quelque chose. L'Afrique centrale reste une

zone où, malgré les décisions de l'UDEAC dès 1964 instaurant la libre circulation des personnes et des biens, cette libre circulation n'est effective que dans certains pays de la CEMAC. Ce n'est un secret pour personne : il est plus facile de circuler entre la République centrafricaine et le Cameroun, entre le Cameroun et le Congo, ou encore entre le Congo et le Tchad, que pour les ressortissants de l'Afrique centrale de se rendre au Gabon ou en Guinée équatoriale — et ce, jusqu'à une période très récente.

Je pense qu'aujourd'hui, la CEMAC semble avoir pris conscience de ces incongruités dans l'application des dispositions de base de son traité, notamment la libre circulation des personnes et des biens. Une police a récemment été créée pour rendre cette circulation plus effective. Mais une fois de plus, cela est rendu difficile à cause des égoïsmes nationaux et à un protectionnisme à peine voilé. Tant que la circulation des personnes et des biens reste symbolique en Afrique centrale, on ne peut pas parler véritablement d'intégration économique. L'intégration économique suppose la création de valeur ajoutée là où se trouvent des opportunités économiquement rentables, et la mise en œuvre d'actions pour créer des entreprises, construire des routes et des ponts, créer des compagnies aériennes, et mettre en place des infrastructures pour l'eau et l'électricité en mutualisant les opportunités, potentialités et les moyens.

Tout cela, je le répète encore une fois, procède de la volonté politique. Je ne voudrais pas reprendre l'expression de certains analystes économiques d'Afrique centrale, qui qualifient l'intégration économique dans cette région de « trou noir de l'intégration en Afrique ». Je ne voudrais pas en arriver là. Cependant, il est vrai qu'en Afrique de l'Ouest, des chefs d'État comme Gowon, Eyadéma, Houphouët-Boigny, Diouf, et Senghor avant ce dernier, ont porté l'intégration, et les techniciens ont simplement suivi leur volonté politique. En Afrique centrale, on a l'impression que les techniciens ont les solutions et les propositions, mais les politiques ne sont pas prêts à abandonner une partie de leur souveraineté pour vraiment faire de la CEMAC ce qu'elle pourrait être. En somme, il ne faut pas incriminer les techniciens, mais plutôt les responsables politiques, qui continuent de développer certains égoïsmes nationaux et un souverainisme, comme on dit aujourd'hui, et donc ne favorisent pas l'intégration économique intégrale de la CEMAC.

De plus en plus de voix s'élèvent en Afrique, avec insistance, autour de la question du franc CFA. En tant qu'ancien ministre des Finances, Premier ministre, et acteur des hautes sphères financières, quelle est votre analyse sur cette monnaie et sur le débat qu'elle suscite ?

Je vous remercie pour cette question. Je pense qu'il suffit d'observer l'Afrique dans sa globalité, avec ses cinquante-quatre États, pour se poser la question de savoir ce qui est réellement bénéfique pour le continent. Ce qui est bien pour l'Afrique, c'est qu'il y ait des monnaies communes. Ce qui est bien pour l'Afrique, c'est le renforcement de l'intégration. Ce qui est bien pour l'Afrique, c'est qu'à terme, les cinquante-quatre pays n'aient qu'une seule monnaie. Cela est possible, ce n'est pas une utopie. Au-delà du franc CFA, la question n'est pas de savoir s'il faut une monnaie différente du CFA. Oui, c'est possible, mais, comme je le dis toujours, cela procède de la volonté de travailler ensemble. Si nous ne pouvons pas construire des unions économiques permettant la libre circulation des personnes et des biens, comment pourrions-nous espérer créer des unions monétaires sans une forte discipline, comme c'est le cas aujourd'hui dans les zones CFA ?

Oui, il faut évoluer. Il faut réfléchir à des monnaies ou à une

monnaie commune qui ne soit pas forcément adossée à l'euro, mais qui soit flottante et s'asseye sur un panier de devises. Ce panier pourrait inclure l'euro, le dollar, le yen japonais, ou même des devises comme l'escudo portugais, la roupie indienne, ou la monnaie chinoise, entre autres. Cela permettrait d'avoir une monnaie flottante, reflétant à la fois une réalité internationale et africaine.

C'est pour cette raison que la CEDEAO, toujours en avance sur la CEMAC, a initié une réflexion pour créer l'Eco, comme vous le savez. Et quel est le mécanisme de l'Eco ? C'est une monnaie de l'ensemble des États de la CEDEAO, adossée à un panier de devises, donc flottante. Cela permettrait à cette monnaie de ne pas être trop chère par rapport aux besoins d'investissement des pays, tout en étant suffisamment forte pour dissuader les importations excessives de produits manufacturés venant d'ailleurs ; un problème que l'on observe actuellement avec le CFA.

Un autre choix à faire sera de savoir si la monnaie est là pour lutter contre l'inflation, comme c'est le cas avec le CFA, ou est là plutôt pour servir à promouvoir l'investissement extérieur ? Ce

**Oui, il faut évoluer.
Il faut réfléchir à des monnaies ou à une monnaie commune qui ne soit pas forcément adossée à l'euro, mais qui soit flottante et s'asseye sur un panier de devises.**

sont là des choix politiques. La monnaie a certes un aspect technique, mais elle a un fondement purement politique.

C'est donc de la volonté des chefs d'État de notre région, à innover et à avancer pour répondre aux besoins d'investissement de nos pays, que nous pourrons progressivement passer d'une monnaie basée sur la lutte contre l'inflation, à une monnaie favorable à l'investissement extérieur. Cependant, la monnaie seule ne suffit pas pour atteindre cet objectif. Il faut également, comme je l'ai mentionné tantôt, que les facteurs soient disponibles tels qu'un marché actif, des ménages et des entreprises ayant un pouvoir d'achat leur permettant de consommer. Cette consommation génère des revenus, qui à leur tour permettent l'investissement. Il s'agit donc d'en arriver à l'alignement de la volonté économique et de la volonté publique au niveau de ces pays afin de permettre la création d'un espace de développement.

En tant que membre de la commission des finances à l'Assemblée nationale de la Centrafrique, vous constatez, comme dans de nombreux pays africains, des difficultés chroniques à boucler le budget chaque année. Quels sont, selon vous, les causes de cette situation, et quelles solutions pourraient être mises en œuvre pour y remédier ?

Je suis effectivement membre de la commission des finances à l'Assemblée nationale, après en avoir été le président de 2016 à 2021. Mais je voudrais vous rassurer : le problème des déficits budgétaires est universel. Il concerne tous les pays, car il y a toujours de nombreux besoins à satisfaire, alors que les moyens à mobiliser ne répondent pas toujours à l'appel. Naturellement, l'ampleur des problèmes varie selon les pays.

Pour les pays industrialisés, les déficits budgétaires se traduisent par quoi ? Soit par un endettement accru de l'État, soit par une hausse des impôts. Or, avec des sociétés civiles et une opinion publique fortes, ainsi qu'un système démocratique qui pousse les gouvernements à arbitrer pour ne pas perdre les élections, ces pays privilient souvent l'endettement public à la hausse des impôts. Cela conduit parfois à des déficits budgétaires historiques, comme c'est le cas actuellement en France, mais pas uniquement, même si c'est particulièrement visible en France. Ainsi, le déficit budgétaire est, d'une certaine manière, un phé-

nomène naturel. Mais le vrai problème réside dans son ampleur, dans la capacité à le financer et surtout dans la possibilité de faire en sorte que la majeure partie du budget soit couverte par des ressources nationales plutôt que par des emprunts. Ce qui se passe dans nos pays, c'est que nous vivons à crédit. Il faut le dire clairement. Nous vivons sur l'endettement, un endettement souvent mal maîtrisé et libellé en devises étrangères. Cela signifie qu'il faut consacrer d'importantes ressources, du temps de travail et des revenus pour acquérir ces devises afin de rembourser la dette. Si, comme je l'ai évoqué dans votre première question, on décroche des monnaies stables pour adopter des monnaies faibles, cela ne fera qu'accentuer cette dépendance.

Le problème du déficit est donc avant tout un problème de politique publique. Que faut-il faire ? Ce n'est pas de prétendre que nous allons éliminer les déficits publics, car dans des pays en

développement comme les nôtres, où les besoins en éducation, en infrastructures, en santé, et bien d'autres domaines sont immenses, nous aurons toujours des besoins qui seront supérieurs à nos ressources propres. Nous aurons donc le choix entre les dons, les prêts et la fiscalité, c'est-à-dire l'augmentation des impôts.

C'est un peu comme une femme qui fait la cuisine : si vous lui donnez de l'huile, de la farine et du levain, elle saura comment doser les choses

pour qu'à la fin, vous n'ayez pas quelque chose d'entièrement non consommable. De la même manière, en tant que ministre des Finances ou membre du gouvernement, il faut veiller à ce que les fonds publics mobilisés dans le cadre du budget répondent aux besoins de la population. S'il faut s'endetter, il est impératif de prêter attention aux termes et aux niveaux de l'endettement, pour éviter de transférer des charges indues aux générations futures ou de freiner le développement du pays.

En résumé, qu'il s'agisse de la question budgétaire, de l'intégration régionale ou de la monnaie, tout cela repose sur des choix politiques et sur la qualité de la gouvernance.

Martin Ziguélé, en tant que président du MLP, le Mouvement pour la libération du peuple centrafricain, restons sur l'angle économique. En quoi votre projet économique se distingue-t-il de celui des dirigeants actuels ? Quels sont les grands axes que vous proposez pour permettre au peuple centrafricain, ainsi qu'à la diaspora africaine, de com-

En résumé, qu'il s'agisse de la question budgétaire, de l'intégration régionale ou de la monnaie, tout cela repose sur des choix politiques et sur la qualité de la gouvernance.

prendre ce qui fait la force de votre vision par rapport à celle de vos adversaires ?

Oui, le MLPC, je vous le rappelle, est un parti créé en 1979 dans le cadre de la lutte contre l'empereur Bokassa de l'époque, pour restaurer la République. Et nous avons gagné cette bataille. La République a été restaurée en 1979. Le MLPC est également le premier parti politique centrafricain, après la conférence de La Baule, à avoir remporté des élections pluralistes en 1993, dès que le multipartisme a été autorisé en Centrafrique. Et quand le MLPC est arrivé au pouvoir, c'était pour affirmer que, dans le cadre de sa vision social-démocrate, l'homme est au centre de son projet. Qu'est-ce que cela signifie sur le plan économique ? La République centrafricaine, c'est un pays de six millions d'habitants, soit une population comparable à celle de la ville de Douala, au Cameroun. Soixante-dix pour cent (70 %) de cette population vit dans, de, et

par le monde rural. En d'autres termes, ce sont des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs. Je rappelle qu'en Afrique centrale, après le Tchad, nous avons la plus grande concentration de bétail en Centrafrique.

À quoi peut donc ressembler une politique économique dans un tel environnement ? La base de toute politique économique, dans ce contexte, est d'assurer le bien-être de la majorité de la population, qui vit principalement dans les zones rurales. Comme nous ne pouvons pas distribuer de l'argent directement à chacun, ni mettre en place un système d'aide sociale comme dans les pays développés, la seule solution — et nous l'avons déjà expérimentée — est de faire en sorte que les filières agricoles fonctionnent normalement.

La République centrafricaine, c'est 622 000 kilomètres carrés, soit un territoire plus vaste que celui du Cameroun et plus de deux fois et demie sa superficie. Pourtant, sur les 15 millions d'hectares de terres cultivables disponibles, moins de 0,5 % (même pas 1 %) sont exploités chaque année. Que signifie cela ? Cela signifie que le développement économique de la République centrafricaine doit être fondé sur l'agriculture, notamment sur la relance des filières agricoles.

Nous avons toutes les zones écologiques de l'Afrique centrale : la savane boisée, la savane et la forêt. Nous pouvons donc réintroduire des cultures déjà existantes, comme le coton, introduit pour la première fois en Centrafrique en 1921 par l'ingénieur français Jean Contomonet, ou le café, introduit peu après. À un moment donné, avant que la culture du coton explose en Afrique de l'Ouest, la RCA produisait déjà 60 000 tonnes de coton sous

Bokassa, dans les années 1970. Aujourd'hui, ces filières se sont effondrées.

Le café, autrefois prospère, s'est lui aussi effondré. Le cacao a presque totalement disparu, même s'il commence timidement à revenir. En parallèle, nous savons que le pays regorge de ressources naturelles comme l'or et le diamant. Tous les facteurs nécessaires à la relance économique existent, mais cela exige une gouvernance axée sur l'intérêt général et la redevabilité.

Qu'entend-on par redevabilité ? Cela signifie que chaque franc mobilisé doit être correctement géré. Il doit arriver dans les caisses du Trésor et servir efficacement la population, en particu-

“ Pour développer une économie, il faut des citoyens ayant un pouvoir d'achat. Je ne dis pas qu'il faut des citoyens riches, mais des citoyens capables de consommer.

lier les Centrafricains. On ne peut pas développer une économie avec une population pauvre. Pour développer une économie, il faut des citoyens ayant un pouvoir d'achat. Je ne dis pas qu'il faut des citoyens riches, mais des citoyens capables de consommer. Quand 70 % de votre population est rurale et qu'il n'existe pas de filières agricoles pour leur permettre de vivre dignement, vous ne pouvez pas prétendre au développement économique. Et la preuve en est que la croissance économique de la RCA, depuis plusieurs années, ne dépasse pas 1 %.

Monsieur le Premier Ministre, avec l'implantation massive des Wagner dans votre pays, quels impacts économiques majeurs ou contributions significatives peut-on identifier ? Comment percevez-vous leur enracinement dans les habitudes d'une partie de la population centrafricaine ? En définitive, quel bilan tirez-vous de leur présence en République centrafricaine ?

Je ne sais pas si vous connaissez ma position sur les Wagner. Les Wagner, ce sont d'abord des mercenaires ! Donc, qu'est-ce qu'un mercenaire peut apporter à un pays ? Sinon le feu et le sang, les larmes et la sueur. Sur le plan économique, ils vivent de la prédateur sur les ressources naturelles, l'or et le bois, mais maintenant beaucoup plus l'or que le bois, à cause de l'envolée des prix de l'or sur le marché international. Mais ma position est claire. Un État qui veut construire la démocratie, la République et le principe de redevabilité ne peut pas fonctionner avec des mercenaires. Donc, je ne vois aucun avantage que les mercenaires, notamment les Wagner, apportent à notre pays ou apporteraient à notre pays.



i

I K O N D E V E L O P M E N T

Réaliser ensemble le cadre de vie
qui vous ressemble.



Investir dans l'immobilier d'exception en toute confiance.

BATIMAT

Suivez-nous sur [Instagram](#) [Facebook](#)

📍 Avenue Malick Sy (colis postaux)

☎ 33 821 46 81 ☎ 33 889 63 63

IKON DEVELOPMENT

Suivez-nous sur [Instagram](#) [Facebook](#) [LinkedIn](#)

☎ + 221 77 065 78 78

www.ikon-development.com

✉ info@ikon-development.com

ANNÉE 2025

Les 25

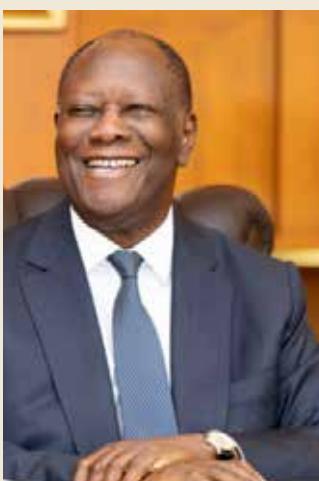
qui feront l'Afrique

En 2025, chaque Africain, à son niveau, devra contribuer à la transformation de l'Afrique.

Au sommet, certains leaders joueront un rôle central en façonnant l'avenir économique du continent.

Le Magazine IMPACT BUSINESS vous dévoile sa sélection des **25 personnalités** qui marqueront l'Afrique en 2025. Le parcours, la notoriété, les actions accomplies et l'impact global des défis à relever cette année... Voilà les critères d'une sélection qui n'a nullement la prétention d'être un Classement.

L A R E D A C T I O N



**Alassane
Ouattara**
CÔTE D'IVOIRE

ADO Solutions

Économiste de formation, le président ivoirien Alassane Dramane Ouattara a bâti une brillante carrière au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). En 1990, nommé Premier ministre par feu le président Félix Houphouët-Boigny, il réussit à redresser une économie ivoirienne en crise.

Aujourd'hui, il figure parmi les économistes les plus respectés au monde. Ses pairs africains le consultent régulièrement, appréciant sa capacité à déchiffrer les dynamiques socio-économiques complexes. Grand lecteur du Financial Times, il reste un fin analyste des enjeux économiques globaux. En 2025, alors que la Côte d'Ivoire aspire à de nouveaux sommets économiques, Alassane Ouattara sera, encore, au cœur des stratégies régionales et internationales.

Cyril Ramaphosa

AFRIQUE DU SUD

Président du G20

Premier Africain noir à présider le G20 qui réunit les vingt plus grandes puissances du monde, Cyril Ramaphosa incarne une immense fierté pour l'Afrique du Sud et tout le continent. Sous sa présidence, le sommet prévu à Johannesburg en novembre prochain s'annonce décisif pour l'Afrique et le monde. Parmi ses priorités figurent le renforcement de la résilience face aux catastrophes naturelles et une meilleure gestion des minéraux critiques, essentiels à l'économie mondiale.

En plus d'être un homme politique aguerri, Ramaphosa est aussi un entrepreneur prospère. Après une pause politique en 1996, il a bâti un empire : propriétaire de McDonald's Afrique du Sud, président de MTN, administrateur de Lonmin et fondateur de Shanduka. 2025 marque son année au sommet du G20, où il ambitionne de redéfinir les relations économiques mondiales.



Akinwumi A. Adesina,

NIGÉRIA

BAD is back



À la tête de la Banque Africaine de Développement (BAD) depuis 2015, il incarne un leadership visionnaire au service de la transformation économique du continent.

Grâce à son dynamisme et à son expertise d'économiste chevronné de 64 ans, il a permis de multiplier les capitaux de la BAD, passant de 201 à 318 milliards de dollars. Ces fonds ont été stratégiquement investis dans des projets de construction d'infrastructures routières et de développement agricole à travers l'Afrique.

Alors qu'il arrive au terme de son mandat, le Dr Adesina envisage de laisser un héritage durable au continent : la création d'une agence de notation africaine basée en Afrique.



Aliko Dangote
NIGÉRIA

Tête de ligne

Éminent homme d'affaires du continent africain, le Nigérian Aliko Dangote s'est imposé avec son usine phare de production de ciment, Obajana Cement Plant, un succès industriel qui n'a jamais freiné son élan philanthropique.

Visionnaire engagé, il nourrit de grandes ambitions pour le développement de l'Afrique. Fidèle à sa stratégie, il réinvestit continuellement ses actifs dans des projets novateurs, dont récemment la raffinerie Dangote. Ce méga-projet vise à renforcer l'autonomisation énergétique du continent en transformant ses ressources localement pour approvisionner le marché africain. Convaincu du potentiel économique de l'Afrique, Aliko Dangote milite activement pour la création d'une zone de libre-échange continentale, clé pour un marché intérieur unifié et compétitif.



Chakib Jenane
MAROC

Le poisson pilote

De nationalité marocaine, Chakib Jenane est le directeur régional du développement durable pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre à la Banque mondiale. Chargé de piloter des initiatives structurantes et des projets transformateurs, il œuvre activement pour promouvoir de bonnes pratiques agricoles en Afrique. Son approche repose sur le renforcement de la santé des sols et la résilience des systèmes alimentaires du continent. Sa mission centrale vise à réduire les causes profondes de la malnutrition et de la pauvreté, aggravées par une gestion inadéquate des engrains et des ressources en nutriments organiques. À travers des solutions durables, Chakib Jenane s'engage pour un avenir agricole plus prospère et résilient en Afrique.



**Dr Ngueto
Tiraïna
Yambaye**
TCHAD

La face de la garantie

Dr Ngueto Tiraïna YAMBAYE, Directeur Général du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE), est un acteur clé du développement économique en Afrique. Ancien ministre de l'Économie, du Plan et du Développement du Tchad, et ex-administrateur du FMI, il a dynamisé le FAGACE depuis son arrivée en juillet 2020, avec un mandat renouvelé en 2024.

La mise en œuvre d'un Plan Stratégique 2021-2025 repose sur trois piliers fondamentaux : une coopération nouvelle et fructueuse avec les institutions financières partenaires,

une croissance forte et maîtrisée au plan opérationnel et financier, la création de l'Institut FAGACE, etc. 2025 sera une belle continuité de ces performances.



Mahamadou Bonkoungou
BURKINA FASO

La transafricaine des affaires

Après le Burkina Faso, le Togo et la Côte d'Ivoire, Mahamadou Bonkoungou étend son empire économique en Afrique centrale, particulièrement au Gabon, où il a récemment soutenu l'équipement des forces armées.

À la tête d'Ebomaf, un groupe présent dans des secteurs clés tels que le BTP, l'aviation, la banque, l'hôtellerie et la distribution, le PDG multiplie les projets stratégiques. Sa vision s'étend bien au-delà de l'Afrique, avec des partenariats solides, notamment en Turquie. Cette diversification et son rayonnement international renforcent la position d'Ebomaf comme acteur incontournable du développement économique en Afrique et au-delà.



Serge Ekue
BÉNIN - BOAD

Le transformateur

Depuis sa nomination en août 2020, Serge Ekue a transformé la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) grâce à une série d'innovations dans sa gouvernance et ses interventions. Sous son leadership, et grâce à une restructuration réussie, la Banque s'est repositionnée en priorité sur le développement durable, tout en consolidant ses activités de financement traditionnelles.

Dans le cadre du renforcement de ses fonds propres par des instruments financiers novateurs, l'institution a conclu en août 2024 un accord majeur avec l'organisme financier italien CDP (Cassa Depositi e Prestiti). Cette collaboration a permis au Fonds pour le climat de souscrire à une obligation hybride de 100 millions d'euros, émise par la BOAD.

Pour le compte de l'année 2024, la Banque a engagé un peu moins de 1000 milliards de FCFA dans divers projets de développement de la région.

Jean-Claude Kassi Brou
CÔTE D'IVOIRE

Le cordon de la BCEAO

Depuis le 7 juin 2022, Jean-Claude Kassi Brou est gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), où il s'emploie à réduire l'inflation dans les huit pays de l'espace UMOA.

Économiste et homme politique ivoirien, il a été président de la Commission de la CEDEAO et ministre de l'Industrie et des Mines de Côte d'Ivoire (2012-2018).

Sous sa direction, entre autres, la BCEAO joue un rôle déterminant dans le soutien à la digitalisation des économies de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA). Les nombreuses initiatives lancées dans ce cadre par l'institution visent à moderniser les systèmes financiers des pays membres, facilitant ainsi l'accès aux services bancaires pour une plus grande partie de la population et stimulant la croissance économique dans la région.



Nardos Bekele-Thomas
ÉTHIOPIE - AFRIQUE

Tout feu, tout flamme, tout femme

Première femme à la tête de l'Agence de Développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), l'économiste éthiopienne Nardos Bekele-Thomas, ancienne cadre des Nations Unies, occupe ce poste depuis février 2022. Elle s'emploie à insuffler un nouvel élan à cette institution, bras opérationnel de l'Union africaine, chargée de concevoir et mettre en œuvre des projets régionaux et continentaux prioritaires pour accélérer l'intégration africaine et concrétiser l'Agenda 2063. Lors de la 31ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'État de l'Union africaine en juin 2018 à Nouakchott, l'Agence de planification du NEPAD a été transformée en AUDA-NEPAD. Son agenda 2025 s'annonce ambitieux pour le continent.





Romuald Wadagni BÉNIN

Le tableau de bord du président

Acteur de premier plan du succès des réformes économiques et financières qui métamorphosent le Bénin, Romuald Wadagni occupe une place centrale dans l'entourage du président Patrice Talon depuis 2016. Performances des services fiscaux, bonne maîtrise de l'endettement, efficacité des entreprises d'État, élargissement des travaux publics, présence pertinente dans les institutions économiques régionales... Le ministre d'État a réussi à imposer la vision du chef de l'État béninois partout. D'ailleurs, ses collègues africains saluent régulièrement ses propositions sur la dette ou les instruments économiques et monétaires. Ce diplômé de la Harvard Business School (USA) et de l'École Supérieure des Affaires de Grenoble (France) est régulièrement cité comme un successeur potentiel de Patrice Talon. Plusieurs fois distingué meilleur ministre des Finances d'Afrique,

Romuald Wadagni est candidat à la présidence de la Banque Africaine de Développement. En attendant les négociations diplomatiques et la campagne, tout le monde s'accorde sur son parcours et ses preuves de compétence.

Adama Coulibaly CÔTE D'IVOIRE

La boussole de la lagune Ebrié

Dans son pays comme dans la sous-région, Adama Coulibaly jouit du respect de tous. De nature réservée et rigoureuse, il a imposé son rythme dans les réformes et les décisions visant à améliorer la compétitivité de l'économie ivoirienne. Il a notamment réussi à maîtriser l'inflation, à promouvoir les investissements et à mobiliser les ressources... Des actions qui contribuent à concrétiser la vision du président Alassane Ouattara.

Au niveau régional, ses pairs l'apprécient dans sa mission de président en exercice du Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), où il doit arbitrer sur des sujets d'importance.



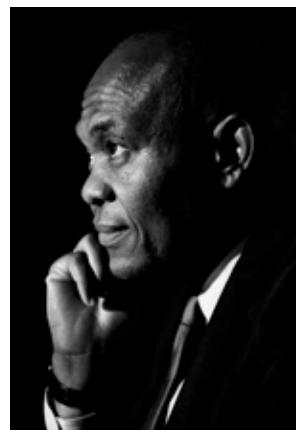
Tony Elumelu NIGÉRIA

Le banquier africain

À 61 ans, Anthony Onyemaechi Elumelu, plus connu sous le nom de Tony Elumelu, est un économiste et philanthrope nigérian. Président de Heirs Holdings, il est également le fondateur de la Fondation Tony Elumelu, créée en 2010 pour promouvoir l'entrepreneuriat en Afrique.

Convaincu que le secteur privé est un moteur clé du développement africain, il a élaboré le concept d'africanisation. Cette philosophie économique défend l'idée que les entreprises africaines peuvent transformer le continent par des investissements à long terme, générant à la fois prospérité économique et richesse sociale.

Visionnaire et engagé, Tony Elumelu continue de jouer un rôle important dans l'autonomisation des entrepreneurs africains, avec des milliers de projets soutenus à travers le continent.





Moussa Faki Mahamat

TCHAD

Le trait d'union

Né en 1960 à Biltine, Moussa Faki Mahamat est un homme politique tchadien de premier plan, à la tête de la Commission de l'Union africaine depuis janvier 2017.

Sous sa direction, l'UA a lancé la ZLECAF, visant à créer un marché unique pour les biens et services, facilitant ainsi le commerce intra-africain et stimulant la croissance économique. Cette initiative est considérée comme un pas majeur vers l'intégration économique du continent. L'ancien premier ministre du Tchad, œuvre également, à travers la signature de divers accords internationaux, pour libérer le potentiel des PME africaines, catalysant la mise en œuvre de stratégies en leur faveur et facilitant leur accès aux marchés internationaux.

Kerfalla Person Camara, dit KPC

GUINÉE

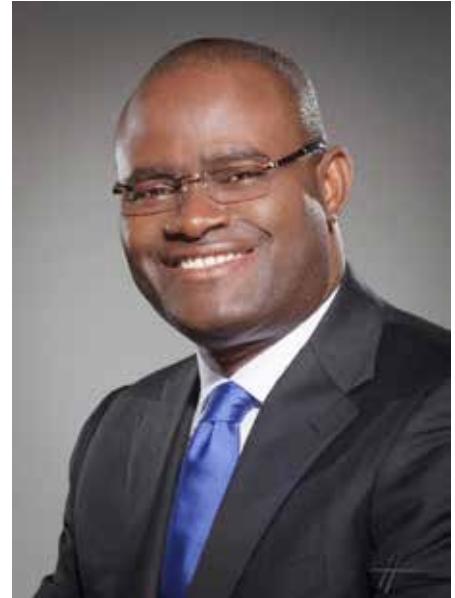
La tour de contrôle

Kerfalla Person Camara, plus connu sous le nom de KPC, incarne l'image d'un entrepreneur guinéen dynamique et visionnaire.

À la tête du groupe de BTP Guicopres depuis 1998, il connaît un tournant décisif en 2008 avec l'obtention du contrat stratégique de rénovation du légendaire stade du 28 Septembre, un projet qui marque véritablement son ascension.

Sa capacité à nouer des relations solides avec les différents régimes successifs illustre son sens aigu des affaires et sa remarquable adaptabilité.

En 2014, KPC atteint l'apogée de sa carrière en décrochant le prestigieux titre de Meilleur Manager Africain, décerné par le Conseil International des Managers Africains (CIMA), une distinction qui couronne le parcours exemplaire de ce leader proactif.



Patrice Motsepe

AFRIQUE DU SUD

Le ballon d'or



Né le 28 janvier 1962 à Soweto, Patrice Motsepe est un avocat d'affaires et dirigeant sportif qui préside la Confédération africaine de football (CAF) depuis mars 2021.

En 2004, il rachète le Mamelodi Sundowns, club qui remporte la Ligue des champions de la CAF en 2016. PDG d'African Rainbow Minerals, il bâtit un empire dans l'extraction de l'or, du platine, du fer et du charbon.

Beau-frère du président Cyril Ramaphosa, il rejoint en 2013 The Giving Pledge, promettant la moitié de sa fortune pour

soutenir la santé et l'éducation, affirmant ainsi son rôle de visionnaire engagé et philanthrope influent du continent.



Miriam Chidiebele Olusanya

NIGÉRIA

Alpha Omega de la banque

Première femme à occuper le poste de Directrice générale de la Guaranty Trust Bank (GTB), Miriam Olusanya incarne la résilience et la détermination. Forte de son parcours exemplaire, elle dirige l'institution financière avec une vision stratégique axée sur l'expansion en Afrique et une croissance durable.

Sous sa direction, le Groupe ambitionne de dépasser les services bancaires traditionnels en apportant une réelle valeur ajoutée aux individus, aux communautés et aux entreprises.

Pour cette administratrice non exécutive chevronnée, le défi est immense : créer de la valeur durable et propulser GTB vers de nouvelles perspectives de prospérité et d'innovation. Avec elle, le Groupe prévoit, d'ici 2025, d'intensifier son impact économique en Afrique à travers des investissements accrus, en soutien à l'entrepreneuriat, l'inclusion financière et le développement des infrastructures.



Amir Ben Yahmed

TUNISIE

Davos made in Africa

Le Directeur général du groupe Jeune Afrique Media, Amir Ben Yahmed, est également le créateur et président de l'AFRICA CEO FORUM, un rendez-vous incontournable qui réunit chaque année les figures les plus influentes d'Afrique : dirigeants, investisseurs, innovateurs et décideurs politiques.

Cet événement prestigieux, qui en est à sa onzième édition, a récemment eu lieu à Kigali, au Rwanda, en présence de plusieurs chefs d'État ou leurs représentants, ainsi que des leaders financiers du continent.

Au cœur des débats : des partenariats pour stimuler le commerce intra-africain et renforcer les investissements. Nul doute que l'édition 2025 poursuivra cette dynamique, contribuant à façonner l'avenir économique de l'Afrique.

Ngozi Okonjo-Iweala

NIGERIA

La météo du commerce

Femme au parcours inspirant et remarquable, la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala brille par ses premières historiques. Diplômée de Harvard et titulaire d'un doctorat du MIT, elle devient en 2021 la première femme noire et première Africaine à diriger l'Organisation mondiale du commerce (OMC), poste pour lequel elle sera reconduite en 2025.

Auparavant, elle a marqué l'histoire comme première femme noire directrice générale de la Banque mondiale et a laissé une empreinte durable au Nigeria. Deux fois ministre des Finances, elle a redressé les finances publiques, lutté contre la corruption et lancé le club des « champions » sous le président Obasanjo, malgré des risques personnels, comme l'enlèvement de sa mère.

En 2025, elle ambitionne un commerce multilatéral équitable.





Paul Noumba Um CAMEROUN

Le pont entre l'Afrique et la Banque Mondiale

Paul Noumba Um, premier Africain à occuper le poste de directeur du Maghreb et du Proche-Orient à la Banque mondiale, supervise depuis septembre 2019 l'un des secteurs les plus stratégiques : les infrastructures. Ce Camerounais, expert en énergie, transport, eau, télécommunications et secteur privé, totalise plus de 30 ans d'expérience en réglementation et financement des politiques infrastructurelles.

Docteur en sciences économiques de l'Université de Rennes et diplômé de l'IMT Atlantique, Paul Noumba Um a rejoint la Banque mondiale en 1998, occupant depuis plusieurs postes de responsabilité.

Pour la région MENA, il accorde une attention particulière à la sécurité des femmes et à la mobilité, essentielle pour l'accès à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé.

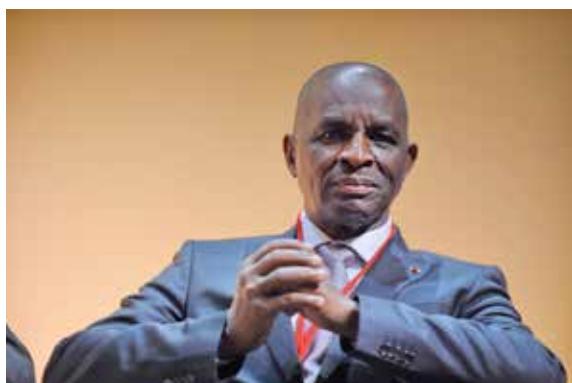
Jean Kacou Diagou CÔTE D'IVOIRE

Assureur à vie

Dès qu'il est question des figures emblématiques de la finance en Côte d'Ivoire, le nom de Jean Kacou Diagou (JKD) s'impose. Classé troisième fortune ivoirienne par Sika Finance en 2023, cet entrepreneur audacieux a parié sur un secteur alors délaissé : les assurances. En 1995, il fonde la Nouvelle Société Inter africaine d'Assurance (NSIA), devenue une référence en bancassurance depuis 2020.

Trois décennies plus tard, NSIA est implantée dans 12 pays africains et figure parmi les trois plus grandes compagnies d'assurances du continent, avec un chiffre d'affaires de 233 milliards de FCFA en 2023 (Jeune Afrique, novembre 2024).

Visionnaire et respecté, JKD poursuit l'expansion de son groupe, épaulé par ses enfants, tout en préparant sa succession, peut-être dès 2025.



Makhtar Diop SÉNÉGAL-AFRIQUE

L'argentier du privé

Depuis 2021, Makhtar Diop dirige la Société financière internationale (SFI ou IFC), branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé. Impossible d'évoquer l'économie africaine sans souligner le rôle stratégique de la SFI, qui lutte contre la pauvreté en soutenant entreprises privées et institutions financières sur le continent.



Le bilan de l'exercice 2024 est d'ailleurs très positif, illustrant l'impact des actions menées sous sa direction. Habitué des palais présidentiels et des forums des institutions de Bretton Woods à Washington, Makhtar Diop est un expert respecté, connu pour sa maîtrise des enjeux économiques.

En 2025, il poursuivra sa mission : créer des marchés et multiplier les opportunités pour l'Afrique.

Benedict Oramah

NIGERIA

Rame avec l'Afrique

L'année 2025 s'annonce encore sous le signe de l'audace pour le président d'AfreximBank, le Professeur Benedict Oramah. Surnommé « le financeur du continent » pour son activisme économique, ce leader visionnaire multiplie les initiatives en faveur du commerce africain. En 2024, il a reçu le prestigieux Prix de la Gloire décerné par le Réseau des organisations de la société civile de l'AGOA. Toujours accompagné de son bras droit, le Camerounais René Awabeng, responsable mondial des relations clients, le duo reste incontournable sur la scène financière africaine.

AfreximBank, basée au Caire, est une institution panafricaine dédiée au financement du commerce intra et extra-africain. En 2023, elle a enregistré un bénéfice net en hausse de 66 %, atteignant 756,1 millions de dollars, selon ECOFIN.



Richard Lowe

CAMEROUN

L'assureur tous risques

Fondateur et PDG d'Activa Assurance, présente sur sept marchés africains et en France, Richard Lowe a propulsé sa compagnie parmi les trois leaders du secteur au sud du Sahara, aux côtés de SUNU Assurances et NSIA. Diplômé de l'ESSEC Paris, il est aussi l'architecte du réseau panafricain GLOBUS, regroupant des compagnies d'assurances dominantes sur leurs marchés respectifs. Cette réussite repose sur sa vision, son travail acharné et son sens stratégique, lui valant le surnom de « grand baron camerounais des assurances ».

En 2025, passera-t-il le relais ? La récente promotion de jeunes talents, dont Jean Philippe Lowe au poste de Directeur général adjoint du groupe, semble préparer l'avenir d'Activa avec clairvoyance.



Stanislas Zézé

CÔTE D'IVOIRE

Le surveillant général

Surnommé l'homme aux chaussettes rouges (titre de son ouvrage autobiographique), l'Ivoirien Stanislas Zézé est le Fondateur et le Président Directeur Général de Bloomfield Investment Corporation, une société de notation de crédit basée en Côte d'Ivoire. Son

agence est le premier du genre en Afrique francophone. En quinze ans, l'entrepreneur ivoirien a su faire de Bloomfield Investment Corporation une référence dans la sous-région.

Ses « notations » prises au sérieux dans les milieux d'affaires et gouvernementaux et la presse économique panafricaine sont devenues des baromètres fiables de la santé financière des grandes entreprises et des États.

En 2025, Stanislas Zézé et ses équipes continueront à imposer la marque de Bloomfield Investment Corporation et à gagner la confiance de nouveaux décideurs et dirigeants de grandes entreprises.

TOURISME DE CROISIÈRE

6 pays africains se mettent en synergie



En pleine expansion, le marché mondial du tourisme de croisière concerne aujourd’hui 35 millions de personnes. En plus du Gabon, six pays du littoral ouest-africain (Sénégal, Gambie, Mauritanie, Cap-Vert, Guinée-Bissau) ont décidé de collaborer pour booster cette activité en Afrique.

► Par Mamadou Lamine DIATTA

Sous l’égide de l’Agence sénégalaise de promotion touristique (ASPT), le tout premier salon international du tourisme de littoral et de croisière (SATOLIC) s’est récemment tenu. En marge de cette rencontre, de hauts responsables de six pays africains ont lancé une grande coalition pour développer cet important segment du tourisme. Au Sénégal, le tourisme de croisière ne concerne actuellement que 10 000 passagers par an, soit à peine 0,03% du marché mondial. Le Cap-Vert fait bien mieux avec près de 40 000 passagers annuels,

selon le voyagiste Alain Noël. Face à ce décalage, l’échange d’expériences entre pays africains s’impose pour exploiter au mieux leurs potentialités respectives. Les enjeux sont nombreux, tels que la création d’emplois pour les jeunes, la lutte contre l’émigration clandestine et l’attractivité des pôles touristiques du littoral.

Visiter plusieurs pays africains en un seul voyage

Le tourisme occupe une place centrale dans la stratégie Vision Sénégal 2050, le référentiel actuel des politiques publiques

du gouvernement dirigé par Ousmane Sonko, sous l’impulsion du chef de l’Etat, Bassirou Diomaye Faye. Le segment de la croisière cible principalement les marchés émetteurs d’Europe et d’Amérique.

Pour le ministre sénégalais du Tourisme et de l’Artisanat, Mountaga Diao, hôte de ses homologues africains, la finalité c’est de placer le Sénégal dans une position compétitive forte, conformément à la vision stratégique d’un pays souverain, juste et prospère. Pour lui, le SATOLIC traduit parfaitement cette vision audacieuse de transformer la sous-région en une desti-

nation internationale de référence, où l'authenticité des structures locales se marie à l'innovation. « *Nous ne nous contentons pas de rêver grand, nous agissons pour concrétiser cette ambition* », précise-t-il. L'idée est de créer un écosystème où tourisme d'affaires, écotourisme et plages de rêve côtoient les trésors culturels de la région.

Très enthousiaste à cette idée, il souligne que le tourisme de croisière symbolise l'ouverture du Sénégal sur le monde. Quant au port de Dakar, porte d'entrée majeure en Afrique de l'Ouest, accueille de nombreuses flottes de navires, offrant aux voyageurs une immersion dans la légendaire Teranga, symbole de l'hospitalité sénégalaise.



Vers une stratégie panafricaine intégrée

Malgré le dynamisme exceptionnel du marché des croisières, crédité d'une forte croissance depuis la fin de la crise du Covid-19, la part de marché du Sénégal reste encore modeste au regard de son potentiel.

Pour ce pays, chantre du panafricanisme, renforcer l'intégration régionale à travers des programmes économiques communs est primordial. À ce titre, insiste le ministre Mountaga Diao, partager le même littoral avec plusieurs autres pays frères tels que

la Gambie, la Mauritanie, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert et le Gabon est une opportunité à saisir afin de conquérir ensemble le marché du tourisme de croisière.

Selon lui, le Gabon, par son histoire et sa situation géographique stratégique est un partenaire naturel. « *De par*



notre histoire commune, nous avons un accès privilégié aux marchés français, anglais, lusophone, arabophone et, surtout, la Diaspora noire qui cherche à visiter l'Afrique dans sa diversité en un seul voyage. Nous devons œuvrer pour une offre sous régionale compétitive et travailler d'ores et déjà pour sa promotion », a conclu Monsieur Diao.

Gambie, Mauritanie, Cap-Vert et Guinée-Bissau :

Même combat

Situés le long du littoral ouest-africain, la Gambie, la Mauritanie, la Guinée-Bissau et le Cap-Vert ont été aux avant-postes des assises de Dakar sur le développement du tourisme de croisière dans le continent.

Abdoulaye Diop, ministre gambien du Tourisme et des Arts, est convaincu que le SATOLIC traduit parfaitement le leadership du Président sénégalais Bassirou Diomaye Faye et du Premier ministre Ousmane Sonko. « *Ce sont les leaders qui créent les évènements et non les discours stériles* », martèle-t-il. « *Nous devons promouvoir les échanges d'expériences, car, comme l'a si bien dit Racine Sy, nous devons renforcer notre collaboration* », renchérit-il.

Pour lui, l'UEMOA et la CEDEAO sont des cadres de concertation formels qu'il convient d'exploiter pleinement pour réussir cet ambitieux défi de dynamiser le tourisme de croisière sur le continent. Même son de cloche du côté d'Elhadj Amadou Gaye, secrétaire général du ministère mauritanien du tourisme, et Maria Carvalho, directrice générale de l'Institut cap-verdien du Tourisme.



Mamadou Racine SY, Président de la fédération des organisations patronales de l'industrie touristique en Afrique de l'ouest

« Les États doivent encourager les investissements dans les croisières »

Président de la Fédération des organisations patronales de l'industrie touristique en Afrique de l'Ouest (COPITOUR CEDEAO), Mamadou Racine SY est également le leader de la Fédération des organisations patronales de l'industrie touristique au Sénégal (FOPITS). Dans cet entretien, il met en lumière l'indispensable interaction entre les États et le secteur privé pour faire du tourisme un véritable levier de développement.

► Propos recueillis par ML DIATTA



Quelle appréciation faites-vous de la présence de cinq pays africains, en plus du Sénégal, à ce premier SATOLIC ?

La présence de haut niveau de cinq pays ouest-africains en synergie avec le Sénégal est à apprécier à sa juste valeur. Nous nous sommes réjouis de cette participation massive à ce premier Salon du littoral tenu au Sénégal,

pays qui, depuis les indépendances, exerce un leadership incontestable dans la sous-région en matière de tourisme.

Depuis les années 1960, le secteur touristique existait déjà au Sénégal et a connu plusieurs évolutions institutionnelles. On peut, entre autres, citer l'existence d'un office, d'un service, d'une direction du tourisme et même d'un secrétariat

Le Gabon en pôle-position

Le potentiel du tourisme de croisière dépasse largement les retombées économiques immédiates. Pascal Ogowe Siffon, ministre du Tourisme et de l'artisanat du Gabon, a été l'une des personnalités marquantes de la rencontre de Dakar.

La présence du Gabon au SATOLIC, en tant que pays observateur, s'inscrit dans une dynamique d'unité et de collaboration. Porté par un sens aigu de l'honneur et de la responsabilité, le ministre gabonais a salué l'engagement des autorités à faire du SATOLIC une plateforme incontournable de réflexion et de valorisation du tourisme maritime.

Les liens historiques entre le Sénégal et le Gabon ont été évoqués, notamment à travers l'initiative du tourisme mémoriel liée au passage au Gabon de l'éminent chef religieux Cheikh Ahmadou Bamba, fondateur du Mouridisme.

Ensemble, les six pays africains ont les capacités de bâtir un modèle de coopération durable. Surtout que le tourisme de croisière représente aujourd'hui un levier stratégique de développement de leurs économies. L'Afrique, avec ses côtes spectaculaires, ses cultures diversifiées et ses écosystèmes uniques, dispose de tous les atouts pour devenir une destination de choix pour les croisiéristes. Au Gabon, les plages immaculées, la biodiversité exceptionnelle et les parcs nationaux offrent des expériences inoubliables. Le gouvernement

en a fait une priorité dans le cadre de sa stratégie de diversification économique et de valorisation du patrimoine naturel et culturel.

Selon le ministre Ogowe Siffon, le potentiel du tourisme de croisière va bien au-delà du simple bénéfice économique. Il est une excellente opportunité pour faire découvrir au monde la richesse et la beauté d'un pays. En conséquence, les Africains ont le devoir de le développer de manière durable, dans le respect de l'environnement, la préservation de la biodiversité et l'implication des communautés locales. À ce titre, le Gabon, partenaire de l'Afrique centrale, s'engage à promouvoir un tourisme responsable et à encourager des solutions innovantes pour créer un pacte économique autour des croisières. « *Ensemble, en renforçant notre coopération et en impliquant fortement le secteur privé, nous pourrons relever ce défi* », a souligné le ministre gabonais.

Cette synergie régionale vise à tisser des liens économiques et culturels forts entre les six pays concernés. Selon l'autorité gabonaise, la conjugaison de leurs atouts et de leurs efforts de promotion devrait permettre de créer une expérience touristique originale, à travers une mosaïque vivante de cultures, de paysages et d'histoires.

Pour rappel, le SATOLIC constitue une opportunité unique pour promouvoir le tourisme de croisière en Afrique, dans un contexte de forte croissance mondiale du secteur. Cette dynamique appelle à intégrer

infrastructures modernes, régulations adaptées et respect des normes environnementales, pour un développement touristique durable.

Enfin, un hommage a été rendu à la Compagnie du Fleuve, exploitant l'unique bateau de croisière au Sénégal, le Bou El Mogdad, véritable emblème du tourisme fluvial dans la région.

et d'un ministère du Tourisme. Nous avons donc très tôt accordé une importance particulière à ce secteur.

Nous voulons remercier particulièrement le chef de l'État Bassirou Diomaye Faye et le Premier ministre Ousmane Sonko pour avoir, lors d'un récent Conseil des ministres, magnifié et réaffirmé l'importance que le gouvernement accorde au secteur.

Nous avons l'espoir que, dans le cadre du Conseil interministériel qui sera bientôt présidé par le Premier ministre, des décisions majeures seront prises pour permettre au tourisme d'atteindre le niveau escompté, d'autant que le tourisme est le deuxième secteur d'activités économiques au Sénégal.

Nous avons la conviction que le gouvernement mettra tout en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans ce domaine, évidemment en concertation avec le secteur privé touristique, car, encore une fois, rien ne peut se faire sans une interaction entre les pouvoirs publics et le secteur privé. Ce point de vue, le chef de l'État l'a très tôt compris et a lancé un appel aux acteurs privés pour qu'ils partagent les ambitions du gouvernement dans ce domaine.

Quelle est la plus-value apportée par cette rencontre internationale pour le tourisme en Afrique de l'Ouest ?

Ce salon dédié au tourisme du littoral et de la croisière est un événement crucial pour notre secteur. Notre sous-région ouest-africaine, véritable bénédiction de la nature, possède des côtes magnifiques, une riche biodiversité et une culture vibrante qui attirent des millions de visiteurs chaque année.

Le tourisme côtier et de croisière sont des leviers clés de notre économie, car ils créent des emplois, favorisent les investissements et assurent la promotion de notre patrimoine. Le Sénégal et ses voisins sont





à un tournant décisif avec l'augmentation des infrastructures portuaires et les initiatives gouvernementales visant à encourager le tourisme.

Nous avons ainsi l'opportunité de nous positionner comme une destination de choix en Afrique de l'Ouest. Ce salon innovant est une plateforme essentielle pour échanger des idées, établir des partenariats et promouvoir nos activités. Je tiens également à souligner l'importance d'une interaction entre l'État et le secteur privé. Ensemble, nous pourrons développer des offres innovantes et durables qui répondent aux attentes des voyageurs tout en préservant notre environnement. C'est la raison pour laquelle nous invitons tout le monde à explorer les nombreuses opportunités offertes par ce salon pour faire de notre sous-région et, plus largement, de l'Afrique, une destination phare sur la scène internationale.

Comme vous le savez, l'Afrique ne représente qu'une infime part du marché mondial du tourisme international.

Pourtant, nous avons tous les atouts pour développer ce secteur transversal. Pour preuve, j'ai dénoncé il y a quelque temps à Bamako le fait que toutes les compagnies aériennes quittent Dakar à 8 heures pour se rendre à Bamako. Cela rime à

quoi ? Idem pour la destination Abidjan ; des compagnies africaines quittent Dakar à la même heure pour diverses villes du continent. Nous pensons qu'il faut mutualiser les forces afin de bâtir de grands ensembles dans le domaine aérien pour mieux accompagner le tourisme. C'est comme lorsque nous participons à des salons internationaux ; vous voyez un petit stand du Sénégal, un autre du Mali juste à côté, puis un autre de la Gambie. C'est contre-productif, d'autant que nous faisons partie de la même sous-région, avec le même peuple, les mêmes atouts et les mêmes ambitions. Nous avons donc l'obligation de mutualiser nos forces pour créer un grand stand de 200 à 300 m². Voilà les enjeux.

Quid des opportunités qu'offre ce segment peu exploité du tourisme de croisière ?

En organisant le premier Salon du tourisme du littoral et de la croisière (SATOLIC), le Sénégal a fini d'asseoir son leadership dans ce secteur dynamique et transversal. Lorsque le tourisme prospère, tous les autres secteurs d'activités suivent. Il faut espérer que cet événement ne soit pas une exposition panafricaine de plus et qu'il y ait un suivi rigoureux des

conclusions issues de la Déclaration de Dakar. Nous avons bon espoir qu'il y aura un nouvel état d'esprit afin que ce marché prometteur des croisières puisse prendre forme et se consolider.

Le tourisme est déjà une industrie à part entière et doit être reconnu comme telle. Il faut encourager les investissements dans les croisières au Sénégal. À ce jour, seule la Compagnie du Fleuve propose des croisières à travers l'exploitation du navire « Bou El Mogdad », qui assure la liaison Saint-Louis – Richard-Toll – Podor. Beaucoup de Sénégalais ignorent encore le cadre enchanteur qu'offre le « Bou El Mogdad ».

Le Sénégal accueille des bateaux de croisière, mais pas encore suffisamment pour créer un véritable effet d'entraînement. C'est sur cet aspect qu'il faut concentrer les efforts pour que le pays devienne une destination prisée dans ce segment, en complément de l'offre existante en matière de tourisme balnéaire, d'écotourisme et de tourisme culturel. Un conseil interministériel consacré au tourisme est en préparation, et nous attendons des mesures audacieuses en termes d'incitations fiscales et de soutien de l'État.

6^{ème} ÉDITION DES RENCONTRES RSE

Un appel à l'action pour les entreprises béninoises

Le siège de Simplon Bénin, à Cotonou, a accueilli le 29 novembre 2024 la sixième édition des Rencontres de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Organisée par le cabinet MinDo Consultants, cette rencontre s'est imposée comme un rendez-vous annuel incontournable pour discuter des problématiques liées à la RSE et aux Objectifs de Développement Durable (ODD) dans le contexte béninois.

► Par Kevin da SILVA



« La RSE : une nécessité, un devoir pour l'entreprise béninoise », tel était le thème de cette édition, qui a permis de dresser un état des lieux de la RSE au Bénin. Dans un cadre à la fois interactif et pédagogique, la conférencière Emmanuelle Vlalonou, experte en RSE et ODD, a captivé son auditoire en insistant sur les enjeux et les bénéfices liés à l'intégration de

la RSE dans les stratégies d'entreprise. Elle a détaillé les cadres réglementaires, les lois et décrets nationaux, ainsi que les institutions et structures dédiées à la RSE. « La Responsabilité Sociétale des Entreprises n'est pas seulement une option, elle est essentielle pour l'avenir des entreprises béninoises », a-t-elle affirmé avant d'ajouter : « ce qu'on peut retenir est que la RSE

est en bonne voie au Bénin. On n'est pas là pour lapider les structures, nous les encourageons à s'inscrire dans une démarche RSE parce que c'est tout le monde qui bénéficiera lorsqu'une entreprise s'engage dans une démarche de responsabilité sociétale des entreprises. »

Ce fut également l'occasion de rappeler les



sept principes fondamentaux de la RSE : la redevabilité, la transparence, le comportement éthique, la reconnaissance des intérêts des parties prenantes, le respect de l'égalité, l'intégration des normes internationales de comportement, et le respect des droits de l'homme.

Des ateliers et du réseautage pour renforcer les synergies

Après la conférence, les participants ont pris part à un atelier axé sur les enjeux RSE et ODD. Animé par Odile Nivard, experte en ressources humaines et RSE, cet atelier a

favorisé la création de synergies entre entreprises et associations. L'accent a été mis sur les opportunités de collaboration autour de projets concrets.

Des sessions de speed networking ont enrichi les échanges, permettant aux représentants d'entreprises et d'associations d'identifier des passerelles de coopération pour soutenir des initiatives RSE bénéfiques à toutes les parties prenantes.

Trophées RSE/ODD : récompenser les meilleures pratiques

Le point culminant de cette sixième édition

a été la remise des Trophées RSE/ODD 2024, un moment solennel mettant à l'honneur les initiatives les plus exemplaires en matière de RSE et de développement durable. Six entreprises et une ONG ont été distinguées pour leurs actions remarquables à savoir Fabrimetal Bénin, Concentrix-Bénin, Atelico, Cimbénin, Simplon Bénin, As Word Tech, ainsi que l'ONG Pauly Afrique Bio.

Ces distinctions, basées sur une analyse rigoureuse des pratiques et des résultats obtenus, constituent non seulement une reconnaissance mais aussi un appel à poursuivre les efforts en faveur du développement durable et de la responsabilité sociale dans le tissu entrepreneurial béninois.

Leon Anjorin Koboude, dirigeant de MinDo Consultants, a exprimé sa satisfaction. « *Cette 6e édition a été un succès. Nous sommes très fiers et ravis d'avoir constaté que l'atelier d'échange a été intéressant pour les uns et les autres. Nous avons également noté une progression dans la compréhension de la RSE auprès des acteurs des entreprises et des associations* », a-t-il déclaré.

Un engagement durable

pour un Bénin responsable

Depuis six ans, la dynamique initiée par MinDo Consultants semble bien ancrée, visant à impulser un changement durable et positif au Bénin. L'objectif : favoriser la collaboration et l'innovation au service du bien-être social et environnemental.

Rita Sènan M'Po, promotrice d'ATELICO, a exprimé sa volonté de ne pas s'arrêter en si bon chemin. Elle compte poursuivre sa contribution pour un meilleur impact. « *Je compte renforcer ce qui est fait, en parler autour de moi et essayer de sensibiliser les autres que je connais dans la pratique de la RSE, nouer des partenariats avec des structures œuvrant dans ce sens, pour plus impacter la société* », a souligné l'entrepreneure.



Le point culminant de cette sixième édition a été la remise des Trophées RSE/ODD 2024, un moment solennel mettant à l'honneur les initiatives les plus exemplaires en matière de RSE et de développement durable.





RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE)

Encore du chemin, mais en bonne voie au Bénin

En dépit de l'existence de lois qui encouragent et régissent la RSE au Bénin, les entreprises béninoises tardent à adopter cette pratique, qui a pourtant un impact très positif sur leurs activités. Une réticence qui n'est pas volontaire, selon Léon Koboudé, Pdg de MinDo Consultants, l'un des grands artisans et promoteur de cette pratique au Bénin.

► Par Trinité SINGBO

En marge de la sixième édition des Rencontres de la RSE, organisée à Cotonou le vendredi 29 novembre 2024, Léon Koboudé a partagé avec notre rédaction son analyse de l'état actuel de la RSE au Bénin. « C'est vrai que beaucoup pensent que nous sommes encore à une étape embryonnaire. Cependant, je dirais qu'au regard de notre cadre législatif, nous progressons

dans la bonne direction pour une bonne appropriation de la RSE. Ce qu'il faut souhaiter aujourd'hui, c'est une mobilisation du patronat et des acteurs du secteur privé afin que la RSE devienne une réalité, voire une normalité dans la vie quotidienne des entreprises béninoises », a expliqué le promoteur des Rencontres de la RSE. Ce rendez-vous d'échanges et de partage a vu le jour en 2018.

Crées en 2018, les Rencontres de la RSE se veulent un lieu d'échanges et de réflexion sur les enjeux de cette approche. L'objectif, selon Léon Koboudé, est de vulgariser le concept pour encourager son adoption par les entreprises. « Les structures béninoises ne sont pas réticentes de façon volontaire à pratiquer la RSE. Le problème est qu'elles ignorent simplement les avantages qu'elles pourraient en tirer.

D'où la nécessité d'informer et de former, mais aussi de réussir une bonne vulgarisation de la RSE. C'est l'un des objectifs des Rencontres de la RSE », a-t-il indiqué.

« Nous avons estimé que pour encourager les entreprises à s'engager, il fallait d'abord les sensibiliser, leur expliquer ce qu'est la RSE et ce qu'elles peuvent en retirer en mobilisant leurs ressources et leur personnel autour de ces enjeux. Ce processus est progressif, je reste convaincu qu'avec le temps, des entreprises s'engageront véritablement dans de bonnes pratiques RSE », a-t-il ajouté.

Une coordination nécessaire pour des résultats durables

Madame Emmanuelle Vlavonou, experte en RSE et ODD, partage ce point de vue. Selon elle, des efforts existent déjà, mais les actions isolées gagneraient à être mieux coordonnées pour un impact plus marqué.

« Ce qu'on peut retenir, c'est que la RSE est en bonne voie au Bénin. Des structures étatiques font un travail important. Nous ne sommes pas là pour critiquer celles qui tardent à s'engager, mais pour encourager les entreprises et les organisations à adopter une démarche RSE. Tout le monde en bénéficiera », a-t-elle affirmé.

Cependant, elle reconnaît que la RSE reste peu connue au Bénin. « La RSE n'est pas un concept nouveau : elle existe depuis 1953. Pourtant, au Bénin, elle est encore insuffisamment vulgarisée, et il y a peu de communication à ce sujet. En outre, les experts en RSE sont rares. J'invite donc les entreprises à se rapprocher des spécialistes pour élaborer leurs politiques RSE. Ce qui bloque encore, c'est l'absence



Nous avons estimé que pour encourager les entreprises à s'engager, il fallait d'abord les sensibiliser, leur expliquer ce qu'est la RSE et ce qu'elles peuvent en retirer en mobilisant leurs ressources et leur personnel autour de ces enjeux.

d'une réelle volonté politique pour accompagner les entreprises. Sans une compréhension claire de la RSE, certains peuvent prétendre la pratiquer sans réellement respecter ses principes. »

Mme Vlavonou rappelle que des avancées sont en cours, notamment l'élaboration d'une politique nationale de la RSE. Néanmoins, elle appelle à des efforts plus rapides et intensifiés. « Dans certains pays, les entreprises qui ne respectent pas la réglementation en matière de RSE sont sanctionnées. Aux États-Unis, par exemple, sur 4000 entreprises auditées, 400 ont été pénalisées. Ces sanctions, pouvant aller de lourdes amendes à la faillite, montrent l'importance du respect des cadres réglementaires.

mentaires. Au Bénin, nous n'en sommes pas encore là, mais j'espère que nous y arriverons. »

Elle conclut en saluant les entreprises béninoises qui s'investissent dans la RSE, les encourageant à persévérer en mettant l'accent sur la transparence et l'éthique, qui figurent parmi les sept principes fondamentaux de la RSE.

Signalons que selon le classement RESPECTO, le Bénin se situe actuellement à la 90e place sur 195 pays en matière de RSE. Cette position constitue un indicateur permettant d'évaluer les progrès réalisés par le pays, mais reflète également les efforts qu'il lui reste à fournir pour une adoption plus large de cette pratique.

Entretien avec **Paulette Atchadé SAVIMBI**

Présidente de l'ONG Pauly Afrique Bio

« À la COP 29, petits efforts et beaucoup de déceptions ! »

Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, a accueilli du 11 au 22 novembre 2024 la 29^e conférence des parties sur le changement climatique, réunissant plusieurs pays dans un contexte où l'urgence climatique est d'actualité. Avec plus de 40 000 participants, la COP 29, comme ses prédecesseurs, a été un rendez-vous international crucial pour aborder les enjeux, les solutions et, en particulier, la transition énergétique et l'adaptation des populations les plus vulnérables au changement climatique et à ses effets. Participante du Bénin, Paulette Atchadé Savimbi, responsable de l'ONG Pauly Afrique Bio, active dans la lutte contre le changement climatique, revient sur les enjeux de cette COP et la nécessité d'un engagement plus fort de la part des pays développés.

► Propos recueillis par Kevin da SILVA

Que retenir des objectifs de la COP 29 ?

La COP 29 succède, en termes d'objectifs, à la COP 28 de Dubaï. Ces deux précédentes, ainsi que celle à venir, c'est-à-dire la COP 30 au Brésil, sont trois COP très importantes pour ce qui est de la transition énergétique. L'année dernière, à Dubaï, il y avait eu des engagements importants pour une transition des pays dont les économies dépendent des énergies fossiles vers des énergies propres et renouvelables. C'est un défi. Il a fallu 28 ans pour qu'une décision concrète soit prise, bien qu'elle ne soit pas encore mise en œuvre ou appliquée.

La COP 29 devrait permettre d'aller plus loin en concrétisant les engagements pris lors de la précédente, c'est-à-dire passer aux énergies renouvelables, fixer des stratégies et des politiques de mise en œuvre. Malheureusement, à l'arrivée, il y a eu beaucoup de déceptions. On avait tellement bien commencé avec Dubaï qu'on s'attendait à ce qu'il y ait cette fois du concret.

Bakou était encore un pays cible parce que



son économie est vraiment centrée sur les énergies fossiles. Du coup, il n'y a vraiment pas eu de décision concrète sur sa

transition énergétique. Il y a eu de petits efforts, mais ils ne sont pas à la hauteur des attentes.



Le Bénin implique davantage les jeunes dans les réalités liées au changement climatique, sauf qu'il y a moins de femmes dans les instances.

En tant que participante à cette COP, vous qui êtes responsable d'ONG, quel était votre rôle ?

Le système d'alerte précoce est un outil centré sur l'adaptation des populations qui subissent les affres des changements climatiques à travers des risques et des catastrophes comme les inondations et les incendies. J'ai eu l'opportunité d'énoncer l'action de notre pays, le Bénin, avec le plan de contingence national et communal, qui instaure des outils de mesure pour anticiper des inondations comme celles de 2010. En tant qu'ONG, c'était l'occasion de parler du rôle des OSC dans la mise en œuvre des systèmes d'alerte précoce. À

ce niveau, il faut retenir que, sans les organisations de la société civile, il ne peut y avoir de mise en œuvre, peu importe la mesure instaurée. Les OSC agissent principalement dans l'anticipation grâce à des sensibilisations et des actions au plan communautaire, ce qui facilite les solutions et permet de mieux anticiper. Les OSC ont les informations, connaissent les problèmes et savent quoi faire pour les résoudre. Nous, ONG, avons mené des actions phares. C'est le cas du projet "100 000 palétuviers". Il s'agit d'un système d'alerte primordial et constitue une mesure d'adaptation des plus incontournables, parce que les mangroves séquestrent le carbone, sont un bouclier contre les inondations, ne coûtent pas cher et sont très accessibles. Par ailleurs, les mangroves créent des abris pour la reproduction des poissons et de tout ce qui est produit halieutique.

Parallèlement, le projet permet de restaurer la faune et la flore. Les reboisements de mangroves représentent un système d'alerte incontournable partout dans le monde à cause de leurs impacts positifs à grande échelle.

En termes de décisions, vous retenez quoi ?

Du point de vue des décisions, beaucoup s'attendaient à ce que le volet financement soit plus accessible. Malheureusement, en dépit des nombreux besoins exprimés par les pays, on s'en sort avec une modique somme de 300 millions de dollars. Pour certains, cela est une insulte. C'est alors qu'on s'interroge : l'Afrique sera-t-elle prise en compte un jour ? Certes, c'était 100 millions de dollars, donc aujourd'hui,

une augmentation n'est pas rien. On espère une avancée d'ici 2035. La question qui prévaut par contre, c'est de savoir quand est-ce que les 300 millions de dollars seront disponibles ? Et pendant ce temps, que font les États ?

Que peut-on retenir de la participation du Bénin ?

Le Bénin est très actif en ce qui concerne la lutte contre le réchauffement climatique. Je salue les autorités qui œuvrent de part et d'autre pour faciliter la vie des populations béninoises. Comme décision, nous avons déjà nos politiques. Nos Contributions Déterminées au niveau National (CDN) sont régulièrement actualisées, alors que des pays sont en retard. À la COP 30, un nouveau CDN sera mis en vigueur, toujours pour suivre et atteindre les objectifs ODD 2030. Le Bénin anticipe. Ce qui est une très bonne chose.

Quelle est la garantie pour les pays développés de respecter leur engagement vis-à-vis des pays en voie de développement ?

Nous n'avons malheureusement aucune garantie. Les garanties que nous avons sont les lois, les déclarations signées par tous les pays, mais elles ne sont pas respectées. Si au moins ces déclarations étaient respectées, on serait tranquille. Mais malheureusement, on ne peut que subir. On espère qu'un jour l'Afrique sortira de ce périple de catastrophes liées au changement climatique.

Votre mot de la fin

Le Bénin fait déjà très bien. Continuer sur cette voie est la meilleure décision. Également, le Bénin implique davantage les jeunes dans les réalités liées au changement climatique, sauf qu'il y a moins de femmes dans les instances. Je garde espoir que le gouvernement pourra recentrer l'effort vers les femmes.

DISTINCTION

La BIDC sacrée « Institution financière de l'année 2024 »

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a été désignée « Institution financière de l'année – Afrique » dans le cadre du Prix Africain du Développement Durable.

C'est à Accra, au Ghana, que la distinction a été remise le 30 décembre 2024.

► Par Ulrich ZINSOU

Cette distinction, décernée par le Conseil consultatif du prix en partenariat avec l'UNESCO, est une reconnaissance des engagements de la BIDC en faveur des pratiques durables et de la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. La BIDC s'est, en effet, démarquée grâce à ses financements d'initiatives vertes et à ses contributions au développement de l'Afrique de l'Ouest.

Par ailleurs, elle a affirmé son positionnement en devenant la première institution de financement du développement (IFD) à émettre, par le biais de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), une obligation verte, sociale et durable sur le marché financier régional de l'UEMOA.

Ses investissements, entre 2021 et 2025, d'un montant de plus d'un milliard de dollars américains, soit près de 633 milliards de F CFA, dans des projets axés sur la durabilité, lui ont valu le soutien de différents partenaires internationaux, dont la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Cette dernière lui a accordé une ligne de crédit de 100 millions d'euros pour financer des initiatives climatiques et durables dans la sous-région ouest-africaine.

Le Prix Africain du Développement Durable honore les organisations et institutions qui se démarquent par leur engagement et leurs actions pour accompagner le développement durable en Afrique.



OPÉRATION DE TITRISATION SYNTHÉTIQUE

Des investissements pour le développement durable en Afrique

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), la Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA, en anglais) et plusieurs investisseurs institutionnels majeurs, dont Academy Securities, Africa50 et Newmarket, ont signé une lettre d'intention pour mettre en place une opération de titrisation synthétique d'origination multiple. Cette initiative a été marquée par la cérémonie de signature lors des Journées transactionnelles (Market Days) 2024 de l'Africa Investment Forum, qui se sont tenues du 4 au 6 décembre à Rabat, au Maroc.

► Par Kevin da SILVA

Cette initiative incarne une étape clé dans la réalisation de la Stratégie décennale 2024-2033 de la Banque africaine de développement. Elle met l'accent sur la mobilisation des capitaux privés et le dérisque afin de surmonter les obstacles à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) du continent. Bientôt, une initiative qui va révolutionner le secteur financier en Afrique. Il s'agit de la mise en place d'une opération de titrisation synthétique d'origination multiple. Cette nouvelle plateforme repose sur un modèle renouvelable et rotatif. Celle-ci est conçue pour atténuer les risques des institutions de financement du développement opérant en Afrique. Elle s'appuie sur le succès de la première opération de titrisation d'un milliard de dollars réalisée en 2018 dans le cadre du programme Room to Run de la Banque africaine de développement. La plateforme a pour objectif de constituer un portefeuille combiné d'actifs diversifiés, estimé à entre 1,5 et 2 milliards de dollars. Elle prend en compte des prêts et des garanties alignés sur les priorités stratégiques de la BAD et de la DBSA, notamment dans les domaines du financement climatique, des infrastructures et de l'intermédiation financière. Le portefeuille sera structuré de manière à attirer une large gamme d'investisseurs privés, grâce à sa diversité en termes de secteurs, de zones géographiques et de profils de risque. Le mécanisme de titrisation vise à transférer le risque de crédit de la tranche mezzanine aux investisseurs privés, tout en maintenant le

risque de la tranche senior au sein des initiateurs. Cela permettra à la BAD et à la DBSA de libérer des capacités de prêt supplémentaires pour des projets de développement à fort impact, tout en offrant un allègement du capital réglementaire sur une base renouvelable.

Une collaboration stratégique pour débloquer des flux et capitaux

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a salué cette initiative. Il a souligné son caractère innovant et son potentiel à débloquer des flux de capitaux pour combler le déficit de financement du développement en Afrique. Il a également mis en avant l'importance de la collaboration entre les banques multilatérales de développement et les investisseurs du secteur privé pour catalyser les investissements nécessaires. Pour Boitumelo Mosako, directrice générale de la DBSA, cette approche collaborative est essentielle pour accroître les financements disponibles et soutenir la croissance économique de l'Afrique. Elle souligne la nécessité d'un travail concerté entre les institutions multilatérales, les gestionnaires d'actifs et les investisseurs institutionnels pour relever les défis financiers du continent. Molly Whitehouse, cofondatrice et directrice générale de Newmarket, a exprimé son enthousiasme pour cette nouvelle phase de collaboration, soulignant l'opportunité d'élargir les succès de la transaction Room to Run et de renforcer les partenariats avec la Banque africaine de développement et la DBSA.

Place aux opportunités pour les investisseurs privés

Dan Schaeffer, directeur exécutif des marchés de capitaux ABS chez Academy Securities, a martelé l'importance de promouvoir les prêts durables et responsables (ESG) en Afrique. Il voit dans cette signature une illustration parfaite de l'engagement de la communauté des gestionnaires d'actifs à soutenir des projets de développement à fort impact grâce à des partenariats avec des institutions comme la BAD et la DBSA. Alain Ebobissé, directeur général d'Africa50, a également exprimé sa fierté de participer à cette initiative, qu'il considère comme une opportunité stratégique pour libérer des capitaux essentiels au financement des infrastructures en Afrique. Il est convaincu que cette initiative pourra jouer un rôle crucial dans la réalisation d'une croissance durable sur le continent.

L'Africa Investment Forum, une plateforme multipartite et multidisciplinaire, continue de jouer un rôle central en soutenant l'accès au financement pour les projets de développement en Afrique. Elle s'engage à accélérer la transformation des projets en bancabilité, lever des capitaux et garantir la clôture des transactions financières. Avec sa vision de canaliser des investissements dans des secteurs clés pour atteindre les ODD, les High 5 de la Banque africaine de développement et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, l'Africa Investment Forum demeure un acteur incontournable dans l'écosystème financier africain.



Après le rachat et la transformation de la banque de l'Habitat du Burkina Faso en **International Business Bank (IB Bank)**, Mahamadou Bonkoungou l'élargit sur la corne de l'Afrique à Djibouti **IB Bank Djibouti** en 2020 puis en 2021 au Togo avec **IB Bank Togo**. Là, la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTCI) devient depuis quelques mois **IB Bank Togo**.

PROJET « TALENTS AFRICAINS À L'INTERNATIONAL »



Une initiative créatrice d'opportunités pour les jeunes et les entreprises de l'UEMOA

Lancé en 2022 au Bénin pour la phase pilote, le dispositif « Talents africains à l'international (TAI) » a fait son petit bonhomme de chemin, contribuant ainsi à la réduction du déficit d'emploi dans l'espace UEMOA. Deux ans après, les initiateurs du projet se montrent confiants quant aux perspectives d'avenir de cette initiative.

► Par Ronie Floride AGAMMA

Renforcer l'employabilité de 200 jeunes en les déployant dans 150 entreprises de la zone UEMOA désireuses de s'internationaliser : tel était l'objectif de la phase pilote du dispositif « Talents africains à l'international (TAI) » pour le compte du Bénin, lancé en 2022. Plus de deux ans après, l'initiative a tenu ses promesses.

Mise en œuvre par l'Unité Nationale au

Bénin, le programme a permis de déployer une soixantaine de jeunes volontaires TAI dans une trentaine d'entreprises situées dans trois pays, en plus du Bénin, à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Le Bénin a, à lui seul, enregistré quarante-huit jeunes volontaires TAI sur l'effectif de cinquante par pays retenu pour la phase pilote, au profit de vingt-cinq entreprises béninoises.

En dressant un bilan positif de la période 2022-2024, le Chef de l'Unité Nationale Bénin du dispositif TAI, Céphise Béo Aguiar, perçoit le Bénin comme la « locomotive » du projet grâce à des résultats encourageants. Selon lui, le projet suscite l'engouement des jeunes, avec au total 2 000 candidats issus de l'espace UEMOA inscrits sur la plateforme dédiée, dont 879 béninois.

D'après lui, l'impact du projet, dont la phase pilote s'achève cette année, témoigne du soutien spontané d'une centaine d'entreprises béninoises. Il s'agit principalement de PME, de start-ups et de coopératives actives dans les secteurs de l'agroalimentaire, des solutions technologiques et de l'ingénierie. Tout cela a été rendu possible grâce à un accompagnement financier conséquent du gouvernement du Président Patrice Talon, qui subventionne à hauteur de 70 % chaque mission de jeunes volontaires TAI auprès de leur entreprise commettante.

La rencontre de Cotonou...

À ce jour, le dispositif Talents Africains à l'International se positionne comme une solution au problème d'employabilité dans la zone UEMOA. Toutefois, il appartient aux parties prenantes d'évaluer sa faisabilité et d'amorcer sa phase de consolidation. C'est dans ce cadre qu'un forum d'évaluation a été organisé à Cotonou, le 28 novembre 2024.

Cette rencontre a permis aux parties prenantes de promouvoir le dispositif auprès des entreprises, des jeunes diplômés, mais aussi de faire le bilan de la phase pilote en vue de préparer le développement futur du projet.

L'évaluation a permis aux différents acteurs d'identifier les forces et les faiblesses du dispositif, tout en posant les bases de sa consolidation. Selon Céphise Béo Aguiar, les points forts et les axes d'amélioration relevés concernent principalement le renforcement des capacités des cibles (jeunes diplômés et entreprises) à travers des formations aux thématiques commerciales et à la maîtrise du négoce et du commerce international. Par ailleurs, une meilleure synergie entre les acteurs (unités nationales, représentations diplomatiques et consulaires, agences d'appui aux exportations, Agence d'Appui aux PME) a été soulignée, notamment pour améliorer

le suivi et l'accompagnement post-mission des jeunes volontaires TAI.

De nombreuses leçons ont été tirées de cette première phase. Ces apprentissages ont conduit l'ensemble des parties prenantes, régionales et nationales, ainsi que les partenaires techniques et financiers, à décider unanimement de la poursuite du dispositif TAI, pour le plus grand bonheur des bénéficiaires.

Les perspectives du projet pour 2025...

L'année 2025 sera décisive, marquant la phase de consolidation et de développement du projet, avec une généralisation à l'ensemble des pays de l'UEMOA. Si la phase pilote concernait le Bénin, le Bur-

kinia Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, le Togo est désormais prêt à intégrer le programme.

Le ministre béninois des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi, Modeste Tiounié Kérékou, a précisé que le projet soutient les politiques nationales en matière d'emploi et de commerce international au sein de l'Union.

Le programme s'adresse aux jeunes diplômés âgés de 21 à 35 ans, désireux de tester leurs compétences en négociation de marchés pour le compte d'entreprises formelles établies dans l'espace UEMOA depuis au moins deux ans. Ces missions de volontariat durent 12 mois, renouvelables une fois.

Le Bénin, le Projet Talents Africains à l'International (TAI) est piloté par l'Agence Nationale pour l'Emploi, sous la tutelle du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi.

Le programme bénéficie également du soutien technique et financier de la Commission de l'UEMOA, de Business France, du Ministère français de l'Europe et des Affaires Étrangères, et du Centre Africain d'Études Supérieures en Gestion (CESAG), sous la supervision du Département du Marché et de la Coopération de la Commission de l'UEMOA.

En attendant d'autres initiatives, le programme Talents Africains à l'International (TAI) demeure un dispositif innovant, offrant une opportunité unique pour les jeunes diplômés et les entreprises souhaitant recruter des compétences sur le marché régional. La plateforme monvolontariat.com reste ouverte aux inscriptions de nouveaux talents africains.

LE PROGRAMME S'ADRESSE AUX JEUNES DIPLOMÉS ÂGÉS DE 21 À 35 ANS, DÉSIREUX DE TESTER LEURS COMPÉTENCES EN NÉGOCIATION DE MARCHÉS POUR LE COMPTE D'ENTREPRISES FORMELLES ÉTABLIES DANS L'ESPACE UEMOA DEPUIS AU MOINS DEUX ANS.

kina Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, le Togo est désormais prêt à intégrer le programme.

Selon le Chef de l'Unité Nationale du Projet TAI, le Togo se dit prêt à accueillir ou envoyer ses premiers jeunes volontaires TAI. En attendant l'adhésion d'autres pays de l'espace UEMOA, le Bénin prévoit de doubler le nombre de ses missions, une excellente nouvelle pour les jeunes diplômés récemment sortis des universités privées et publiques, en quête d'emploi.

Que comprendre du dispositif TAI ?

Le projet TAI est une initiative du Réseau



CÔTE D'IVOIRE

Le Port Autonome d'Abidjan confirme son niveau d'excellence

Les performances réalisées par le Port Autonome d'Abidjan (PAA) ces dernières années ont une fois de plus été reconnues par les autorités ivoiriennes au cours de l'année 2024. Un bel élan pour ce fleuron de l'économie ivoirienne, qui célébrera ses 75 ans en 2025.

► Par Éric KOUADIO

C'est une distinction qui restera gravée dans les annales des récompenses décernées aux grandes entreprises en Côte d'Ivoire. Lors de la 6^e édition du Prix d'excellence de la gouvernance et de la performance des entreprises publiques, coorganisée par le ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'État et des Entreprises Publiques ainsi que par la Direction Générale du Portefeuille de l'État, le Port Autonome d'Abidjan s'est vu attribuer le 1er prix de la performance économique et financière dans le secteur marchand.

La cérémonie, présidée par M. Moussa SANOGO, ministre du Patrimoine, du Portefeuille de l'État et des Entreprises Publiques, s'est tenue en présence d'Amadou

KONÉ, ministre des Transports, le 2 octobre 2024, au Sofitel Hotel Ivoire, à Abidjan.

À cette occasion, le ministre Moussa SANOGO a souligné que « ce prix vise à promouvoir l'excellence et la bonne gouvernance au sein des entreprises publiques et des agences d'exécution », tout en félicitant les lauréats et en les encourageant à transformer ces distinctions en actions concrètes pour améliorer la performance de leurs entités.

Représenté par son directeur général, Hien Yacouba SIÉ, accompagné de M. Almamy OUATTARA, directeur des Finances et de la Comptabilité, le Port Autonome d'Abidjan a reçu cet honneur avec fierté. Hien Yacouba SIÉ, qui dirige cette entité depuis 2011, s'est réjoui de cette distinction, symbole

des efforts accomplis par son équipe. Ce prix s'ajoute au 1er prix national d'excellence pour la meilleure contribution au rayonnement du secteur des transports, décerné au PAA le 5 septembre 2023 par le Président de la République, SEM Alassane OUATTARA. Ces distinctions témoignent non seulement des efforts entrepris par la direction pour moderniser le port d'Abidjan, mais aussi des actions mises en œuvre pour renforcer son rôle stratégique au service de l'économie maritime et portuaire nationale.

Une reconnaissance pour l'équipe managériale

À la suite de cette nouvelle distinction, M. Hien Yacouba SIÉ a convoqué, le 3 octobre

2024, le comité de direction de l'entreprise pour présenter officiellement ce prix honoraire décerné par l'État de Côte d'Ivoire. Cette rencontre a été l'occasion pour le directeur général d'exprimer sa profonde gratitude et sa reconnaissance envers les membres de son équipe dirigeante pour le travail accompli, qui a permis d'obtenir ces résultats remarquables durant l'exercice 2023-2024. Selon lui, ce prix constitue « *le gage de tous les efforts fournis par l'autorité portuaire d'Abidjan, qui contribue activement au rayonnement du secteur des transports et, par ricochet, à la croissance et à la bonne santé de l'économie nationale.* » Et d'ajouter : « *tout le mérite vous revient, ainsi qu'à vos collaborateurs. Je vous exhorte à redoubler d'efforts pour améliorer encore cette performance dans les mois et années à venir.* »

Des performances remarquables

Depuis 2011, sous l'impulsion de la politique de relance économique prônée par le Président de la République, le directeur général du PAA s'est attelé à repositionner le port d'Abidjan parmi les infrastructures répondant aux standards internationaux. Cette ambition s'est traduite par la réalisation de grands projets, ayant un impact significatif sur le trafic global du port.

En 2023, le PAA a enregistré une croissance exceptionnelle de 21,1 %, avec 34,7 millions de tonnes de marchandises traitées, contre 28,6 millions l'année précédente. Le trafic conteneurs, quant à lui, a bondi de 47 %, passant de 840 926 EVP en 2022 à 1 238 195 EVP en 2023, plaçant ainsi le port d'Abidjan parmi les rares ports africains franchissant la barre symbolique du million d'EVP annuels.

Ces performances ont valu au port plusieurs distinctions, notamment les prix de « Meilleure performance trafic import-export (volume) 2023 », de « Meilleur trafic conteneur (EVP) 2023 » et de « Meilleur trafic transit (intégration des économies

sous-régionales) », décernés le 21 novembre 2024 lors de la 8^e édition des Awards des ports africains, tenue à Conakry. La direction générale du PAA s'est également engagée dans des réformes majeures, notamment en matière de sécurisation de la plateforme portuaire, d'amélioration de la qualité des services, de protection de l'environnement et de gestion financière.

Le Port Autonome d'Abidjan (PAA) est devenu le premier port africain à obtenir la certification ISO 9001 version 2015 pour l'accueil des navires et la certification ISO 14001 version 2015 pour la gestion environnementale. À ces certifications s'est ajoutée, le 18 décembre 2023, la certification ISO 27001 : 2022, une norme internationale de référence pour la mise en place et la gestion efficace du Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI).

Par ailleurs, le PAA a renforcé sa conformité aux exigences du code ISPS, qui régit la sûreté des installations portuaires. Ces certifications reflètent l'engagement continu du PAA à adopter des standards internationaux, mais elles ne sont pas les seules preuves de ses performances remarquables.

Des performances saluées par une notation financière exemplaire

Les performances du PAA se traduisent également par des résultats financiers solides. L'agence de notation financière BLOOMFIELD INVESTMENT CORPORATION a attribué au port les notes « AA » sur le long terme et « A1 » sur le court terme, avec des perspectives stables pour la période allant de septembre 2024 à août 2025.

Ces notations témoignent de la bonne santé financière de l'entreprise, déjà reconnue par l'attribution du 1^{er} prix d'excellence de la gouvernance et de la performance des entreprises publiques dans le secteur marchand en Côte d'Ivoire.

DE GRANDS OUVRAGES RÉALISÉS ENTRE 2015 ET 2023

Les Autorités Portuaires d'Abidjan ont mené à bien plusieurs projets d'envergure visant à moderniser et à développer les infrastructures portuaires. Parmi ces réalisations figurent :

- La modernisation du terminal de pêche, avec la construction d'un môle opérationnel mis en service depuis 2015 ;
- La création de 40 hectares de terrains supplémentaires par remblaiement de la baie de Vridi-Bierry en 2016, pour favoriser l'implantation de nouvelles unités industrielles ;
- Le renforcement des quais du terminal vraquier, achevé en 2017 ;
- La construction d'un nouveau terminal roulier (RoRo), opérationnel depuis mars 2018 ;
- L'élargissement et l'approfondissement de la passe d'entrée du canal de Vridi, inauguré le 21 février 2019 ;
- La construction d'un second terminal à conteneurs, inauguré le 2 décembre 2022 ;
- La mise en service d'un terminal céréalier, opérationnel depuis le 30 mai 2023.

Ces investissements stratégiques ont permis au Port Autonome d'Abidjan de se doter d'infrastructures modernes et performantes, répondant aux exigences croissantes du commerce maritime international.

Fort de ces atouts, le Port Autonome d'Abidjan dispose désormais des outils nécessaires pour renforcer sa compétitivité et se positionner durablement comme une plateforme incontournable sur la façade atlantique de l'Afrique.

Entretien avec **Virgil HOUESSOU**Administrateur général du Cabinet **Kyrielle Impacts**

« Nous vous accompagnons dans la reconversion ou la réorientation professionnelle »

Reconversion professionnelle, coaching, communication solidaire, team building, prête-plume... Kyrielle Impacts offre aux individus et aux organisations une série de prestations dont nous parle son administrateur général.



► Propos recueillis par la Rédaction

Parlez-nous de Kyrielle Impacts...

C'est un cabinet de conseil en management des organisations qui offre des solutions spécifiques et utiles aux individus, aux entreprises et aux institutions publiques. C'est aussi une agence de communication. Le cabinet est subdivisé en trois départements : le département Études-Conseils-Coaching et Formations, le département Communication-Marketing et Événementiel, et le département Médias et Éditions. Nous ambitionnons de faire de chacun l'entrepreneur de ses propres initiatives, en organisation ou non, et de faciliter l'innovation entrepreneuriale par l'accès de tous à l'intelligence numérique. Nous y croyons parce que nous sommes certains que chacun doit être l'acteur réel du succès de son projet personnel, en organisation ou individuellement.

Vous avez des offres que vous déclinez en programmes spécifiques. TransiPRO, par exemple...

Le programme TransiPRO redonne du sens à votre vie professionnelle et vous fait retrouver une vie en équilibre et en harmonie avec votre emploi. Nous vous accompagnons dans la reconversion ou la réorientation professionnelle en apportant un appui à l'évaluation des motivations de votre changement de carrière et en vous assistant dans l'élaboration de votre bilan de compétences. Nous faisons aussi du business coaching et du coaching de vie pour booster vos talents, vous faire approprier, valoriser et développer des soft skills. Nous faisons également de l'outplacement, de l'appui à la création d'entreprise et de l'externalisation des compétences. Nous sommes conscients que le coaching et le team building constituent le souffle et le moteur du management des entreprises d'aujourd'hui et de demain. C'est pourquoi nous offrons nos services d'accompagnement dans l'organisation de vos team buildings et les démarches d'institutionnalisation d'un processus de team building dans vos pratiques quotidiennes.

Il y a aussi Com'Box, qui est un programme de co-branding

pour la gestion solidaire des portefeuilles communication-marketing pour les petits budgets...

Oui, c'est de la communication solidaire au service des PME-PMI, des associations et des ONG. Une solution pour les petits budgets. Un bon projet, c'est d'abord une bonne stratégie de communication. À travers le programme Com'Box, nous voulons faire démentir la perception erronée selon laquelle cela coûte cher. Nous proposons une stratégie solidaire basée sur le concept : « Faites-le ensemble, pour plus d'impacts et moins cher, parce que plus on est nombreux, plus c'est facile et efficace. » Com'Box, c'est l'élaboration en réseau à coûts réduits de business models, d'études de marché, de stratégies marketing et de communication... En bonus, il y a du business coaching.

AfriScribe, c'est la facilité pour tout le monde d'écrire un livre...

Bien sûr. Si vous avez des idées ou des projets de livre et que le temps vous fait défaut, ou que vous ne faites pas confiance à vos compétences en écriture, il ne faut pas s'inquiéter ou abandonner. Nous écrivons avec vous ou pour vous vos essais, romans, pièces de théâtre, mémoires ou autres, avec toute la qualité d'écriture qui vous valorise. La garantie de discrétion et de secret est assurée avec un « contrat de confidentialité absolue. »

Quelles sont vos perspectives ?

Vous nous découvrirez encore autrement en 2025 avec nos offres de compléments de compétences à ICI Digital, l'école du web et de l'innovation entrepreneuriale que pilote Kyrielle Impacts. Ce sont des formations focalisées sur le numérique et appliquées à différents métiers et spécialités. Il y a Eco-Building Challenge, une compétition faite d'une série de challenges dotée de prix, axée sur le team building orienté vers la RSE/RSO. Des masterclasses ciblées et des événements surprises et uniques pour le grand public et les annonceurs.



CREAVOX STUDIO
CAPTUREZ L'INSTANT, CRÉEZ L'ÉTERNITÉ



Studio de Podcast - Crédit à la création de contenus - Conseils - Production - Diffusion

creavoxstudio creavoxstudio@gmail.com +22946465202 Cotonou, Bénin

RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

Les opportunités à saisir par le secteur bancaire africain

Le secteur bancaire africain est en pleine transformation sous l'impulsion de la révolution numérique.

Ce bouleversement technologique a redéfini les interactions entre les banques, leurs clients et les acteurs économiques, tout en ouvrant des opportunités inédites et en soulevant des défis significatifs. Cette mutation est essentielle dans un continent où l'inclusion financière reste une priorité. Dans cette analyse, impact business met à jour certaines de ces opportunités et les défis de cette révolution numérique du secteur bancaire africain.

► Par Nel Charbel KOFFI



L'Afrique est aujourd'hui l'un des marchés les plus dynamiques en matière de technologie mobile. Selon un rapport de la GSMA, le continent comptait 621 millions de connexions mobiles en 2022. Cette pénétration a été un catalyseur pour la bancarisation via le numérique. Des solutions comme M-Pesa, pionnière au Kenya, ont démontré le potentiel du mobile money pour offrir des services bancaires de base à une population souvent exclue du

De nombreuses banques africaines, telles qu'Ecobank et UBA (United Bank for Africa), ont investi dans des plateformes numériques pour proposer des services de transfert, d'épargne et de crédit.

système traditionnel. De nombreuses banques africaines, telles qu'Ecobank et UBA (United Bank for Africa), ont investi dans des plateformes numériques pour proposer des services de transfert, d'épargne et de crédit. Par exemple, en Côte d'Ivoire, Orange Bank Africa a lancé des comptes d'épargne rémunérés accessibles via mobile. En moins de deux ans, la banque a enregistré plus de 1 million de clients, selon son directeur général, Jean-Louis Menan-Kouamé. Ainsi les opportunités offertes par la numérisation bancaire



sont multiples. En premier on peut noter l'inclusion financière cumulée. En effet, la révolution numérique permet de surmonter les défis géographiques et infrastructurels. Grâce aux solutions mobiles, des populations rurales, souvent hors de portée des banques traditionnelles, accèdent désormais aux services financiers. Selon la Banque Mondiale, le taux de bancarisation en Afrique subsaharienne est passé de 23 % en 2011 à 43 % en 2021, une évolution largement attribuée à la finance numérique. On note aussi la réduction des coûts opérationnels car les banques peuvent réduire les coûts en passant au numérique. Les agences traditionnelles cèdent peu à peu la place aux applications mobiles et aux plateformes en ligne, ce qui diminue ainsi les frais généraux tout en augmentant la portée des services.

Selon Patrick Akinwuntan, directeur général d'Ecobank, "les solutions numériques permettent d'atteindre une rentabilité tout en améliorant l'accès aux services financiers pour des millions de personnes auparavant exclus."

L'innovations dans les produits financiers représente également une mine d'opportunités puisque les outils numériques permettent de créer des produits adaptés aux besoins des Africains. Par exemple, des plateformes comme Paystack et Flutterwave, spécialisées dans les paiements en ligne, facilitent l'intégration des PME dans l'économie numérique.

Néanmoins tant qu'il reste à faire, le travail n'est pas finir car les défis à surmonter dans la numérisation bancaire n'en demeurent pas moindres. La fracture numérique,

Cybersécurité et protection des données, Réglementation et cadre juridique, Résistance au changement, sont entre autres des points saillants qui méritent réflexions.

En effet, malgré les progrès, une partie significative de la population africaine reste exclue des services numériques en raison d'un accès limité à l'internet, au mobile ou à l'électricité. Dans certains pays, comme la République Démocratique du Congo (RDC), le taux de pénétration d'internet est inférieur à 20 %. Et avec l'essor du numérique, le risque de cyberattaques augmente chaque jour. Les banques africaines doivent investir massivement dans des infrastructures sécurisées. En 2023, une attaque ciblant une banque sud-africaine a entraîné des pertes estimées à 5 millions de dollars. D'après Yinka Adedayo, spécialiste en cybersécurité : "Les institutions financières africaines doivent adopter des normes globales pour sécuriser les transactions, sinon elles risquent de perdre la confiance de leurs clients."

De plus, le développement rapide des technologies a souvent devancé les réglementations. Les autorités africaines peinent à encadrer des innovations comme les cryptomonnaies ou les prêts numériques, créant un flou juridique qui freine parfois les investissements. Dans le même temps, certaines banques traditionnelles et leurs clients, notamment les personnes âgées, hésitent à adopter les nouvelles technologies. Des campagnes de sensibilisation et de formation sont nécessaires pour combler cet écart.

Le rôle des fintechs dans la transformation bancaire ?

Les fintechs jouent un rôle clé dans la révolution numérique en Afrique. Ces start-ups technologiques apportent des solutions rapides et innovantes, souvent mieux adaptées que les offres bancaires traditionnelles. Flutterwave, une fintech nigériane, a levé 250 millions de dollars en 2022 et est désormais valorisée à plus de 3 milliards de dollars. Elle permet aux PME de recevoir des paiements dans plus de 30 devises. Ainsi, au lieu de rivaliser, plusieurs banques optent pour des partenariats avec des fintechs. Par exemple, Standard Bank en Afrique du Sud collabore avec SnapScan pour proposer des paiements QR, une solution pratique pour les commerces de proximité.

Une chose est certaine, la révolution numérique dans le secteur bancaire africain est en marche. Elle représente une opportunité majeure pour le secteur bancaire africain et permet d'inclure financièrement des millions de personnes, de moderniser les services et de stimuler l'économie. Cependant, pour exploiter pleinement ce potentiel, les banques et les gouvernements doivent relever ces nombreux défis afin d'y parvenir. Comme l'a souligné Vera Songwe, ancienne secrétaire exécutive de la CEA (Commission Économique pour l'Afrique) : "L'Afrique a une chance unique de remodeler son secteur financier grâce au numérique. Mais cela nécessite des politiques inclusives et des investissements stratégiques".

STRATÉGIE DE COMMUNICATION DIGITALE DES ENTREPRISES

Influenceurs, levier de croissance ou effet de mode ?

Dans un monde où les réseaux sociaux dictent les tendances, les influenceurs s'imposent comme des acteurs incontournables des stratégies de communication digitale. Mais entre campagnes à succès et collaborations controversées, leur rôle soulève des questions : sont-ils de véritables leviers de croissance pour les entreprises ou simplement un effet de mode voué à s'éteindre ? Dans cette interview, Serge Mahugnon, consultant en marketing digital, apporte son analyse sur cette tendance qui redéfinit les codes du marketing.

► Réalisé par Kevin da SILVA



Présentez-vous à nos lecteurs

Je suis Serge Mahugnon, consultant en marketing digital, spécialiste en référencement SEO et en copywriting. Je dirige l'entreprise BSM Groupe, une agence de communication et de marketing digital au Bénin. À travers mon travail d'entrepreneur, je crée beaucoup de contenus sur Internet. Créer du contenu en ligne me place davantage en position de leader d'opinion en termes de marketing digital sur les réseaux sociaux.

Je forme également en rédaction web et SEO, et j'ai accompagné plus de

3 000 personnes dans ce domaine. Par ailleurs, j'interviens comme spécialiste en marketing digital dans plusieurs écoles.

Qu'est-ce qui, selon vous, explique l'essor des influenceurs dans le marketing digital ?

Prenons un exemple. En 1990, si vous aviez photographié des gens dans un bus, vous les auriez vus en train de lire un journal ou de discuter entre eux. Aujourd'hui, en faisant la même observation, vous les verriez probablement rivés à leur téléphone. Pourquoi ? Parce qu'ils consomment du contenu.

Et qui crée ce contenu ? Ce sont des personnes, des leaders d'opinion, des humoristes, des experts qui abordent des sujets variés. Chaque jour, nous nous connectons à Facebook, Instagram ou d'autres plateformes pour consommer ce contenu, majoritairement produit par des influenceurs.

Les entreprises, elles, ont besoin de capter cette attention pour communiquer. Aujourd'hui, il est presque impossible de parler à son public sans passer par ces influenceurs, car ce sont eux qui dominent l'espace d'attention en ligne. Une personne en moyenne se connecte trois

heures par jour. Pendant ce temps, pour l'atteindre, il faut lui offrir un contenu qui lui plaît, et ce sont précisément les influenceurs qui répondent à cette attente.

Quels critères une entreprise doit-elle considérer pour choisir un influenceur ?

C'est une question qui peut être abordée sur différents aspects. La première chose que je pense qu'elle est très pertinente pour une entreprise qui veut collaborer avec un influenceur, c'est d'abord d'identifier la niche de l'influenceur parce que chaque influenceur a une niche. Et la niche, c'est le sujet dont traite l'influenceur traite, sa ligne éditoriale. En tant qu'entreprise, on a déjà une cible. Je ne voudrai pas, par exemple, m'adresser au jeu et passer par un influenceur qui s'adresse aux entrepreneurs. Si je veux m'adresser aux entrepreneurs, il faut que je trouve un influenceur qui parle déjà aux entrepreneurs. La première chose, c'est la cible. Voir si la cible de l'influenceur est alliée avec les objectifs marketing de l'entreprise.

Dans un deuxième temps, il faut voir les valeurs. Quand un influenceur accroche son image à une entreprise, c'est à vie. Même si c'est une petite collaboration d'une journée. L'idée c'est de voir si les valeurs de l'influenceur correspondent aux valeurs de l'entreprise.

La troisième chose, c'est d'identifier la pertinence et la capacité sur le long terme des contenus. Il faut que le contenu qui est proposé par l'influenceur soit pertinent. Et il y ait une capacité en fait de long terme, pour que ça ne soit pas quelque chose d'éphémère. Si c'est quelqu'un qui a juste un buzz momentanément, ça peut correspondre pour des campagnes ponctuelles. Mais pour vraiment faire une collaboration entre une marque et un influenceur, il faut vraiment voir, est-ce que le contenu de l'influenceur a tendance en fait à évoluer si c'est durable. Si c'est pertinent et durable,



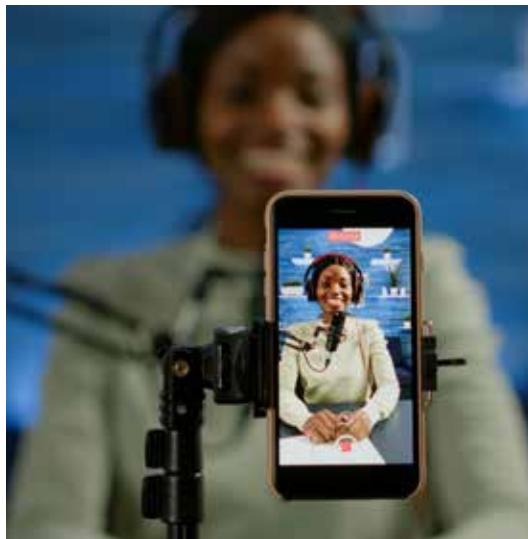
je pense que la marque peut s'aventurer.

Bien sûr, on pourrait ajouter un quatrième point concernant la visibilité. Est-ce que l'influenceur a beaucoup de buzz ? Savoir si l'influenceur arrive vraiment à toucher beaucoup de personnes à propos de chiffres pour pouvoir prendre des décisions. Mais ça, ça fait partie des aspects qui sont je pense très basiques.

Quels sont les avantages et les limites de collaborer avec des influenceurs ?

L'avantage des influenceurs pour les entreprises aujourd'hui, c'est que les influenceurs parlent. Si vous utilisez un panneau publicitaire, cela ne dit rien. Vous allez

juste mettre une affiche, vous allez payer peut-être 500 000 francs au mois. Mais ça n'a pas forcément d'impact. Le panneau publicitaire ne bouge pas, n'est pas flexible, ne peut pas répondre aux questions. Alors qu'avec un influenceur c'est différent. Il est en contact avec l'audience, il peut répondre aux questions, il peut véritablement transmettre la communication. Et quand vous liez l'image de votre entreprise à un influenceur, après cet influenceur, peut grandir. C'est votre marque qui grandit. Donc les marques qui passent par eux, c'est comme s'ils donnaient la parole. L'autre avantage, c'est tendance, les gens aiment ça. Et c'est bien. Une marque aujourd'hui peut vivre sans influenceurs. Mais



Quand un influenceur accroche son image à une entreprise, c'est à vie. Même si c'est une petite collaboration d'une journée. L'idée c'est de voir si les valeurs de l'influenceur correspondent aux valeurs de l'entreprise.

je pense que les entreprises aujourd'hui ont besoin des influenceurs. Même quand vous organisez aujourd'hui un événement, en plus d'inviter les journalistes, c'est bien d'inviter les influenceurs parce que les influenceurs vont relayer l'information. Ils vont mettre ça en story et autre. Et ça donne en fait un certain prestige à l'événement. Ainsi, les gens ont envie de travailler avec vous parce qu'ils voient en fait des gens qui suivent les réseaux sociaux ou qui viennent à vos activités. Donc ça donne plus envie en fait de venir vers vous. La campagne d'influence est très actuelle. C'est tendance, ça fonctionne. Ce sont les deux avantages. Maintenant les limites, c'est qu'un influenceur, ça peut disparaître de jour au lendemain. Le fait d'avoir un influenceur ne suffit pas pour

aller se reposer sur ses lauriers. Aussi, un influenceur ne garantit pas en fait... Un influenceur ce n'est pas un bon produit. Si le produit est mauvais, si l'influenceur parle, ça va créer en fait l'effet contraire, ça va créer en fait une sorte de réaction en chaîne. C'est délicat. C'est pourquoi il faut faire très bien le choix pour ne pas tomber en fait dans les travers. Choisir un influenceur qui n'est pas vraiment crédible auprès de la cible, ça peut décrédibiliser l'entreprise. Il faut comprendre qu'aujourd'hui la technologie évolue.

Un influenceur qui a vraiment par exemple du buzz dans le domaine de l'entrepreneuriat, ça peut se faire remplacer très rapidement par d'autres influenceurs.

Comment mesurer le retour sur investissement d'une campagne avec des influenceurs ?

Alors, les entreprises s'allient aux influenceurs d'abord pour la notoriété. Et la notoriété, on mesure la mesure par rapport à comment les gens parlent de notre produit. Quels sont les retours que nous avons ? C'est-à-dire, est-ce que les gens ont tendance à apprécier davantage notre produit maintenant que nous sommes avec des influenceurs qui sont cools ? Donc si vous êtes avec des influenceurs qui sont cools, votre produit aura tendance à être cool aux yeux des gens parce que si quelqu'un qui est cool utilise un produit, c'est parce que forcément le produit est cool. Comment les gens parlent du produit maintenant que nous ne commençons pas à interagir, à travailler avec un influenceur ? Donc ça,

c'est le premier aspect.

Mais l'autre chose qu'il faut faire, et c'est très préventif, c'est quoi ? C'est qu'il faut avoir des KPIs dès le départ, des indicateurs de performance dès le départ, fixer des objectifs. Nous voulons vendre tel chiffre et après, voir le début de la collaboration, voir la fin, ou bien attendre un moment, faire un stop un moment, pour voir quels sont les impacts.

Comment le chiffre d'affaires a augmenté ? Comment le nombre de j'aime a augmenté ? Comment le nombre de mentions de la page sur les réseaux sociaux a augmenté ? Comment, les commentaires ont augmenté ? Est-ce que les commentaires sont plus positifs maintenant ? Est-ce que c'est plus négatif ? Est-ce que dans les interactions, les gens viennent vraiment de la part de l'influenceur ? Assez de questions. Mais après, on peut collaborer également avec un influenceur pour vendre. Et ça, c'est ce que les sites de Paris foot font.

Quel conseil donneriez-vous aux entreprises hésitant encore à se lancer dans le marketing d'influence ?

Aujourd'hui, les gens préfèrent travailler avec des humains, être en interaction avec des humains plutôt qu'avec des machines. Le fait d'interagir avec des influenceurs donne la voix à des personnes humaines et les gens ont envie de traîner avec des gens comme eux. Les gens ont envie d'acheter à travers des gens qui sont comme eux. Il faut vraiment travailler avec des influenceurs parce qu'ils représentent quand même, la majorité de l'attention des gens sur Internet et puisqu'on est une entreprise, on a besoin de cette attention. J'encouragerais vraiment les marques à créer du contenu, à prendre la parole déjà eux-mêmes, les dirigeants et également s'associer avec les influenceurs pour que les influenceurs puissent prendre la parole au nom de la marque pour eux-mêmes.

ROBERT BRAZZA

Docteur Honoris Causa

L'animateur, journaliste, producteur et présentateur franco-congolais Robert Brazza fait désormais partie de la poignée de personnalités ayant reçu la distinction de Docteur Honoris Causa. C'était à Abidjan, en novembre 2024.

► Par Eric KOUADIO

Peu relayée dans les médias, l'information concerne pourtant l'une des personnalités les plus emblématiques de l'espace médiatique panafricain. Robert Brazza a été fait Docteur Honoris Causa pour son parcours exemplaire et sa contribution significative à la promotion ainsi qu'au développement social, économique et culturel du continent. L'École doctorale du Centre de Valorisation Professionnelle de Tunis (CVPT), en collaboration avec l'Institut Africain de Recherche Pluridisciplinaire Appliquée (IARPA), a ainsi reconnu l'excellence et l'impact du travail de ce grand homme de média au profit de la culture et de l'image du continent africain. Ce n'est pas la première distinction importante reçue par Robert Brazza en Afrique. Il a également été honoré du Trophée de la Personnalité des médias de 2023, décerné par ASCOM (Les As de la Communication, du Marketing et de l'Événementiel), une organisation faisant autorité dans l'univers de la communication sur le continent. Cette distinction reconnaît l'impact de Robert Brazza dans le paysage audiovisuel africain et sa contribution à la valorisation de la culture africaine.

« Je dédie ce trophée en particulier à feu mon père Jean-Pascal Brazza-Nganga dont le souvenir éternel, la bienveillante présence et l'inspiration me portent chaque jour. À mes collaborateurs au sein de BNR Prod Ltd et à mes équipes pour leur affection, leur abnégation au travail et leur foi en nos rêves. À la maison Africa N° 1 (Africa Radio), qui a porté ma voix pendant tant d'années au-delà des mers et des continents. Au Groupe Canal+ International et à sa direction, avec

lesquels je continue d'explorer, depuis plus d'une décennie, toutes ces incroyables et magnifiques facettes de notre cher continent »,, a confié Robert Brazza dans un message de reconnaissance à tous ceux qui façonnent son parcours.

Avant de devenir le présentateur vedette de programmes tels que +D'Afrique, Réussite, et Sous La Lumière sur la chaîne CANAL+, Robert Brazza avait déjà conquis la diaspora africaine parisienne grâce à sa remarquable voix sur Africa N° 1 (actuelle Africa Radio). Ce Congolais (de Brazzaville), installé en France depuis son jeune âge et faisant désormais de fréquents allers-retours entre la France et la Côte d'Ivoire, a boosté la carrière de nombreux artistes africains grâce à l'émission Africa Song sur Africa N° 1. Parmi ses réalisations mémorables, l'émission Maraboutique, diffusée en duo avec feu le doyen Manu Dibango, demeure une référence. Le style unique des deux animateurs a fait de cette émission un carrefour incontournable de l'histoire musicale africaine. « Tito », comme l'appelait son co-pilote Manu dans Maraboutique, continue de marquer durablement le paysage audiovisuel panafricain.

À la dernière rentrée, il a informé le public de son départ du Groupe Canal+ dans un message clair et concis publié sur sa page Face-



**Pour ma part,
c'est une nouvelle ère qui
s'ouvre sur le plan professionnel...**

book : « Pour ma part, c'est une nouvelle ère qui s'ouvre sur le plan professionnel, car, après quatorze années passionnées et passionnantes, ma collaboration avec Canal+ s'arrête. Du mythique +D'Afrique au solaire Sous La Lumière, en passant par Talents d'Afrique ou Réussite, pour ne citer que ces programmes, ce sont autant de facettes instructives, inspirantes, divertissantes et éclatantes de notre Afrique que j'ai eu la chance, le bonheur, et même l'honneur de partager avec chacune et chacun d'entre vous. »

En attendant son retour à l'écran avec des programmes aussi captivants, Robert Brazza travaille sur d'autres projets, toujours avec la même énergie et la même passion pour l'Afrique.

BÉNIN PRODUCTEUR DE PÉTROLE EN 2025

Coup de bluff ou réelle ambition ?

Le ministre de l'Eau, de l'Énergie et des Mines du Bénin, Samou Seidou Adambi, a récemment annoncé que le pays redeviendrait producteur et exportateur de pétrole en 2025. Bien que cette déclaration soit porteuse d'un fort potentiel économique pour le Bénin, elle laisse un grand nombre de Béninois et d'observateurs sceptiques. La question demeure : s'agit-il d'une annonce sérieuse ou d'un nouveau coup de bluff politique, à l'image de celles des gouvernements précédents ?

► Par Jesdias LIKPETE

Le Bénin redeviendra-t-il enfin un pays exportateur de pétrole, ou cette annonce n'est-elle qu'une promesse politique de plus, destinée à susciter l'espoir sans résultats concrets ? Pour l'instant, toute affirmation reste prématurée. Par le passé, le Bénin avait déjà annoncé, avec une communication appuyée, son retour imminent dans le cercle des nations productrices de pétrole, après une première expérience entre 1982 et 1990. Pourtant, ces promesses n'ont abouti ni à une exploitation effective ni à une transformation économique notable grâce aux revenus pétroliers.

Le cas le plus récent remonte à l'époque de l'ancien président Thomas Boni Yayi. Le 23 octobre 2013, Barthélémy Kassa, alors ministre de l'Énergie et des Mines, avait annoncé, devant une presse nationale et internationale mobilisée pour l'occasion, les découvertes de la société pétrolière nigériane South Atlantic Petroleum (Sapetro). Selon lui, 87 millions de barils de pétrole auraient été découverts sur le bloc 1 du champ pétrolifère de Sèmè-Podji. Un plan de développement sur quatorze ans, visant une production de 7 500 barils par jour dès le démarrage, avait alors été dévoilé.



Le ministre Samou Seidou Adambi promet que le Bénin deviendra exportateur de pétrole en 2025, grâce à l'exploitation du bloc 1 de Sèmè-Kraké.

Cependant, à peine deux ans plus tard, l'espoir suscité par le « *retour dans le groupe des producteurs mondiaux de pétrole* » annoncé par le ministre, s'est dissipé. En juin 2015, à l'issue d'une audience avec le président de la République, les responsables de Sapetro ont annoncé

la suspension des explorations. La raison ? Les découvertes ne s'étaient pas révélées viables sur le plan commercial. En effet, sur les trois puits forés, deux étaient infructueux, tandis que le seul jugé exploitable ne produirait qu'une moyenne de 1 500 barils de brut par jour – un volume

jugé trop faible pour être économiquement rentable.

Cet échec, encore frais dans les mémoires, alimente les doutes légitimes entourant la récente déclaration de l'actuel ministre de l'eau, de l'énergie et des mines, Samou Seidou Adambi. Celui-ci promet pourtant que le Bénin deviendra exportateur de pétrole en 2025.

Une nouvelle annonce : opportunité ou simple effet d'annonce ?

Dans sa déclaration, le 24 octobre 2024, lors d'une cérémonie à Sèmè-Podji – soit exactement onze ans après celle du gouvernement précédent – le ministre Adambi s'est voulu rassurant. « Depuis 8 ans et demi, on y travaille... L'année prochaine, nous allons être un pays producteur et exportateur de pétrole brut. », a-t-il déclaré, soulignant la planification à long terme et la collaboration avec des "partenaires sérieux".

Cette information a été confirmée par le porte-parole du gouvernement, Wilfried Léandre Houngbédji, qui a précisé que cette exploitation reposera sur le potentiel résiduel du bloc 1 de Sèmè-Kraké, déjà exploité par le passé. Selon lui, ce bloc recèle encore plusieurs millions de barils exploitables. « Ce que le ministre vous a dit, je le confirme. Considérez que dès 2025, Inch'Allah, le Bénin redevient un pays producteur et exportateur de pétrole », a-t-il affirmé lors d'un échange avec la presse béninoise.

Cependant, de nombreuses questions demeurent non élucidées. Les réserves annoncées, qualifiées de "résiduelles," suffisent-elles pour établir une exploitation durable et rentable ? Quels sont les "partenaires sérieux" en question et dont on en sait très peu ? Qu'est-ce qui différencie cette nouvelle annonce des promesses précédentes ?

Pour rassurer sur ce que les erreurs du passé ne se répéteront pas cette fois-ci, une source proche du gouvernement a indiqué que le contrat de concession et d'exploita-

tion a déjà été signé, et que la société concessionnaire devrait commencer ses activités très prochainement.

Des garanties ?

Le gouvernement actuel, dirigé par Patrice Talon, a déjà démontré une capacité notable à mener des réformes économiques et des projets structurants dans d'autres secteurs, notamment le coton, surnommé "l'or blanc". Cette expérience pourrait renforcer la crédibilité de l'annonce concernant le secteur pétrolier. En outre, le recours à des partenaires internationaux spécialisés et la capacité à attirer des investisseurs grâce à un cadre légal modernisé pourraient améliorer les chances de concrétisation de ce projet.

Le gouvernement semble par ailleurs engagé dans une politique pétrolière rigoureuse, comme en témoigne l'adoption de la loi n° 2019-06 du 15 novembre 2019 portant code pétrolier en République du Bénin. Ce cadre législatif prévoit des contrats de partage de production, limités aux opérations en amont, et définit des durées spécifiques pour les autorisations de recherche pétrolière : quatre ans renouvelables pour les zones onshore et six ans pour les zones offshore, avec des durées maximales respectives de neuf et onze ans. La loi introduit également des redevances indexées sur les cours du marché, des primes à la signature et à l'exploitation, ainsi que des plans de développement intégrant des exigences de contenu local. Ces mesures visent à optimiser les bénéfices économiques tout en garantissant une exploitation responsable et durable des ressources.

Pour accompagner cette dynamique, le gouvernement a mis en place l'Unité d'Appui à la Gestion des Affaires Pétrolières (UAGAP).



Samou Seidou ADAMBI, Ministre béninois de l'Eau, de l'Energie et des Mines (limogé le 6/01/2025)

Cette entité joue un rôle stratégique : elle élabore des politiques pour le secteur pétrolier, supervise l'exécution des contrats en cours et propose des initiatives pour stimuler le développement du secteur. En collaboration avec les structures ministérielles, l'UAGAP veille également au démantèlement des plateformes hors exploitation et à la conception de plans d'action à court et moyen termes. Elle constitue ainsi un levier essentiel pour garantir la cohérence et la transparence dans la gestion des ressources pétrolières.

Pour mémoire, entre 1982 et 1990, le Bénin a connu une brève période en tant que producteur de pétrole, avec une production modeste d'environ 8 000 barils par jour. Cette exploitation provenait du bloc 1 de Sèmè, situé en offshore, au large de Sèmè-Podji, près de la frontière maritime avec le Nigeria.

Dans un contexte où l'économie béninoise demeure fortement dépendante de l'agriculture – qui représente un tiers du PIB et emploie environ 70 % de la population – la relance du secteur pétrolier pourrait offrir une opportunité de diversification économique.

Par Bruno BEKOLO EBE

Agrégé de Faculté Française de Sciences
Économiques et de Gestion II
Professeur Titulaire des Universités

L'urgence d'une prise de conscience dans l'espace CEMAC !

La tenue, le 16 décembre dernier, en urgence à Yaoundé, d'un sommet des chefs d'État de la CEMAC, et les développements récents dans nos économies en général, et sur le marché monétaire et financier de la CEMAC en particulier, amènent à s'interroger sur la capacité de celui-ci à tenir la route si devaient se poursuivre les tendances actuelles.

La tendance principale sur le marché monétaire et financier, depuis quelques années, est au développement des émissions de titres, obligations et bons du Trésor par les six États de la CEMAC. Cette évolution est elle-même la conséquence des grandes réformes engagées dans les années 1990, dans le cadre des politiques de sortie de la grave crise qui a frappé les économies de la sous-région dans les années 1980-1990, et dont les principales manifestations ont été l'apparition de profonds déséquilibres macroéconomiques touchant, sur le plan extérieur, l'ensemble des balances de paiements, notamment en raison de la détérioration des termes de l'échange, d'une grave crise de la dette et des échanges affectant le franc CFA, objet par la suite d'une sévère dévaluation, et, sur le plan interne, la chute de la production, la stagnation des économies, la baisse drastique de la croissance, avec des taux de croissance négatifs, et de lourds déficits des finances publiques. La sortie de crise a, de ce fait, impliqué d'importantes réformes, dont celles des finances publiques et des marchés financiers. Ces réformes ont eu pour effets bénéfiques, non seulement la relance de la croissance, mais encore de créer des conditions propices à la formation et à la mobilisation d'une épargne interne pouvant être facilement mobilisée, grâce à un système bancaire restructuré et remis à flot, des finances publiques assainies et une crise de la dette totalement résorbée avec l'atteinte du point d'achèvement.

Du fait de ces évolutions structurelles favorables et du développement de la liquidité bancaire et financière des intermédiaires financiers, les États ont trouvé dans le marché financier régional un important gisement de financement de leurs dépenses.

Les émissions de titres se sont ainsi considérablement développées et multipliées, d'autant que, après la crise de 2008, la Banque centrale a épousé la tendance mondiale du développement des politiques monétaires accommodantes, en admettant comme collatéraux, et donc éligibles au refinancement, les titres publics détenus par les banques. Si jusque-là l'évolution a été très positive, permettant aux États de mobiliser rapidement des financements moins onéreux, il semble que s'amorce depuis quelque temps un retournement de tendance pour le moins inquiétant, l'euphorie des débuts donnant naissance à ce qui apparaît manifestement comme des dérapages annonciateurs de crises.

En effet, dans pratiquement tous les pays de la CEMAC, les dérapages budgétaires redeviennent récurrents, donnant lieu à des déficits budgétaires toujours croissants. La multiplication des émissions de titres, obligations et bons du Trésor, dont l'encours s'élevait à fin octobre 2024 à 7 167 milliards de CFA, fait craindre que le marché ne se sature, d'autant que celle-ci s'accompagne de la multiplication des situations de non-respect des échéances, ainsi qu'on l'a vu récemment avec le Congo et le Gabon, ce qui pourrait compromettre la santé des banques, principales détentrices des titres émis. Plus grave, alors que la crise de l'endet-



tement avait été totalement résorbée avec la restructuration de la dette extérieure, restructuration consacrée par l'atteinte par les différents États du point d'achèvement, la crise de la dette a resurgi, les États ayant été depuis peu repris par une frénésie d'endettement telle que, dans certains pays comme le Congo ou le Gabon, l'encours tend, voire dépasse, 100 % du PIB, et les demandes de rééchelonnement sont redevenues d'actualité, alors même que la pénurie des réserves de change s'exacerbe, aggravant la contrainte extérieure. Les taux de croissance, rapprochés des taux de croissance démographique, sont à nouveau végétatifs. On est pratiquement dans une situation de « croissance appauvrisante », selon l'expression de l'économiste indien Bhagwati : la croissance du PIB ne s'accompagne pas d'une amélioration significative du niveau de vie de la population, qui, au contraire, se détériore. On croirait être durablement revenu dans les années 1980-1990, donnant l'impression que nos pays n'ont tiré aucune leçon de ces années terribles, pourtant très douloureuses pour tout le corps social. Ceci est d'autant plus inquiétant que les fonds levés n'ont pas donné lieu, pour l'essentiel, à des réalisations impulsant positivement les économies.

Nos pays donnent ainsi au FMI l'opportunité de reprendre ici la main pour imposer ses médicaments dont les effets sont pourtant,

à l'épreuve des faits, globalement négatifs, alors même qu'ils n'ont pas encore fini de payer le lourd tribut des hypothèques que la politique d'ajustement structurel a fait peser sur nos économies, et sur les populations dont les conditions de vie ne font que se détériorer. On en vient même à parler à nouveau de dévaluation, alors que le bilan négatif de celle de 1990 n'a pas encore été totalement soldé, en particulier s'agissant du délitement du tissu industriel de la sous-région, qui a renforcé la dépendance aux matières premières, alors que la mutation aurait dû se faire vers la mise en place d'une économie de production basée sur une dynamique de diversification sectorielle !

L'ironie est que cela se produit alors que partout ailleurs, dans les autres régions du monde, non seulement les pays ont résolument pris en main leur destin et la direction de leurs économies, mais qui plus est, l'idée d'un recours à la médication des Institutions de Bretton Woods y est considérée comme une véritable provocation. Quand les responsables africains en général, et ceux de nos pays de la CEMAC en particulier, comprendront-ils qu'entre leurs mains se jouent la survie et, plus encore, le destin de leurs populations, ainsi que la capacité du continent à être un acteur véritable de la scène mondiale, maître de son destin et capable de relever les défis existentiels de notre temps ?



► Par Noël YAO

” Democracy made in Ghana... ”

Au lendemain immédiat de l'élection présidentielle ghanéenne du 7 décembre et avant même la consolidation des résultats du scrutin, le candidat du pouvoir sortant, le vice-président de la République, Mahamudu Bawumia, a appelé son adversaire l'ancien Président de la République, John Dramani Mahama, pour concéder sa défaite et le féliciter en lui souhaitant du succès à la tête du pays.

Dans cette élection tant redoutée au pays de l'immortel Osagyefo Dr Kwame Nkrumah, père de l'indépendance de cette ancienne Gold Coast, le 6 mars 1957, les choses se seront, en définitive, globalement bien passées en dehors d'une personne tuée dans une fusillade fort marginale. Or, dans le même temps, dans un autre pays du continent, le Mozambique, il y a eu au moins 90 morts dans les violences postélectorales, selon une ONG locale. C'est que la victoire du parti au pouvoir depuis 1975, le Frelimo, est toujours contestée, depuis des semaines, dans la rue, par l'opposition. Celle-ci affirme avoir remporté la présidentielle.

En Côte d'Ivoire, pays de l'imbatteable et infatigable apôtre de la paix, Félix Houphouët-Boigny, lors de la crise née de l'élection présidentielle de 2010, ce sont 3.000 personnes qui ont péri dans les affronte-

ments violents et guerriers. Et à l'heure où ce pays s'apprête à tenir une autre élection présidentielle en 2025, les Ivoiriens sont tous déjà angoissés, apeurés, par ce qui pourrait advenir l'an prochain. Voilà donc

**AU FINAL ET À Y REGARDER DE PRÈS,
QU'EST-CE QUI PEUT
POUSSER, SOUS NOS
CIEUX, UN ANCIEN
PRÉSIDENT À REFUSER
DE CÉDER LE FAUTEUIL
(PRÉSIDENTIEL) S'IL EST
BATTU OU EST PLACÉ EN
FIN DE MANDAT ?**

un tableau habituellement sombre des élections en Afrique, avec leurs lots de heurts, malheurs et sueurs.

Le mérite du Ghana est donc grand d'avoir su franchir cette étape 2024 de son histoire que tous annonçaient déjà comme apocalyptique c'est-à-dire dans le sang et le chaos. Il n'en a rien été et la tradition démocratique « *Made in Ghana* » a été préservée, sauvegardée et renforcée. Au bout du compte, au-delà de la victoire du candidat du NDC (National Democratic Congress),

l'ancien Président John Dramani Mahama, c'est le Ghana tout entier qui sort gagnant, victorieux et flatté de cette élection sans bavures, rayures, tricheries ni coups de fusil ou de machettes.

Au final et à y regarder de près, qu'est-ce qui peut pousser, sous nos ciels, un ancien Président à refuser de céder le fauteuil (présidentiel) s'il est battu ou est placé en fin de mandat ?

Assurément, sans être tous forcément des Crésus, la préoccupation majeure, outre les motifs matériels, demeure l'avenir judiciaire ou juridictionnel après des années de gestion du pouvoir étatique.

Quel sort leur sera réservé lorsqu'ils redeviendront "Monsieur Tout-le-Monde" ?

La question est d'importance et reste un vrai dilemme, une énigme quasiment insoluble voire ingérable :

1) Comment amener le Président sortant (africain) à ne pas s'agripper au pouvoir et éviter des milliers de morts ?

2) Comment ne pas le laisser s'en aller impunément avec tous ses crimes et délits ?

En réalité, dans tous les processus de normalisation sociale ou sociétale, ainsi que l'a affirmé l'ancien archevêque anglican sud-africain, Desmond Tutu, il n'y a pas de pardon et de réconciliation sans justice.

D'où l'importance de plus en plus grandissante de la justice transitionnelle dans les processus de réconciliation nationale, ici et là en Afrique et dans le monde.

BESOIN D'UNE VOITURE ?



Contactez **AUTORENT**, la solution de location au Sénégal



Une Référence Internationale



UN HUB PORT EN AFRIQUE



E-mail: info@paa.ci - Site Web: www.portabidjan.ci - Facebook: [portabidjan](#)

